

**PRÉSERVER
LES MOMENTS
DE MÉMOIRE
EN 2021**

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1360-1361-1362-Janvier-Février-Mars 2021

DÉBUT 1941 : LES F.F.L. PASSENT À L'OFFENSIVE...



Les raids sur Mourzouk et Koufra, Leclerc à Koufra ; La bataille de Keren, de Gaulle le 30 mars 1941 sur le front d'Erythrée

Le 17 juillet 1940, Félix Eboué, gouverneur du territoire du Tchad, dépendant de l'Afrique Equatoriale Française (A.E.F.) informe le général de Gaulle de son ralliement à la France libre, précédant ceux des autres territoires de l'A.E.F., le Congo et le Cameroun les 28 et 29 août, l'Oubangui-Chari le 30 août, et le Gabon le 19 novembre.

Le Tchad, bordé à l'Est par le Soudan anglo-égyptien et à l'Ouest par le territoire du Niger, dont le gouverneur français est resté fidèle à l'administration pétainiste, l'est au Nord par la Libye, colonie de l'Italie. L'Italie, entrée en guerre contre la France et la Grande-Bretagne le 10 juin 1940, a signé avec la France un armistice le 24 juin mais est restée en guerre avec la Grande-Bretagne.

Le 13 septembre, elle fait de la Libye une base de départ contre les Britanniques en Egypte, en direction du canal de Suez, s'enfonçant de 80 km en territoire égyptien. Depuis le 9 décembre, les Britanniques entament une contre-offensive, qui reprend le territoire égyptien pris par les Italiens et, entrant en Libye, conquiert sur le littoral libyen Tobrouk le 21 janvier 1941, Benghazi le 7 février. Les Italiens vont connaître aussi des revers militaires dans le sud libyen...

Ainsi, le 11 janvier 1941 au Fezzan, opérant depuis l'Egypte, une formation britannique motorisée composée d'Ecosseis et de Néo-Zélandais, à laquelle va se joindre, partie de Zouar, au nord du Tchad, une petite unité de Français libre placée sous le commandement du lieutenant-colonel Colonna d'Ornano - qui sera tué durant l'opération - avec pour adjoint le colonel Massu, va mener un raid sur le fort italien de Mourzouk, qui dispose d'un terrain d'aviation.

Parallèlement au raid sur Mourzouk, un autre est mené contre le poste italien de Tedjeri par une compagnie chamelière française placée sous le commandement du capitaine Sarazac.

Ces deux raids anticipent l'offensive qui va être menée à partir du 18 février contre une position stratégique, étape aérienne vers les colonies italiennes d'Afrique Orientale, le poste militaire italien de l'Oasis de Koufra, défendu par le fort d'El Tag et la compagnie saharienne motorisée « Sahariana di Cufra » (400 hommes).

Cette offensive va être menée à partir du Nord du Tchad sous le commandement du gouverneur par intérim du territoire, le colonel

Leclerc, qui a rassemblé une compagnie portée, un groupe nomade, deux sections d'infanterie et un groupe d'artillerie (avec un canon de 75 mm)

L'offensive, commencée le 18 février 1941 par la neutralisation en 2 jours de la « Sahariana... », s'achèvera par la capitulation du fort d'El Tag le 1^{er} mars. Les Italiens ont eu 3 tués et 4 blessés, les forces françaises 4 tués et 21 blessés.

Dans l'oasis conquis, Leclerc prononcera son célèbre « Serment » : « Jurons de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ».

À plusieurs milliers de kilomètres de là, en Afrique Orientale, des Français libres vont aussi s'affronter aux forces italiennes, en Erythrée, colonie italienne riveraine de la mer Rouge, intégrée avec l'Ethiopie - conquise en 1936 - et la Somalie dans l'Afrique Orientale italienne, d'où les forces du Duce ont attaqué le Soudan anglo-égyptien dès le 4 juillet 1940, le Kenya le 15 juillet, conquis en août le Somaliland britannique.

Entamée début 1941, la contre-offensive britannique va se développer depuis le Sud à partir du Kenya, du nord, à partir du Soudan anglo-égyptien; cette offensive au nord va se faire avec la participation d'une unité française, la « Brigade française d'Orient » (B.F.O.).

Constituée au Cameroun, à partir de la 14^e Demi-brigade de la Légion étrangère (14^e DBLE), partie de la 13^e DBLE ayant rejoint de Gaulle à Londres en juin 1940 (dont elle reprendra le nom début 1941), la B.F.O., placée sous le commandement du lieutenant-colonel Raoul Magrin-Vernerey (« Montclar »), quittera Douala le 24 décembre 1940, transitera par Freetown du 3 au 7 janvier 1941, avant de gagner par mer, doublant le cap de Bonne-Espérance et après une escale à Durban, Port-Soudan le 14 février. Elle intégrera au Soudan, arrivé par voie terrestre, le 3^e bataillon de marche du Tchad (BM 3).

Engagé aux côtés de la 7^e brigade hindoue des forces britanniques, le BM3 prendra la position fortifiée de Cub-Cub le 22 février, faisant 430 prisonniers, ce qui ouvre la route de Keren, clé de l'accès au port militaire italien de Massawa, qui sera conquise le 27 mars. Le 30 mars, la BFO est passée en revue par le général de Gaulle.

Le 5 avril, Massawa est investi, le 6 avril, l'amiral Bonaldi, commandant en chef en Afrique Orientale italienne, rejette une proposition de reddition. Le 8 avril, après de durs combats ayant fait taire les forts de défense de la place, la résistance italienne s'effondre et les Français font prisonniers l'amiral Bonaldi, le général Bergonzi, commandant la défense de Massawa, deux officiers généraux, 449 officiers et plusieurs milliers de militaires italiens.

Le 8 avril 1941 au soir, le drapeau français flottait au côté de l'Union Jack sur l'Amirauté du port de Massawa...

HOMMAGE AUX HÉROS DE L'AFFICHE ROUGE



Le dimanche 21 février, comme chaque année, l'ANACR a rendu hommage aux martyrs du « Groupe Manouchian-Bocsov » des FTP-M.O.I. fusillés par les nazis le 21 février 1944 au Mont-Valérien.

(voir page 2)

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Héros de l'« Affiche rouge »
- P. 3 : Editorial
- P. 4-8 : Résistance dans la Vienne
- P. 9 : L'Abbé Glasberg
- P. 10 à 12 : Irlandais de la Résistance
- P. 13 à 17 : Contre la guerre, contre le fascisme
- P. 18 à 21 : La bête immonde
- P. 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Livres

HOMMAGE AUX HEROS DE L’AFFICHE ROUGE



Le dimanche 21 février dernier, comme chaque année depuis février 1945, l’ANACR – et avant elle l’Association des anciens F.F.I.-FTP – a rendu hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyr a été rendu célèbre par l’Affiche rouge ainsi que par le poème d’Aragon.

Comme chaque année, mais dans le contexte des restrictions de rassemblement édictées par les autorités administratives et sanitaires, ayant de ce fait interdit d’inviter à la cérémonie les représentants des Ambassades et des Associations, ainsi que toutes celles et ceux ayant l’habitude d’y participer. Et ce afin de ne pas dépasser la jauge autorisée.

La cérémonie, organisée avec l’aide de la mairie d’Ivry-sur-Seine, s’est donc déroulée dans le respect des mesures sanitaires prises pour lutter contre l’expansion de la pandémie de Coronavirus en limitant le nombre de participants. Elle a été placée sous la présidence d’honneur de Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, chargée de la Mémoire et des Anciens combattants, et sous la présidence effective de Jacques VARIN, secrétaire général de l’ANACR, représentant Pierre MARTIN, Président National de l’ANACR.

Mmes Nathalie LARUCH et Fabienne OUDARD, maire-adjointes, représentaient la municipalité d’Ivry et M. le maire Philippe BOUYSSOU, le Conseil départemental du Val-de-Marne était représenté par Mme Lamy KIROUANI, vice-présidente, et le Comité Parisien de Libération par M. François KALDOR.

La Direction nationale de l’ANACR était représentée par Jacques VARIN, secrétaire général, Christiane TARDIF, membre du Bureau National, Jean-Louis CORTOT, membre du Conseil national et secrétaire général du Comité de Paris, Colette PALLARES, membre du Conseil National et secrétaire générale de Libération Nationale-PTT, Louis SECRESTAN, membre du Conseil National et de la direction du Comité de Seine-Saint-Denis, Guy DIVOUX, porte-drapeau.

Dans son intervention liminaire Jean-Louis CORTOT, après avoir rappelé que cette cérémonie prit naissance dès février 1945, et que depuis chaque année, sans jamais s’interrompre, l’ANACR rend hommage au sacrifice des héros de l’Affiche rouge, s’attacha à souligner le caractère multinational du groupe Manouchian-Boczov : « Ces martyrs et héros de l’Affiche rouge que l’Histoire a appelé le Groupe Manouchian-Boczov – aux côtés de trois Français – étaient huit Polonais, mais ce n’était pas un groupe polonais ; ils étaient cinq italiens, mais ce n’était pas un groupe italien ; ils étaient deux Roumains mais ce n’était pas un groupe roumain ; deux Hongrois mais ce n’était pas un groupe hongrois ; deux Arméniens mais ce n’était pas un groupe arménien ; un espagnol, mais ce n’était pas un groupe espagnol. Ils étaient des FTP-M.O.I., que rassemblait une profonde fraternité et solidarité internationaliste ».

Elle fut suivie de l’Appel des Morts pour la France, lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Après la sonnerie « Aux morts » et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian au nom de la municipalité d’Ivry, du Conseil départemental du Val-de-Marne, du Comité Parisien de Libération, de l’ANACR.

Jacques VARIN, après avoir rappelé l’ancienneté des relations entre l’Irlande et la France depuis la fin du Moyen-Age, l’influence des idées de la Révolution française qui conduisit à l’apparition en Irlande d’une éphémère République-Sœur de

la jeune République française, la quasi-permanence d’unités irlandaises dans les armées de la France depuis l’Ancien régime jusqu’à la fin de l’Empire napoléonien, la venue de volontaires irlandais au secours de la France lors de la Guerre de 1870, la participation d’Irlandais sur le sol de France aux combats de la Première Guerre mondiale, évoqua les relations historiques conflictuelles entre l’Irlande et l’Angleterre depuis la conquête de l’île par les Anglais jusqu’à son indépendance en 1921, relations conflictuelles souvent sanglantes dont le souvenir pèsera dans l’entre-deux guerres.

Pendant la guerre et l’Occupation, environ 800 Irlandais résidèrent en France. Un nombre conséquent d’entre eux – et beaucoup d’entre elles – s’engagèrent dans la Résistance, dans des réseaux de renseignement, des filières d’évasion, des maquis. L’un d’entre eux, Croix de Guerre et Médaille de la Résistance devint célèbre, l’écrivain Samuel Beckett, futur Prix Nobel de littérature... d’autres Irlandais s’engagèrent dans les Forces Françaises libres...

Puis Colette Pallarès rappela que « cette année 2021 est celle du 76^e anniversaire de la victoire sur le nazisme et le militarisme japonais. Olga Bancic, Missak Manouchian, Joseph Boczov, Spartaco Fontano, Thomas Elek, Emeric Glasz, Celestino Alfonso, Stanislas Kubaski, Georges Cloarec, Marcel Raiman et leurs 13 autres compagnons de lutte et de martyre des FTP-M.O.I., ne connurent ni la Libération ni la Victoire, que par leur combat et leur sacrifice, ils avaient contribué à rendre possibles, certaines... »

« Il y a 76 ans, le 21 février 1944, au Mont-Valérien, 22 combattants de la Résistance française, de sept nationalités différentes, symboles par leur diversité de cette union au-delà des origines nationales de celles et ceux qui s’étaient dressés contre le fascisme, tombaient sous les balles des nazis. Olga Bancic sera guillotinée le 10 mai 1944 à Stuttgart, le jour de son 32^e anniversaire... »

« Être fidèles au souvenir des 23 que nous honorons ici, c’est, comme nous le faisons ici chaque année, rendre hommage à leur combat, mais c’est aussi et surtout le poursuivre aujourd’hui et demain dans un monde qui connaît toujours les guerres, le racisme, la xénophobie, en combattant la résurgence des thèses néo-fascistes et néo-nazies, les discriminations et pour la paix (...). »

« Le travail de maintien et de transmission de la mémoire pour rappeler ce qu’est le fascisme et ce que furent ses crimes, travail de maintien et de transmission de la mémoire auquel participe notre cérémonie annuelle d’hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Boczov, est non seulement un devoir mais une nécessité... ».

Furent interprétés « l’Affiche rouge », le « Chant des Partisans » et la « Marseillaise ».

PRÉSERVER LE RÔLE MÉMORIEL DES CÉRÉMONIES

Depuis la mi-mars 2020, notre vie personnelle, familiale, professionnelle, sociale a été affectée par l'apparition, le développement et la permanence de la pandémie de coronavirus Covid-19, qui a frappé la France à l'instar de la quasi-totalité des pays du Monde. En ce début 1921, elle reste, malgré les efforts pour la combattre, une menace que nous devons prendre en compte.

Ses conséquences sont tout d'abord et avant toutes choses humaines, nombre de familles ont été, sont encore et – hélas – seront encore douloureusement affectées par la disparition de l'une ou de l'un des leurs, par la maladie invalidante – temporaire ou qui se prolonge – d'autres. Et les contraintes qu'impose la nécessité de se prémunir de la contamination et d'éviter d'en être les propagateurs modifient restrictivement notre liberté de vie.

Ces conséquences sont aussi profondes sur de multiples aspects de notre vie collective. Ceux qui sont liés à la place dans notre société de ceux qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le «3^e âge», la pandémie et le confinement ayant mis en évidence la précarité économique, l'isolement humain et des conditions de vie peu dignes qui lui sont trop souvent associés. Ceux concernant notre système de santé, la pandémie ayant confirmé son insuffisance de moyens matériels et humains, révélé son impréparation face au risque pandémique, seuls l'abnégation et les efforts quasi-surhumains des personnels de santé auront permis de surmonter pour une part importante les effets négatifs de ces carences. Ceux de la vie économique, avec le vécu professionnel altéré par le non-présentiel, avec l'impact sur les ressources de celles et ceux qui en sont les acteurs, avec les pertes dramatiques de revenus subies et les risques de faillite des artisans et commerçants, la détresse étudiante, les difficultés des familles pour se nourrir...

Et notre vie sociale a été elle aussi depuis plus d'un an restrictivement modifiée par des mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'expansion de la pandémie. Ainsi la fermeture totale, l'ouverture sans public ou au mieux avec un public des plus restreints, des enceintes sportives et des lieux de culture, ont des conséquences directes – économiques, professionnelles et morales – pour les sportives et les sportifs, les femmes et les hommes de culture, et tous les personnels techniques ou autres qui leur sont associés. Mais aussi des conséquences pour la société toute entière, de par la place qu'ont – que doivent avoir – la pratique sportive et la culture dans la vie de la Nation.

Un autre secteur a été très affecté par les conséquences de la pandémie, le secteur associatif ; par les limitations de participants aux réunions même internes, aux manifestations publiques autorisées, par les restrictions de subventions liées notamment à l'affectation de leurs montants à des objectifs prioritaires. À l'exception – Ô combien légitime – des associations de solidarité (Secours populaire, Secours catholique, Epicerie solidaires...), leur rôle dans la vie et la cohésion de la société, leurs problèmes actuels et leur devenir n'ont que peu fait la «Une» des médias.

Ainsi en a-t'il été depuis un an pour l'ANACR, les confinements et mesures restrictives quant aux réunions internes et manifestations publiques ayant conduit à suspendre, distendre, retarder les réunions de comités locaux, bureaux et congrès départementaux, et à prendre en avril 2020 la décision de décaler d'un an le Congrès national prévu à Troyes début octobre suivant, afin que ce délai de 17 mois permette les conditions – notamment sanitaires – nécessaires à sa préparation et à sa tenue. Pour autant, en 2020, année du 75^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme, et malgré les restrictions, les Comités de l'ANACR ont contribué au maintien ou organisé les cérémonies patriotiques la célébrant ; de même pour la Journée nationale de la Résistance, pour les annuelles cérémonies commémoratives de la Libération et d'hommage aux martyrs à travers le Pays.

Car il est essentiel que ces temps difficiles que nous vivons actuellement ne soient pas des temps d'oubli, même momentané. D'autant plus qu'ici ou là, y compris dans des sphères administratives du Monde Combattant, certains, s'appuyant sur les difficultés actuelles d'organisation des cérémonies inhérentes aux mesures d'encadrement liées à la pandémie, commencent à évoquer leur «trop grand nombre», la «faiblesse de la participation», la nécessité selon eux de regrouper non seulement les dates commémoratives mais aussi en un monument unique départemental les stèles dispersées, de fonder même les Fondations mémorielles, et se réfèrent à la Commission Kaspi, dont les conclusions en ce sens furent rejetées par le monde associatif combattant.

Dans le monde et la société qui sont les nôtres, qui perdureront après la pandémie, il est en effet essentiel que, dans l'espace public le plus large possible, des lieux et moments de mémoire rendent hommage à celles et ceux qui, allant jusqu'au sacrifice de leur vie, combattirent la barbarie du nazisme et en furent les victimes. D'autant plus que le fascisme, les guerres d'agression, les génocides et ethnocides, le racisme et la xénophobie, le terrorisme contre les civils, la torture, sont des fléaux du présent.

Il est aussi essentiel que, lors des cérémonies, le monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, représenté par ses Associations, ait la place qui lui revient de droit ; car n'étant pas un rite formel accompli par les autorités, c'est à lui et à ses morts que l'hommage est rendu. Les actuelles restrictions de participation ne sauraient en effet justifier qu'il en soit écarté par décision arbitraire, d'autant plus que c'est souvent grâce à lui que ces cérémonies se sont ancrées dans l'espace public, avant d'être instituées dans le calendrier officiel.

Pierre Martin, Président de l'ANACR

RÉSISTANCE DANS LA VIENNE

À l'instar de la très grande majorité des départements français, la création de celui de la Vienne date de 1790, quand les révolutionnaires décident de les substituer de manière rationalisée aux territoires des anciennes provinces du Royaume de France, aux statuts, lois et mesures particulières.

Le département de la Vienne est créé sur le tiers oriental du territoire de l'ancien Comté de Poitou (ou de Poitiers)¹, dont la capitale Poitiers devient le chef-lieu, et auquel vont être joints – autour de Loudun et Mirebeau – une petite partie de l'ancien comté d'Anjou, ainsi qu'au sud 5 communes de celui de la Marche et, au nord-est, 7 communes du duché de Touraine².

Le nouveau département comprend à sa création six districts remplacés en 1 800 par cinq arrondissements : Châtelleraut, Civray, Loudun, Montmorillon et Poitiers ; en 1926, sont supprimés les arrondissements de Civray, rattaché à celui de Montmorillon, et de Loudun, rattaché à celui de Châtelleraut.

Le département, éloigné des frontières, sera épargné sur son sol par les conflits et les invasions au 19^e siècle (Alliés coalisés contre Napoléon 1^{er} en 1814-1815, Allemands en 1870-1871 contre Napoléon III), de même que lors de la 1^{re} Guerre mondiale en 1914-1918 ; à laquelle vont participer de nombreux mobilisés de la Vienne, notamment au sein du 232^e régiment d'infanterie (R.I.) de Châtelleraut, du 125^e R.I. de Poitiers... 12 000 « poilus » de la Vienne tomberont pendant les quatre années de guerre.

Plusieurs centaines de femmes de la Vienne auront aussi participé directement à l'effort de guerre, des femmes embauchées temporaires à la Manufacture d'Armes de Châtelleraut (M.A.C.)³, la «Manu». En 1917, elles seront 1 488 sur un total de 6 942 employés (dont aussi 1 850 ouvriers civils, 2 878 ouvriers militaires, 35 ouvriers coloniaux...).

La M.A.C., qui emploiera encore 1 200 ouvriers dans les années 1930, sera la principale structure industrielle dans un département essentiellement rural, où l'industrie ne représente que 1% de l'emploi. On peut aussi citer les établissements Rocher⁴ de Cenon-sur-Vienne, qui emploient 800 ouvriers, usinant des pièces en sous-traitance pour la Défense nationale, des moteurs industriels «Idéal-Rocher», des tracteurs, des machines à coudre, etc., une usine frigorifique et la

serrurerie du moulin des Coindres à Naintré, en 1939 ; Maurice Rocher rachètera à Poitiers la fonderie Lucet, laquelle, après les obus, fabriquera les machines à coudre «Celtic» et «Picavia»...

Le mouvement ouvrier syndical, représenté par la Confédération Générale du Travail (CGT), sera confronté en 1921 à la scission entre la CGT «confédérée» maintenue – dite réformiste et proche du Parti socialiste (SFIO) – et la CGT «Unitaire» CGTU, proche du Parti communiste (SFIC) naissant, avec une composante anarcho-syndicaliste. Dans la Vienne, et plus particulièrement à la Manufacture d'Armes de Châtelleraut, la «Manu», l'aspiration à l'unité entre les deux confédérations sera très forte : le 1^{er} mai 1926, des militants «confédérés» et «unitaires» font paraître le premier numéro d'un journal commun, «L'Unité» qui appelle à la réunification syndicale. En 1927, à côté des deux unions locales CGT et CGTU, est créée une Union locale mixte.

Il faudra attendre la fin 1934 pour que s'amorce le processus de fusion, avec celles des syndicats locaux des cheminots et des PTT en décembre. Le 8 janvier 1936, est formée à Châtelleraut une Union locale (U.L.) réunifiée, qui porte à sa tête le militant communiste de la «Manu» Henri Néau. Et le 12 janvier 1936, la réunification syndicale est effective au plan départemental⁵, avec à la tête de l'U.D. Henri Souchaud, militant socialiste, employé de la Compagnie du Gaz de Poitiers, secrétaire de la Bourse du travail et de l'UD confédérée, avec comme adjoints Pierre Quintard, secrétaire de l'UD unitaire, et Louis Gelin.

LE FRONT POPULAIRE

Bien que décidant de ne pas participer à la bataille électorale qui se développe en vue des législatives, l'U.D.-CGT de la Vienne va cependant rejoindre le «Front Populaire», contribuant à créer le Journal «Le Front populaire de la Vienne».

Sur le plan politique, la Vienne est majoritairement partagée entre la droite conservatrice, qui va être fortement hostile au «Front populaire», agitant la peur du «bolchevisme» menaçant la propriété individuelle, et le radicalisme «modéré», hostile ou modérément favorable au «Front Populaire».

La droite de la Vienne va bénéficier du concours des structures «anciens combattants» (UNC, Union Fraternelle des Victimes de Guerre...) qui regroupent 26 000 adhérents, de l'église catholique (La Ligue d'Action catholique à 40 000 adhérents) dont l'évêque de Poitiers a un penchant pour la maurassienne «Action Française». La droite extrême des «Croix de Feu» a 2 000 adhérents en 1935, le «Parti Social Français» qui leur succède atteint 6 000 adhérents en 1937. Quant aux «Jeunesses Patriotes», d'extrême-droite fascisante, elles ont 600 adhérents en 1935.



À gauche vont se mettre en place, au lendemain de l'émeute d'extrême-droite à Paris le 6 février 1934, deux structures de rassemblement : le «Comité antifasciste», créé à Châtelleraut le 12 février et dirigé par le professeur socialiste Stanislas Bonnet, 1^{er} adjoint de Louis Ripault, le maire radical-socialiste de la ville, et les communistes Albert Giraudeau et Henri Néau, et le «Comité d'action et de vigilance antifasciste», animé par d'autres élus socialistes et radicaux-socialistes, tels Gaston Frappier, secrétaire départemental de l'A.R.A.C. et Georges Surreau. Elles vont être à l'origine du comité de «Rassemblement populaire», dont Paul Labbé, socialiste, professeur à l'EN, assurera le Secrétariat général.

Les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 voient la victoire du Front populaire qui fait élire 369 députés (149 socialistes SFIO, 110 radicaux-socialistes, 72 communistes, 38 USR et P.U.P) face à 241 députés de Centre-droit et de droite.

Dans la Vienne, le «Rassemblement Populaire» a soutenu un député sortant, Pierre Hulin, qui sera battu. Il verra aussi ses espoirs déçus dans les circonscriptions de Loudun et Montmorillon, de même que dans celle ouvrière de Châtelleraut. Les 5 élus – dont à Châtelleraut Aimé Tranchand⁶ – seront de la mouvance radicale centriste.

Malgré ce revers électoral local, la victoire du «Front populaire» au plan national sera célébrée le 14 juin, par les 2 000 participants d'un meeting à Poitiers, par 1 500 autres à celui de Châtelleraut.

Le Front populaire est dans la mémoire la victoire électorale acquise en mai 1936, les grèves de mai-juin et les... congés payés de l'été.

Dans la Vienne, le mouvement de grèves – sans occupation des locaux – ne va en fait s'étendre qu'après la signature des Accords de Matignon et pour exiger leur mise en œuvre. À Poitiers,

⁶ Député depuis 1919, Tranchand recueille 8780 voix le 26 avril 1936, devant le maire de Châtelleraut Louis Ripault 3790 voix, le communiste Giraudeau 1818 voix et le socialiste Bonnet, 1688 voix.

¹ Lequel, fondé au 7^e siècle, était entré définitivement dans le domaine royal de France en 1461.

² L'Anjou était entré définitivement dans le domaine royal de France en 1481, la Marche en 1531 et la Touraine en 1204.

³ La Manufacture royale d'Armes de Châtelleraut fut créée en 1819. Elle produira, s'appuyant sur le savoir-faire de la coutellerie locale développée depuis le 13^e siècle, d'abord des armes blanches, et, à partir de 1830, des armes à feu, notamment les célèbres fusils Chassepot et Lebel ; entre les deux guerres, elle produisit le fusil-mitrailleur MAC 24/29. Elle fermera ses portes le 31 octobre 1968.

⁴ Créés en 1882, ils ont en 1959 commencé à produire des chariots élévateurs (Fenwick prendra le relais en 1969).

⁵ La réunification syndicale entre CGT et CGTU sur le plan national sera effective le 6 mars 1936.

grève des travailleurs de la Compagnie du Gaz, de l'industrie plâtrière, des ouvriers du Bâtiment de Châtellerauld du 7 au 10 juillet, des ouvriers carriers de Chauvigny...

Le «Front populaire» va connaître un élargissement de son audience électorale dans la Vienne lors des élections aux Conseils d'arrondissement et cantonales d'octobre 1937, la participation aux réunions reste importante, le 1^{er} mai 1938 près de 2000 personnes défilent à Châtellerauld. Le 3 mai, le Comité départemental du «Front populaire» affirme encore «sa fidélité aux principes, au programmes et aux formations du Front populaire».

Et ce alors même que s'annonçait la rupture, en octobre 1938, du Front populaire, actée par le congrès national du Parti radical après des tensions s'étant approfondies nationalement entre les formations du «Front populaire», liées à une pause dans l'adoption de nouvelles mesures sociales et à de premières remises en cause de celles déjà adoptées, ainsi qu'à la situation internationale⁷. Une rupture qui se concrétisera sur le plan départemental par la suspension par la fédération radicale de la Vienne de sa participation au journal «Le Front populaire de la Vienne».

Le 2 septembre 1939 paraîtra le dernier numéro du «Front populaire de la Vienne», Paul Labbé, évoquera cette disparition comme étant la conséquence de la décision du Parti radical de se retirer du «Rassemblement populaire» et de l'approbation par le Parti communiste du Pacte germano-soviétique⁸ rendant difficile «au moins dans l'état actuel des choses, toute action commune entre les socialistes et les communistes...»

«LA DRÔLE DE GUERRE»

La signature le 23 août 1939 par l'URSS et l'Allemagne du «Pacte Germano-soviétique de non-agression» sera suivie le 1^{er} septembre par l'attaque sans déclaration de guerre de la Pologne par la Wehrmacht ; et le 3 septembre, le Reich hitlérien ayant rejeté l'ultimatum franco-britannique exigeant l'arrêt de son agression, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Commence une période d'un peu plus de neuf mois que l'Histoire a retenu sous le nom de «Drôle de Guerre».

520 000 personnes sont évacuées des zones frontalières entre la ligne Maginot et l'Allemagne, à partir de septem-

bre 1939, entre 40 000 et 54 000 Lorrains sont dirigés vers la Vienne⁹.

Durant cette période, à l'Est, la prise de Varsovie le 28 septembre 1939 par la Wehrmacht et le départ en exil du gouvernement polonais – qui s'installera le 22 novembre suivant en France à Angers – ont acté la défaite polonaise.

Sur le front ouest, exceptée une offensive française le 7 septembre pénétrant de 10 km le territoire allemand dans la Sarre, avant de se conclure par un repli le 18 septembre derrière la Ligne Maginot, et une contre-offensive allemande du 16 au 24 octobre, elle aussi très limitée dans le temps et l'espace, l'activité militaire sur le front franco-allemand sera, jusqu'au 10 mai 1940, en dehors d'escarmouches sporadiques, quasi-nulle. C'est la «Drôle de guerre»¹⁰, qui se terminera ce 10 mai quand les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France – à travers les Ardennes – auront à faire face à l'offensive nazie à l'Ouest.

Pendant cette période de «Drôle de guerre», de septembre 1939 au 10 mai 1940, la France avait connu sur le plan intérieur, sous couvert de l'état de guerre, des mesures restrictives des libertés et répressives ; en premier lieu contre les communistes et les étrangers, immigrés ou fraîchement naturalisés.

Dès le 26 août 1939, le journal communiste l'*Humanité*¹¹ avait été saisi à sa parution pour sa prise de position en faveur du Pacte Germano-soviétique, contre lequel se déchaînent quasiment toutes les forces politiques.

L'offensive nazie à l'ouest va connaître dès son début des développements catastrophiques pour la France et ses alliés, qui vont conduire le gouvernement belge à se replier à partir du 22 mai à Poitiers¹², où vont être stockées à la succursale de la Banque de France les réserves d'or de la Banque nationale de Belgique.

La dégradation de la situation militaire – les Pays-Bas capitulent le 16 mai, la Belgique le 28 mai, Dunkerque est évacuée le 3 juin, Paris est occupée le 14 juin... – conduit des centaines de milliers de Belges, Néerlandais, Luxembourgeois, Français du Nord et l'Est du pays, de la Région parisienne, à prendre, dans

⁷ Des réfugiés républicains espagnols sont par ailleurs internés au «Camp de la route de Limoges» à Poitiers.

⁸ Cela n'empêchera pas Hitler de déclencher au nord de l'Allemagne le 9 avril 1940 l'opération «Weserübung» d'invasion du Danemark – qui capitule le jour même – et de la Norvège qui résistera jusqu'au 10 juin 1940, ce qui permettra au Roi et au gouvernement norvégien de se réfugier en Grande-Bretagne. Du 17 avril au 8 juin, l'armée norvégienne reçut au centre et au nord du pays l'appui de forces britanniques, françaises et polonaises libres débarquées à Namsos, Andalsnes et Narvik, qui eurent réembarquer devant les contre-offensives allemandes et regagner la Grande-Bretagne et la France, qui depuis le 10 mai font face à l'offensive de la Wehrmacht.

⁹ Le quotidien *Ce soir*, dirigé par Aragon, est interdit de parution le 27 août, d'autres journaux communistes sont interdits par la suite, la *Vie ouvrière*, organe du courant ex-unitaire de la CGT le sera aussi. Le Parti communiste est dissout le 26 septembre, 34 de ses députés sont arrêtés. Le 20 janvier 1940 la Chambre des députés vote la déchéance des députés communistes, 44 d'entre eux seront condamnés le 3 avril à des peines de 2 à 5 ans de prison.

¹⁰ Le Parlement belge s'installe un temps à Limoges. Un repli du Gouvernement et du Parlement belges vers la Grande-Bretagne aura lieu le 18 juin.

un vaste exode pour fuir l'avance de la Wehrmacht, et conjointement au repli des unités militaires françaises, les routes du sud, notamment en direction du sud-ouest. Ils vont subir les attaques de la *Luftwaffe* sur les routes, contre les ponts et gares ; telles celles menées les 19 et 21 juin contre les gares de Vivonne, Lusignan et Poitiers. Le 17 juin, Pétain, président du Conseil des ministres, a demandé l'Armistice...

Le 20 juin, la Wehrmacht est entrée à Loudun, le 22 juin à Châtellerauld, le 23 juin à Poitiers ; et le même jour à Archigny, elle s'affrontera encore avec un bataillon colonial de l'armée française à Civray... Depuis la veille, l'Armistice a été signé à Rethondes.

1 845 000 militaires français – dont 83 000 originaires de la Vienne – entrent en captivité pour près de cinq ans...

La France va être divisée en deux zones principales¹³ : les départements du nord de la Loire et de la façade atlantique jusqu'à la frontière espagnole sont occupés par les Allemands qui installent une administration militaire à laquelle l'administration française – qui subsiste – est subordonnée. Ils forment une «Zone nord», séparée par une ligne de démarcation de la Zone sud (Rhône-Alpes, Auvergne, Provence, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi toulousain, Aquitaine non-maritime, Limousin), restée sous l'autorité du Gouvernement français.

«SOUS L'OCCUPATION»

La ligne de démarcation va traverser le département de la Vienne, sur 80 km de Leugny à Chatain, coupant en deux 18 communes ; 230 communes avec le Chef-lieu Poitiers, et les villes de Châtellerauld, Loudun, Civray, sont placées en zone nord occupée. Seule la plus grande partie de l'arrondissement de Montmorillon, ville où s'installent plusieurs services de l'Etat, reste en zone sud non occupée, avec 70 communes (en avril 1941, cette partie de la Vienne¹⁴ sera rattachée à la Préfecture de la Haute-Vienne)¹⁵.

20 000 militaires allemands vont stationner dans la Vienne, occupant des casernes de l'armée française (à Poitiers, toutes les casernes sont occupées), réquisitionnant des hôtels, des locaux désaffectés ; une partie d'entre eux sont logés chez l'habitant. À Châtellerauld, il y a trois mille soldats allemands, qui occupent la caserne de Lâage, les cantonnements d'Ozon, de la Brelandière, des hôtels...

Le 20 juillet 1940, les Allemands ouvrent à Poitiers le camp de la Chauvinerie, alias le *Frontstalag 230*, où – après l'avoir

¹³ Les départements du Nord et du Pas-de-Calais sont rattachés à l'administration militaire allemande de Bruxelles, ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle (dont nombre d'habitants avaient été évacués dans la Vienne) vont être de fait annexés au Reich.

¹⁴ Jusqu'en 1942, des éléments du 72^e régiment d'artillerie de l'Armée d'Armistice de l'«Etat français» seront stationnés à l'Isle-Jourdain.

¹⁵ Des laissez-passer (ausweis) sont – ou non – délivrés par les Allemands aux frontaliers habitant dans une zone de 10 km de part et d'autre de la ligne, que surveillent de chaque côté des militaires puis douaniers allemands et français ; deux points de passage de la ligne par les non-frontaliers ayant obtenu un ausweis sont installés à Jardres et Lhommaizé.

⁷ Telles la non-intervention dans la Guerre d'Espagne, l'attitude à l'égard des réfugiés espagnols et bientôt la capitulation des «Accords de Munich»...

⁸ Après de longs pourparlers infructueux depuis le début de l'été avec la France et la Grande-Bretagne, peu soucieuses de conclure avec elle un Pacte d'assistance mutuelle contre Hitler, l'URSS conclut le 23 août 1939 avec l'Allemagne un Pacte de non-agression, que l'ensemble des Partis communistes notamment européens – dont le Parti communiste français – va approuver, car perçu comme préservant l'URSS de la Guerre. Le pacte comprend des clauses secrètes – délimitant entre les deux signataires des zones d'influence et d'expansion territoriale en Europe centrale et orientale, et envisageant l'éventuelle dispartion de l'Etat polonais – qui ne seront connues qu'après-guerre.

MOUVEMENTS ET RESEAUX...

pour une part, auprès de la caserne Lamirault, eux-mêmes édifié – vont être internés jusqu'au 7 avril 1942 des soldats coloniaux – dont Léopold Sedar Senghor – faits prisonniers.

La *Kriegsmarine* installe un dépôt dans les carrières de pierre de Migné-Auxances. Ses troupes au sol participeront en 1944 au combat.

À Poitiers, la *Feldkommandantur 677*, représentante départementale de l'administration militaire allemande en zone occupée, s'installe rue Boncennes, avec à ses côtés un tribunal militaire, le *Kriesder Feldkommandantur 677*; des tribunaux secondaires sont installés à Châtellerault, Loudun, Civray. Dépendant de la *Feldkommandantur 677*, deux *Kreiskommandantur* sont installées : à Châtellerault (n°651) et Civray (n° 739).

Une unité motorisée de la *Feldgendarmarie* (33 hommes) prend ses quartiers à l'Hôtel Jean Beaucé à Poitiers, avec deux unités de chacune 27 hommes à Châtellerault et Civray ; la *Geheime Feldpolizei* (GFP) a un commissariat à Poitiers.

La «Gestapo» installe – avec un poste extérieur (*Aussenposten*) à Châtellerault – à Poitiers, à la mi-juillet, son *KdS*¹⁸, rue des Ecosais. Fort d'une centaine d'hommes venus de la (*Gestapo*, *Kripo*, *GFP*...) auxquels s'ajouteront des gestapistes français, le *KdS* de Poitiers, que commande le capitaine Emil Freise, Hermann Herold, un intendant de police, et Walter Linn, occupe aussi l'Hôtel de l'Europe et, à proximité, le château de la Valette ; son *Aussenposten* de Châtellerault, installé à l'hôtel Moderne puis 17 rue Colbert, a pour mission essentielle la surveillance de la Manufacture d'Armes.

La M.A.C., déclarée «prise de guerre» le 23 juin 1940, est passée sous contrôle allemand et, changeant de dénomination en «Manufacture Nationale de Châtellerault» (M.N.C.), va être dirigée par un directeur allemand, le *Deutscher Treuhänder* (administrateur allemand) Sperling, chef d'entreprise originaire de Lübeck, qui prend ses fonctions le 6 septembre 1940, et un directeur français délégué, l'ingénieur en chef Lucien Vergnaud, de fait placé sous les ordres du précédent. La plupart des services sensibles sont sous la responsabilité d'ingénieurs allemands, du personnel féminin allemand est placé dans les services administratifs.

LES COLLABORATEURS

Le Gouvernement français, après la signature de l'Armistice, a dû quitter Bordeaux, placée en zone occupée, et s'est installé dans la ville thermale de Vichy, où le 10 juillet 1940 sont convoqués députés et sénateurs. Alors que se diffusent des bruits de coup d'Etat militaire, et d'arrestation des élus ayant manifesté leur hostilité à la demande d'armistice, députés et sénateurs sont conviés à voter les pleins pouvoirs à Pétain pour diriger le gouvernement et pour établir une nouvelle constitution. La pression, celle des événements, la défaite, et celle découlant de la menace

de répression contre les opposants vont conduire 569 députés et sénateurs à voter les pleins pouvoirs, 80 votants contre et 20 s'abstenant¹⁷.

Un des parlementaires de la Vienne, Maurice Aguilon, conseiller d'arrondissement radical-socialiste de Mirebeau, élu député en 1939 en remplacement en remplacement de Marcel Coquillaud démissionnaire, sera absent le 10 juillet 1940 à Vichy lors du vote des pleins pouvoirs¹⁸.

Les députés Luc Levesque¹⁹, Jacques Masteau²⁰ et Aimé Tranchand, ainsi que les trois sénateurs, Adrien Aimé, Victor Boret, et Georges Maurice²¹ votèrent les «Pleins pouvoirs à Pétain».

Le lendemain du vote du 10 juillet et les jours suivants, Pétain, par des «Actes constitutionnels» ajourne sans date de reconvoque toutes les Assemblées élues (Chambre des députés, Sénat, Conseils généraux et d'arrondissement) et proclame l'«Etat français, le substituant à la III^e République. Une législation ultra-répressive antidémocratique (censure, interdiction de réunions politiques ou syndicales, etc.) est mise en place, avec des mesures antisémites, hostiles aux étrangers, aux Tziganes, aux Francs-maçons...

Et, le 24 octobre 1940, à Montoir-sur-le-Cher, Pétain rencontre Adolphe Hitler et déclare s'engager – ce que symbolise la célèbre poignée de mains avec le dictateur nazi – dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne.

Cette collaboration va être institutionnelle, celle des services administratifs et policiers de l'«Etat français», économique, et politique avec le concours d'organisations plus ou moins ouvertement fascistes et pronazies.

Sur le plan économique, deux entreprises, la Manufacture d'Armes de Châtellerault (M.A.C./M.N.C.), et le Groupe Rocher, implanté notamment à Cenon, vont être impliquées dans la collaboration par la production d'équipements à vocation militaire pour l'occupant. Dans un message au personnel de la M.N.C., son directeur français, Lucien Vergnaud, affichera son adhésion au pétainisme collaborateur : «Travail, Ordre, Autorité. J'entends notamment qu'à l'intérieur de l'Etablissement règne la plus stricte discipline, tant dans le travail que dans la tenue ; et qu'à l'extérieur de l'Etablissement, le personnel de la Manufacture se fasse re-

marquer de la population et dans l'intérêt même de la France, des Autorités de l'Armée d'Occupation, par sa bonne tenue et sa correction. Je compte que chacun fera son devoir. Je punirai toute défaillance de manière exemplaire».



Le département de la Vienne, écartelé par la ligne de démarcation entre les deux zones, occupée et non occupée, va être intégré à partir de juillet 1941 dans la Région de Poitiers²² dont le siège est à Poitiers.

Le Préfet régional, nommé le 18 juillet 1941, est le vice-amiral Louis Bourgain, âgé de 60 ans et admirateur inconditionnel du «vénéré Maréchal». En février 1942, il écrira «l'opinion publique ne mesure pas le grave danger dont l'Europe serait l'objet en cas de défaite allemande» et en avril 1943 : «une entente avec l'Allemagne s'impose dans l'intérêt des deux peuples». Il aura à ses côtés dans la Vienne un Préfet délégué : du 16 novembre 1941 au 28 septembre 1943, date de son arrestation par la Gestapo, ce sera Robert Holweck²³.

Les administrations municipales vont être aussi sous surveillance. Ainsi, par exemple, le maire de Châtellerault, Louis Ripault, est destitué le 7 mars 1941 et remplacé par l'ancien sous-préfet de la ville, Robert Duthuzo. Est créée à Poitiers le 26 mai 1942 l'«Ecole régionale d'administration», ayant pour but de former un personnel administratif nouveau en harmonie avec les idéaux de la «Révolution Nationale» et de «recycler» l'ancien.

Placé sous l'autorité du Préfet régional, l'appareil répressif de l'«Etat français», qui va être mis au service de l'Occupant, participant à des opérations conjointes avec ses propres services répressifs contre les Résistant(e)s des mouvements, réseaux et maquis, comprend les ex-polices municipales des villes de plus de 10 000 habitants (Poitiers, Châtellerault), intégrées à partir du 23 mars 1941 dans une police régionale ayant à sa tête un intendant de police délégué du préfet ré-

¹⁷ 27 parlementaires désirant continuer la lutte à partir de l'Afrique du Nord sont sur le Paquebot *Massilia* en route vers Casablanca, 149 autres sont absents (mobilisés, prisonniers...).

¹⁸ Il s'engagea en 1942 dans la Résistance, sera arrêté le 30 septembre par les Allemands, interné à Poitiers puis Fresnes avant d'être déporté le 18 février 1943 au KZ Gross-Rosen, où il décéda le 15 mars 1945.

¹⁹ Dès octobre 1940, il adoptera une attitude résistante qui le fera reléver le 11 mai 1945 de l'«Indignité nationale» et de l'inéligibilité consécutive à son vote des Pleins pouvoirs. Il sera élu député à l'Assemblée Constituante le 21 octobre 1945. Il sera en 1946 délégué de l'Assemblée nationale pour la représenter au Tribunal de Nuremberg.

²⁰ Nommé en 1941 maire de Poitiers par le gouvernement pétainiste, il évitera l'«Indignité nationale» à la Libération pour avoir apporté en 1944 à partir du Débarquement son aide aux Alliés. Il redeviendra maire de Poitiers de 1952 à 1965, sera président du Conseil général de 1951 à 1967, sénateur de 1948 à 1968.

²¹ Georges Maurice : ayant rejoint par la suite la Résistance, il sera arrêté, déporté au KZ Neuengamme.

²² Région de Poitiers : Charente-Inférieure (Maritime), Deux-Sèvres et Vendée, parties occupées de la Charente, de Dordogne et de la Vienne.

²³ Il sera condamné par un tribunal militaire allemand à 6 mois de prison pour avoir «soustrait aux recherches» un réseau de Résistance.

* Kommandeur der Sipo und des SD.

gional, la 22^e brigade régionale de Sûreté, et à partir de la fin novembre 1942, le «G.M.R. Poitou», caserné à Poitiers dans une aile du Collège Saint-Joseph²⁴.

À partir de novembre 1942, la «Section régionale des affaires à origine politique» (SROAP) de la Police judiciaire est transformée en «Section des Affaires Politiques» (S.A.P.). Avec une vingtaine de membres, installée à Poitiers, 1 bis rue de la Tranchée, elle va être dirigée dans la Vienne par le commissaire Bernard Rousselet²⁵; lequel, assisté des commissaires Blétel et Savin, se révélera un féroce adversaire de la Résistance, un tortionnaire des Résistant(e)s arrêté(e)s et incarcérés à la Prison de la Pierre Levée. La S.A.P. de Poitiers – qui à partir de mars 1943 coopère avec la *Sipo-SD* – aura à son actif 465 arrestations, 100 condamnations à mort, 200 déportations...

Les organisations pétainistes ou explicitement pronazies – qui se feront les auxiliaires de la répression – sont présentes dans la Vienne : La «Légion Française des Combattants», présidée par les Dr Maisondieu et Jean-Gabriel Chagnaud, rassemble un millier d'adhérents dans la partie non occupée, dont 224 à Montmorillon, 207 à Chauvigny, et 147 à la Trimouille, en zone occupée.

Le «Rassemblement National Populaire» (RNP) de Déat, que dirige dans la Vienne Marcel Bordes²⁶ a 130 membres; en est proche le groupe «Collaboration».

Le 30 avril 1942, Jacques Doriot, le chef du du «Parti Populaire Français» (PPF), réunit au Théâtre Comœdia à Poitiers 650 personnes. Le PPF de la Vienne est alors dirigé par le Dr Michel Guérin, qui sera abattu le 13 mai 1943 par cinq étudiants Résistants. Fin septembre 1943 le PPF aura 313 adhérents (dont 175 à Poitiers, 70 Châtelleraut et 30 à Loudun).

Pour la plupart issus de ces deux formations, les engagés de la «Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme» (L.V.F.), dirigée à Châtelleraut par Marcel Brion, sont 250; et il y a une «Association des Amis de la LVF»...

La «Milice française», autorisée en zone Nord depuis janvier précédent, prend, à partir du 19 avril 1944, ses quartiers à Poitiers au 33 place d'Armes, avec 233 hommes et 31 femmes placées sous le commandement de Louis Aussenac²⁷, assisté de Marcel Bignaux et du banquier Marie-Joseph Berson; puis installe à partir de mai l'École Nationale des «Francs-Gardes» – la Milice encasernée – à la caserne des Dunes (200 hommes). À Châtelleraut, le chef local de la Milice sera un représentant de commerce, Emile Viguier, par ailleurs délégué de la LVF, avec pour adjoint Charles Bernard, contremaître à la MNC. Les Miliciens vont faire la chasse

aux Résistants et aux Juifs, se joindre aux Allemands dans l'attaque des maquis, comme ce fut le cas le 27 juin 1944 aux côtés d'éléments de la 17.SS *Goetz von Berlichingen* contre celui de Saint-Sauvant, tuant 37 Résistants (8 autres étant déportés), ou le 4 août au Vigeant (22 habitants et 22 maquisards tués).

RÉPRESSION ET DÉPORTATION

Le 15 juillet 1941, une rafle est organisée parmi les 800 Juifs recensés habitant ou réfugiés dans la Vienne, 350 seront internés au Centre de séjour surveillé «Camp de la route de Limoges»²⁸, où les rejoindront d'autres venus des départements voisins et qui, pour beaucoup, sera l'antichambre de la Déportation : le 18 janvier 1942, un premier convoi emporte 185 internés juifs à Drancy, étape vers Auschwitz. Les 9 et 10 octobre 1942 a lieu une rafle dont sont victimes 1/3 des Juifs de la Région de Poitiers. Au total, jusqu'au 5 mai 1944, 12 convois – emmenant au moins 1 627 internés juifs vers la déportation – partent du «Camp de la route de Limoges». Le 31 janvier 1944, organisée avec le concours de la Préfecture, avait encore eu lieu une rafle de 481 Juifs de Poitiers...

Le 13 janvier 1943, parmi les 350 Tziganes internés au camp de Poitiers, auxquels le père Jean Fleury²⁹ apporte son aide, 70 hommes de 16 à 60 ans, seront eux aussi déportés – via une étape à Compiègne – vers le camp de concentration de Sachsenhausen. Le 21 juin 1943, 25 autres (dont 8 Algériens) seront déportés.

Outre la déportation à motivation raciste, il y en a aussi une à motivation politique, frappant les Résistants : de février 1942 à avril 1944, plus de 300 internés au camp de Rouillé, ouvert en septembre 1941, furent déportés en Allemagne via le camp de Compiègne; moins d'un quart revinrent. Le camp de Rouillé, d'une capacité de 900 internés, en accueillera plus de 2 600 entre 1941 et 1944, il fut aussi utilisé par les nazis comme vivier d'otages : 14 internés furent fusillés, dont 3 le 2 mars 1942, qui furent les premiers fusillés de la «Butte de Biard», près de Poitiers, où, de mars 1942 au 4 juillet 1944, seront fusillés 128 patriotes, en majorité communistes, principalement de la Vienne mais aussi des départements voisins; et qui sera, avec le Mont Valérien – où seront fusillés des Résistants de la Vienne³⁰ – et le camp de Souge, près de Bordeaux, un des principaux lieux d'exécution de Résistants.

²⁸ Construit en 1938 pour abriter des réfugiés espagnols, resté sous administration française mais sous contrôle allemand, il recevra à partir de décembre 1940 plus de 500 Tziganes français et étrangers. À la mi-juillet 1941, adultes et 148 enfants juifs y furent transférés. Plusieurs centaines d'autres les suivirent, ainsi que 200 à 300 «politiques».

²⁹ Aumônier du camp de Gitans de la route de Limoges, il apportera aussi son aide aux co-internés Juifs, réussissant à en faire sortir du camp, notamment des enfants. Il rejoindra en septembre 1943 le mouvement Témoinage Chrétien. Il sera, en 1964, le premier Français à recevoir le titre de «Juste parmi les Nations», que recevront par la suite 43 autres Viennois.

³⁰ Tels le 21 septembre 1942 Marcel Lavigne, plombier de Poitiers, du «Front National» clandestin, le 6 octobre 1943, les étudiants de Poitiers, Jacques et Marc De-launay, Jacques Massias et Eloi Rieckert, du groupe FTP «Tullius».

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Les premiers actes de Résistance vont avoir lieu dès les premiers mois de l'Occupation, de manière spontanée ou dans le cadre de structures clandestines, pré-existantes ou qui se mettent en place.

Deux cheminots de Poitiers, détournent à partir de la fin juin 1940 et pendant un mois vers la zone Sud des wagons de munitions et de matériel devant être livrés aux Allemands; ils sont arrêtés le 29 juillet 1940.

À Châtelleraut, à la Manufacture d'Armes, remise en route le 1^{er} juillet 1940 sous contrôle des Allemands et à leur bénéfice, l'«Organisation Spéciale» (O.S.) du Parti communiste interdit depuis 1939, diffuse dès octobre 1940 des journaux et tracts clandestins et fait sortir des armes de la Manufacture, récupérées par le communiste Pierre Quintard.

Le Parti communiste sera une cible constante des services répressifs tant Allemands que pétainistes. Ainsi, dès le lendemain de l'attaque nazie contre l'URSS le 22 juin 1941; 33 anciens élus, militants et responsables communistes de la Vienne sont arrêtés.

Durant toute l'Occupation, employant 3 700 personnes, la Manufacture sera un centre important de la Résistance, dont l'audience sera évidente lors de la grève massive du 26 novembre 1942 pour protester contre la réquisition de 504 ouvriers pour le travail en Allemagne. Le communiste René Gaultier contribue à l'édition du *Manuchard Libre*. La «Manu» aura 11 fusillés, plusieurs dizaines de déportés.

Le premier réseau de Résistance organisé, à partir d'octobre 1940, est, affilié à l'«Armée volontaire», le «Réseau Renard», du nom de son chef, l'avoué Louis Renard, qui entreprend l'édition d'un journal clandestin, *Le Libre Poitou*, organise des passages en Zone Sud, des terrains de parachutage. Il sera démantelé en août 1942 par les Allemands aidés de la police française. Cent résistants sont arrêtés, et dix – dont Louis Renard, Louis Toussaint, Louis Cartan... – seront exécutés en Allemagne le 3 décembre 1943.

D'autres réseaux seront actifs, tel le Réseau «Marie-Odile» (récupération d'aviateurs alliés), d'origine belge, qui aura 78 agents à Poitiers, Châtelleraut, Archigny, la Haye-Descartes, le Réseau «Turma-Vengeance» (Charles Bichat), le Réseau «Alliance» (Edith Augustin), le Réseau «Eleuthère», dont le responsable régional Lucien Sommen (*Christian Vallin*) était domicilié à Poitiers, le Réseau «Centurie», dirigé par Jean Musso, le Réseau «Gallia», le Réseau «Cahors-Asturies». Mentionnons aussi les Mouvements : «Organisation civile et militaire» (O.C.M., démantelée

³¹ O.S. : reconnue comme organisation combattante à partir d'octobre 1940, elle a alors pour principal rôle le ramassage et la collecte d'armes, la protection des prises de parole et distributions de tracts. À partir de l'été 1941, elle s'engagera dans la lutte armée, et en mai 1942 fusionnera avec les groupes armés de la Main-d'œuvre immigrée (M.O.I.) et de la Jeunesse Communiste dans les «Francs-Tireurs et Partisans Français» (F.T.P.F.).

³² Réseau fondé en août 1940 à Nancy par Pauline Barré de Saint-Venant (pseudo Marie-Odile Laroche). Arrêtée le 4 mai 1944, elle est déportée le 15 août 1944 à Ravensbrück où elle meurt le 23 mars 1945.

²⁴ Le 27 décembre 1943, le «GMR Poitou» – 140 officiers, gradés et gardiens – est envoyé en protection du Canal de la Marne au Rhin.

²⁵ Arrêté et fusillé à la Libération.

²⁶ À l'été 1944, il suivra le repli – accompagnant la retraite de la Wehrmacht – de l'administration pétainiste à Sigmaringen, dans le sud de l'Allemagne.

²⁷ Louis Aussenac, lieutenant de vaisseau, sera condamné le 10 octobre 1946 à vingt ans de travaux forcés, à la dégradation nationale et à la confiscation de ses biens par la Cour de Justice de la Vienne.

...MOUVEMENTS ET RESEAUX

en août 1943), «Libération-Nord», démantelé en 1944, et le «Front National de Lutte...» né en mai 1941, lié aux FTPF formés en 1942, et au Parti communiste clandestin (implanté notamment à la «Manu» de Châtellerauld).

L'aide, avec le concours de passeurs locaux, au passage clandestin de la Ligne de démarcation, par des proscrits (aviateurs alliés abattus, Résistants, Juifs...) pourra aussi conduire à l'arrestation, à l'emprisonnement, à la déportation³³.

La liaison des réseaux et de mouvements avec Londres se fera de 1942 à 1944 grâce à des agents comme Lise de Baissac, qui fera parachuter des armes aux maquis, qui se développent à partir de la fin 1942.

LES MAQUIS

La Vienne a été une terre de «maquis» : plus d'une cinquantaine ont été recensés, les prémices de leur action apparaissent fin 1942, elle se développera en 1943 ; l'instauration le 16 février du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), qui concernera dans la Vienne 4 000 hommes des classes 41, 42 et 43, transformera des centaines de jeunes en «réfractaires» et se généralisera en 1944, dans la préparation du Débarquement du 6 juin et, celui-ci effectué, pendant l'été, lors de l'insurrection nationale.

Les effectifs des maquis, estimés à 500 hommes fin 1943, auront crû à 3 300 au 6 juin 1944 et s'élèveront au 5 septembre 1944 à près de 11 500, dont 6 000 combattants armés. En 1944, Les plus gros maquis – totalisant 700 à 800 hommes – sont en forêt de Scévoules.

Evoquons le «Groupe Tullius», formé, avec son frère Jacques et d'autres étudiants, par un étudiant en droit de Poitiers, Marc Delaunay («Tullius») : il va abattre le 13 mai 1943 Michel Guérin, chef du PPF doriotiste. Proche des Etudiants communistes, Tullius se rapprochera des FTP et effectuera avec eux des sabotages.

Evoquons aussi, commandés en 1944 par le lieutenant-colonel Sidou, «Antoine»), les maquis FTPF, «Cram», «Anatole», «Maurice Dieudonné», «Jacky», «Amilcar», «Noël», «Pierrot», de Poitiers, de Châtellerauld.

En septembre 1942, menacé d'arrestation, Henri Tanguy («Théo», le futur colonel «Rol»), membre du triangle de direction des FTP de la Région parisienne, est muté à celui de l'interrégion FTP Anjou-Poitou, avec Michel Muzard et Camille Thébault³⁴. Il sera hébergé à Quincy, à une douzaine de Km à l'ouest de Poitiers, chez les époux Berthier. Echapant à l'arrestation, il y restera jusqu'en mars 1943, étant alors rappelé à Paris.

Il y a les maquis A.S. : «Baptiste», «le Chouan», «Crespin-le Caid», «Masier», «Lagardère», «Marcel», «Jalladeau», «Charles» (Poitiers Sud), «Alex»...

Et les maquis «Adolphe», de l'ORA, «Bayard», «Baptiste», «Joël», «Maingard», «Naimbus», Alsace-Vauquois.

LA LIBÉRATION

La libération de la Vienne a été précédée dès juin par des bombardements alliés intensifs, le département étant traversé par des voies de communication stratégiques, routières et ferroviaires, entre les forces allemandes stationnées dans le Sud-ouest (telle la division SS *Das Reich*), les plages du débarquement en Normandie, Paris et l'Allemagne.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, 12 *Mosquitos* néo-zélandais et de la «*Royal Australian Air Force*» (RAAF) bombardent en gare de Châtellerauld un train de carburant destiné à la SS-*Das Reich*, 11 civils seront tués, le 13 juin, la gare de Poitiers est entièrement détruite, 173 civils sont tués, la nuit du 15 au 16 juin, 110 bombardiers de la R.A.F. et de la R.A.A.F. détruisent à Naintré, un dépôt de carburant.

Le 1^{er} août, alors que des éléments de la Wehrmacht, de la Milice et de la 17. SS *Panzer Grenadier-Division Götz von Berlichingen* – dont le *Feld-Erstaz-Bataillon* (Bataillon de réserve)³⁵ est stationné à Châtellerauld – s'y sont regroupés en vue d'une attaque anti-maquis, la caserne des Dunes à Poitiers est bombardée par 24 *Mosquitos* alliés (une cinquantaine de victimes, dont 37 Allemands).

Le 2 août 1944, à Vouneuil-sur-Vienne, le Château du Fou, où stationnent des Allemands, est attaqué par 18 *Mosquitos*. Dans la nuit du 9 au 10 août, précédé par la diffusion par Radio-Londres à 20 heures du message personnel «*Le Clain se jette dans la Vienne à Domine*», qui avertit la Résistance de l'imminence du raid, 176 *Lancaster* et 14 *Mosquitos* bombardent à nouveau en Forêt de Châtellerauld une importante réserve de carburant de l'Armée allemande.

Le 29 août, le pont de Lésigny est détruit par la 3^e *Special Air Service*, les 30 et 31 août, les centrales thermiques hydroélectriques de la Manufacture de Châtellerauld sont bombardées.

Depuis le début août, la Vienne est traversée par des colonnes allemandes – souvent accompagnées de Miliciens – en retraite vers le nord, qui vont être accrochées par les maquis mobilisés ; telle, formée près de Libourne, la colonne Elster – 18 000 hommes et 2 000 femmes – dont le trajet de retraite d'Angoulême le 25 août à Issoudun le 10 septembre passera via la N 10 par Poitiers.

Au sol, la première mission des FFI et des unités commandos S.A.S. de l'«Opération Bulbasket» et «Jedburgh» – parachutés d'Angleterre du 6 au 18 juin – est le sabotage : 28 coupures seront opérées sur la voie ferrée Paris-Bordeaux, 18 sur la ligne Poitiers-La Rochelle, de même que des ponts routiers sur la Vienne (Chauvigny, La Haye-Descartes, Saint-Savin...).

Du 10 juin jusqu'à la fin août, des combats opposent les maquis FFI de la Vienne – 6 200 A.S. et 2 400 FTPF – que commande le colonel Bernard (futur général Roger Félix Chêne) à la Milice et aux troupes allemandes, comme à Champagne-Saint-Hilaire (13 juillet), Lussac-Châteaux (5 août), Chauvigny (23 au 28 août) et Civray (28 août), où une colonne allemande venant de Ruffec sera stoppée par des Résistants des maquis «Bayard» et «Jalladeau», qui feront chez l'ennemi 14 morts et 4 prisonniers ; le 28 août, d'autres combats dans Civray feront 23 morts.

Les FTP Nord avaient réussi le 11 juin une audacieuse opération : la libération des prisonniers politiques du camp de Rouillé. Trois évadés sont repris et fusillés à Biard, et le 27 juin, en représailles, la Milice et les Allemands encercleront la forêt de Saint-Sauvant, où les libérés étaient en train de former un maquis. Les FTP ont 32 tués, les Allemands 27.

Le vendredi 1^{er} septembre, vers 20h, les F.F.I. entrent dans Loudun, Le 4 septembre, les Allemands évacuent Poitiers, Le 5 septembre entrent dans la ville les maquisards qui l'avaient investie. Robert Guionnet, commandant le Groupe FFI «Robert», est nommé commandant de la Place de Poitiers.

Le Comité Départemental de Libération CDL°, qui préside depuis 1943 René Savatier, avec Albert Foisset (P.C., maquis «Amilcar»), secrétaire général, s'installe à l'Hôtel-de-ville, «*Le Libre Poitou*» reparait librement le 6 septembre comme organe du CDL. Lorsque les Allemands ont quitté Poitiers, le Préfet Bourgain a cédé sa place à Jean Schuler, nommé Commissaire de la République par de Gaulle.

À Châtellerauld, libérée le 6 septembre, Louis Ripault est rétabli dans ses fonctions de maire.

À Poitiers, le défilé de la Libération a lieu le 10 septembre. Dans plusieurs cités du département, des «Arbres de la Liberté» seront plantés.

Les victimes civiles et F.F.I. de la Vienne se sont élevées à 190 fusillés, 188 tués au combat, 110 blessés, 998 déportés ne reviendront pas.

La «Cour de Justice» de la Vienne examinera 409 dossiers de collaboration, politique et économique (M.A.C., Rocher...), et condamnera 160 personnes, dont le préfet Bourgain³⁶.

La Libération du département achevée, le 125^e R.I., reconstitué à partir des groupes et bataillons FFI est dirigé vers la poche de Saint-Nazaire³⁷. À l'automne 1944, 1 307 FFI de la Vienne sont en pays de Retz, sur la partie sud de la Poche.

³³ Arrêté, enfermé à la Prison de la Pierre Levée à Poitiers, officiellement révoqué en mai 1945, il est déferé le 10 septembre suivant devant la «Cour de Justice de la Vienne», en place depuis le 14 octobre 1944. Condamné à 8 ans de réclusion, à l'indignité nationale à vie et à la confiscation de ses biens, il est interné au pénitencier de Fontevault. Libéré en 1947, une mesure d'amnistie interviendra en sa faveur en 1952.

³⁴ Compagnie Bretteval, maquis de Scévoules, D3, Alsace-Vauquois, Adolphe, Anatole, Bayard, Bernard, Fernand, Renard, Martial, Jalladeau, le Tréfle, la Tour d'Auvergne, groupes Lagardère, Martineau, bataillons Le Chouan, Ricour, Sommet et Thomas...

³⁵ Cette unité de la 17. SS est soupçonnée d'avoir participé au massacre de 124 habitants de Maillé (Indre-et-Loire) le 25 août 1944.

³⁶ L'occupation en novembre 1942 de la zone Sud par les Allemands, suite au débarquement allié en Algérie et au Maroc, conduira à la disparition de la ligne de démarcation le 1^{er} mars 1943.

³⁷ Michel Muzard sera arrêté le 14 décembre 1942 et fusillé le 13 mars 1943, Camille Thébault sera arrêté le 8 février 1943, et mourra le 19 mai à la prison de la Pierre Levée à Poitiers, suite aux sévices.

L'ABBÉ ALEXANDRE GLASBERG

Alexandre Glasberg naquit Kuhlör Glasberg en 1902, fils de Savil Glasberg et de Berthe Numrowicz, à Nowa Char-toriya près de Jitomir, en Ukraine, dans une famille juive yiddishophone qui va se convertir au christianisme d'abord luthérien puis catholique, le faisant baptiser, ainsi que son frère Vila né en 1904.

La famille va dans les années vingt quitter l'Ukraine, ravagée par les troubles de la guerre civile consécutive à l'effondrement de l'Empire tsariste et à la Révolution bolchevique.

Après un séjour en Pologne puis en Yougoslavie, et un séjour à Berlin, il arrive à Vienne où, hébergé avec son frère Vila par un oncle, il poursuit ses études.

En 1932, Alexandre Glasberg et Vila quittent l'Autriche pour la France. Il est admis à l'Institut catholique de Paris, et est rebaptisé le 8 juin 1933. Après une expérience à la Trappe de Saint-Fons, il entre au Grand séminaire de Moulins, puis au Séminaire universitaire de Lyon pour suivre des études de théologie. Parmi les professeurs, se trouve le père Henri de Lubac, de la congrégation des Jésuites. Ordonné prêtre le 24 septembre 1938 dans l'Allier, il demande à rejoindre le diocèse de Lyon.

Il est nommé vicaire de la paroisse Notre-Dame de Saint-Alban, un faubourg pauvre de Lyon, dont le curé, Laurent Remilleux, effectue alors un travail de pionnier dans l'accueil aux réfugiés et l'aide sociale. Ainsi, l'abbé Glasberg va apporter son aide aux premiers réfugiés fuyant les persécutions du régime nazi.

En 1940, l'abbé Glasberg, dans la suite logique de son travail à Saint-Alban, est nommé par le cardinal Gerlier délégué du «Comité d'aide aux réfugiés» (CAR), ce qui l'amène à côtoyer l'«Œuvre de secours aux enfants» (l'O.S.E.)¹, l'organisation protestante Cimade², la Fédération des Sociétés Juives de France, le Service social d'aide aux émigrants (SSAE), le Secours suisse et à participer au Comité de Nîmes³.

Au printemps 1941, avec le soutien du cardinal Gerlier, l'abbé Glasberg fonde, avec Nina Gourfinkel et le Dr. Joseph Weill, la «Direction des Centres d'Accueil» (DCA), dont il prend le titre de délégué, et qui s'assigne pour mission de faire sortir des camps d'internement des adultes de 20 à 45 ans vers 5 centres d'accueil, installés de novembre 1941 à juillet 1942, dans des hôtels ou locaux désaffectés : La Roche-d'Ajoux à Chansay-Poule (59 internés venus

de Gurs), Pont de Manne (52 internés de Gurs), Le Lastic, à Rosans (centre d'apprentissage rural dirigé par Ninon Haït-Weyl et qui accueille 45 jeunes garçons venus de Gurs), Vic-sur-Cère (40 jeunes filles des camps de Gurs et Rivesaltes), et le Château du Bégue à Cazaubon (dans le Gers, recevant des évadés, réfractaires, fuyards de zone Nord), ouvert en juillet 1942 et placé sous la direction du frère d'Alexandre Glasberg, Vila, alias «Victor Vermont», qui recevra l'appui de Mgr Théas, évêque de Montauban, de Fernand Sentou, maire de Cazaubon.

Au total, jusqu'à la Libération, entre 500 et 1 000 personnes auront été hébergés dans les Centres. Auparavant, le 19 août 1943, suite à une dénonciation, Vila Glasberg⁴ aura été arrêté.

Parallèlement à la mise en place des «Centres d'accueil», l'abbé Glasberg participe en mai 1941 à la création, sous le patronage du cardinal Gerlier, du pasteur Boegner, et du maire de Lyon, de l'«Amitié chrétienne», «œuvre interconfessionnelle de secours aux réfugiés, indigents français, apatrides, étrangers de nationalité incertaine» que dirigeront et animeront le Père Chaillot, «délégué de S.E. le cardinal Gerlier, Germaine Rebière, dirigeante de la J.E.C.F., Gilbert Beaujolin, qui rejoindra aussi le réseau Alliance, Olivier de Pierrebourg, futur Compagnon de la Libération, le pasteur Roland de Pury, Jean-Marie Soutou et l'abbé Glasberg, qui sera aussi en relation avec Madeleine Barrot de la Cimade, Charles Lederman de l'O.S.E...

Après les rafles d'août 1942 en zone sud, Alexandre Glasberg et Jean-Marie Soutou dirigèrent une audacieuse opération de sauvetage au centre de regroupement de Vénissieux (Rhône), anti-chambre de la déportation, en participant au «criblage» qui vérifiait le statut de chaque personne, «déportable» ou non selon sa nationalité, son âge, sa situation de famille. En contournant les instructions officielles, ils réussirent à faire libérer des adultes ; et surtout à se faire confier de jeunes enfants par leurs parents avec délégation de paternité, obtenue parfois après une intervention de l'abbé Glasberg, qui parlait yiddish : 108 enfants furent ainsi emmenés le 29 août, cachés et dispersés avant que la préfecture, avisée du subterfuge, protestât, en vain, auprès du cardinal Gerlier.

Mais l'abbé Glasberg, repéré, va devoir, après l'occupation en novembre



1942 de la zone sud, quitter Lyon après avoir confié ses Centres d'accueil à l'«Amitié chrétienne».

Hébergé par Mgr Théas dans son diocèse de Montauban (Tarn-et-Garonne), l'abbé Glasberg devint, sous le nom d'«abbé Élie Corvin», curé de la paroisse rurale d'Honor-de-Cos. En contact avec une équipe de «Témoignage Chrétien», dont il va diffuser les «Cahiers», participant à la création du maquis de Saint-Amans, à des parachutages d'armes, et aux réseaux de sauvetage des Juifs, il devint membre du Comité départemental de Libération.

En septembre 1944, il regagna Lyon avant de se faire détacher à Paris. Dès décembre 1944, poursuivant son action en faveur de déshérités et persécutés, il créa une association laïque, le «Service des étrangers», qui devint en 1946 le «Centre d'orientation sociale des étrangers» (COSE).

Proche d'Israël naissant en 1947-1948, impliqué dans l'équipée de l'Exodus, ayant placé beaucoup d'espoir dans l'aspect social des Kibboutz, déçu par la «Guerre des six jours» en 1967 et ses conséquences, il s'investira par la suite dans le dialogue entre pacifistes israéliens et palestiniens.

En janvier 1971, il sera l'un des fondateurs de l'Association «France Terre d'Asile»⁵.

Il entra en février 1963 au Bureau national de l'ANACR, il en deviendra vice-président en mai 1966, premier vice-président en 1976 et le restera jusqu'à sa mort, le 22 mars 1981.

En 2004, il reçoit à titre posthume la médaille des «Justes parmi les Nations».

¹ O.S.E. : Organisation juive créée en 1912, elle participera au sauvetage de plus de 5000 enfants pendant la Guerre et à l'accueil des enfants survivants des camps nazis.

² Cimade : «Comité inter-mouvements auprès des évacués», fondé le 18 octobre 1939 par des mouvements protestants apportant une aide notamment juridique aux évacués des zones frontalières, étrangers internés dans des camps de rétention (républicains espagnols, antifascistes allemands, etc.), demandeurs d'asile...

³ Est fondé à Nîmes le 20 novembre 1940 le «Comité de coordination des Associations travaillant en faveur des internés et réfugiés étrangers en France» (Cimade, O.S.E., C.A.R., Quakers, Secours suisse...)

⁴ Vila Glasberg, qui après un passage au séminaire s'était engagé dans l'armée, sera arrêté lors des rafles anti-juives, déporté le 7 mars 1944 à Auschwitz, dont il ne reviendra pas. Vila et Alexandre Glasberg seront faits «Justes parmi les nations» en 2004.

⁵ Avec l'abbé Glasberg, le Dr Gérold de Wangen, engagé

en 1944 à 17 ans dans les F.F.I. puis dans la 1^{re} Armée française, et le pasteur Jacques Beaumont, ancien secrétaire général de la Cimade (1956-1968), seront aussi les fondateurs de «France Terre d'Asile» (FTA) ; dont le premier Président – il le restera 10 ans – sera Jacques Debu-Bridel, ancien membre fondateur le 27 mai 1943 du Conseil National de la Résistance, en 1971 l'un des Présidents nationaux de l'ANACR (il le restera jusqu'à son décès en 1993) avec Pierre Villon et Jacques Bourin.

LES IRLANDAIS DANS LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

Après l'agression nazie contre l'Union Soviétique, le 21 juin 1941, l'Europe, du Cap Nord en Norvège aux rives méridionales de la Sicile italienne, des côtes occidentales de la Bretagne en France aux faubourgs de Moscou et aux plaines d'Ukraine, est en guerre, sous la domination politique et militaire de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste. Seules, la Grande-Bretagne à l'Ouest et l'URSS à l'Est font front.

Toutefois, six pays ont maintenu – et maintiendront jusqu'en 1945 – une «neutralité» militaire, qui ne fut pas sans ambiguïtés politiques : ce fut le cas de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, du Portugal, de l'Espagne et de l'Eire (la République d'Irlande).

Si certains de ces pays, en premier lieu l'Espagne franquiste, tolérèrent – pour ne pas dire facilitèrent – l'engagement de leurs nationaux aux côtés de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste¹, nombre d'immigrés – politiques ou économiques – en étant originaires, expatriés dans l'entre-deux guerres dans les divers pays d'Europe qu'occupèrent les nazis à partir de 1938, dont à partir de 1940 le nôtre, y rejoignirent la Résistance au fascisme.

L'Irlande fut l'un de ces pays «neutres», une neutralité qu'affirma en 1939 son dirigeant, Eamon de Valera ; et qui sera mal vécue par les Britanniques, en guerre depuis le début septembre 1939 aux côtés de la France contre l'Allemagne nazie, en solidarité avec la Pologne attaquée par le Reich.

UN CONTENTIEUX HISTORIQUE

L'Eire, qui a pris ce nom en 1937, est un Etat jeune, puisque né du traité anglo-irlandais du 6 décembre 1921, prévoyant la naissance de l'«Etat libre d'Irlande» mais aussi, au nord-est de l'île, la séparation de l'Ulster, resté britannique ; ce qui conduira à une guerre civile violente jusqu'en 1923, entre signataires du Traité et opposants radicaux à ce qu'ils perceivent comme une trahison amputant le territoire national, et nourrira un sentiment antibritannique durable dans une partie de la population irlandaise. D'autant plus qu'il plongeait ses racines dans les relations conflictuelles entre l'Angleterre et l'Irlande lors des sept siècles précédents...

De peuplement celtique, l'Irlande – jamais conquise par les Romains – sera de la fin de l'Antiquité au Haut Moyen-Âge divisée en Royaumes féodaux (Connaught, Leinster, Munster, Ulster, Mide...), le souverain de l'un d'entre eux ayant le titre d'*Ard ri* (Roi suprême). Aux V^e et VI^e siècles, avec la figure emblématique de Saint Patrick († 461), l'île sera christianisée.

Après avoir subi de 795 à 1014 des raids puis une invasion viking, l'Irlande, alors morcelée en une dizaine de royaumes, va devoir faire face à partir de

la fin du XII^e siècle à un processus de conquête militaire venu d'Angleterre à travers la mer d'Irlande.

En 1494, la couronne anglaise déclare sa souveraineté sur toute l'île et en 1541 le roi d'Angleterre, Henri VIII, prit le titre de Roi d'Irlande. Cette domination britannique va s'appuyer – notamment en Ulster – sur une colonisation démographique par des protestants venus d'Angleterre et d'Ecosse, accompagnée de confiscations de terres spoliées à leurs propriétaires irlandais catholiques.

Durant les siècles qui suivront, l'Irlande, où l'usage de la langue celtique sera réprimé et où les catholiques seront discriminés, interdits d'emplois publics voire même de pratiquer leur culte, connaîtra, comme entre 1641 et 1653 des révoltes sanglantes faisant des milliers de victimes tant catholiques que protestantes. Des milliers d'Irlandais s'expatrièrent, offrant leurs services aux armées des pays continentaux, notamment l'Espagne... et la France ; une étude évalue à 35 000 ceux qui la servirent entre 1635 et 1664.

En 1688-1689, eut lieu en Angleterre une révolution pour chasser du trône le Roi catholique Jacques II et le remplacer par le protestant Guillaume III d'Orange-Nassau. Jacques II tenta de résister, notamment en Irlande, mais dut se réfugier en France. En mars 1689, il tenta un retour en débarquant en Irlande, appuyé par un corps expéditionnaire français de 7 300 hommes ; en contrepartie, 5 000 Irlandais seront envoyés en France, où leurs cinq régiments, refondus en trois, formeront la «Brigade irlandaise» de l'Armée royale française.

Mais, l'armée «jacobite» franco-irlandaise sera défaite à la bataille de la Boyne le 1^{er} juillet 1690, puis l'an suivant, le 22 juillet 1691 à celle d'Aughrim ; Jacques II se réfugia à nouveau en France sous la protection de Louis XIV. Le traité de Limerick du 13 octobre 1691, qui mit fin à la Guerre, permettra aux catholiques irlandais vaincus le souhaitant d'émigrer en France ; ce que firent 14 000 hommes de l'Armée irlandaise, accompagnés de femmes et enfants, l'épisode est connu comme le «*Vol des Oies sauvages*».

L'Armée jacobite en France intégrera la «Brigade irlandaise», avec laquelle elle participera à de nombreuses batailles menées par la France à fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, au Piémont, en Catalogne, en Belgique, en Italie, en 1745 à la bataille de Fontenoy ou à une expédition en Ecosse.

La «Brigade irlandaise» sera dissoute lors de la Révolution française le 21 juillet 1791.

DES RELATIONS ANCIENNES

Impliquée à plusieurs époques dans les conflits irlandais, la France avait avec l'Irlande des relations anciennes : dès 1334, à Paris, le Collège des Lombards avait accueilli des Irlandais, et en 1677, Louis XIV en fera la résidence de sémi-

naristes et de prêtres irlandais. En 1775, il deviendra «Collège des Irlandais». D'autres «collèges des Irlandais» avaient été fondés à Toulouse, Bordeaux, La Rochelle, Douai, Lille, Nantes, Poitiers.

La Révolution française aura un écho profond en Irlande, parmi les catholiques mais aussi parmi les élites protestantes, notamment la «Déclaration des Droits de l'homme et des citoyens». Sous l'impulsion de Wolfe Tone, catholiques et protestants partisans de cette réforme s'unissent au sein de la «Société des Irlandais Unis» (*United Irishmen*). L'exigence d'une



Le drapeau de la République du Connaught

réforme des institutions prenant en compte la spécificité irlandaise grandit.

En décembre 1796, la France va rassembler à Brest, sous la direction du général Lazare Hoche, un corps expéditionnaire de 15 000 hommes destiné à débarquer en Irlande pour appuyer les *United Irishmen*. Des conditions météorologiques désastreuses vont conduire à l'annulation de l'opération.

Après cette première expédition avortée fin 1796, une seconde va être organisée en 1798, avec le débarquement le 22 août au nord-ouest de l'île, près de Killala, d'un millier d'hommes sous la conduite du général Humbert ; lequel, espérant un soulèvement national et républicain en Irlande, proclamera la naissance de la «République d'Irlande» ou de «Connaught», République-sœur de la République française.

Le soulèvement espéré eut lieu mais bien trop faiblement : après une victoire initiale à Castlebar le 27 août sur les Anglais, ceux-ci seront victorieux le 8 septembre 1798 à Ballinamuck ; les Français auront eu 187 morts ou blessés, 844 prisonniers, qui seront rapatriés en France, les insurgés irlandais seront massacrés.

L'idée de l'invasion de l'Irlande sera reprise en 1803 par le Premier Consul à vie, Bonaparte, qui va bientôt devenir l'Empereur Napoléon 1^{er}.

Le 31 août 1803, alors qu'une rébellion antibritannique en Irlande a échoué le 23 juillet, il crée à Morlaix avec des émigrés irlandais la «Légion Irlandaise», avec à sa tête Bernard MacSheehy, un ancien étudiant au collège Irlandais de Paris âgé de 33 ans ; une Légion devant être intégrée à une armée d'invasion placée sous le commandement du général Augereau. La défaite de la marine française à Trafalgar face à la Marine britannique en 1805 ruina le projet d'expédition en Irlande. Dotée d'un uniforme vert, d'un drapeau et d'un Aigle spécifique, la «Légion irlandaise» fut intégrée à l'Armée impériale, elle combattit notamment en Espagne à Astorga. Elle fut dissoute le 28 septembre 1815, à la Restauration des Bourbons. Dans les années qui suivirent, seuls quelques Irlandais rejoignirent la Légion étrangère française nouvellement formée.

¹ Ce fut le cas de la Division espagnole Azul sur le front Est, composée de «volontaires», qui combattirent sur le Front nord-est en Russie et participèrent au siège de Léningrad jusqu'en fin octobre 1943. Rentrée en Espagne, elle sera dissoute le 17 novembre suivant.

En 1870, lorsque se déclara la Guerre franco-prussienne, des manifestations de soutien à la France eurent lieu dans toute l'Irlande, le «Comité de Saint-François de Sales», fondé par le cardinal-archevêque de Dublin et le «Comité de secours pour les Français du Mansion House irlandais» firent des collectes de dons pour les soldats et civils français. Le 7 septembre 1870 sera créée à Dublin une «Ambulance irlandaise» qui, regroupant 250 membres, embarquera le 8 octobre à destination de la France.

Elle y retrouvera une petite ambulance aménagée par des prêtres irlandais à l'église passioniste du 8^e arrondissement de Paris, et une autre installée au Collège des Irlandais.

L'ambulance irlandaise, débarquée au Havre, sera réduite et séparée en deux, affectée pour une part à l'Armée du Nord, et pour une autre part à l'Armée de la Loire, y soignant des centaines de blessés jusqu'à la dissolution de cette armée en janvier 1871.

Des Irlandais s'engageront aussi individuellement dans les Armées françaises, dans celle de l'Est commandée par Bourbaki, dans celle défendant Paris, formée avec des Irlandais débarqués en octobre 1870 ; une «Compagnie irlandaise» connaîtra le baptême du feu dans la région de Montbéliard en janvier 1871.

LE SENTIMENT NATIONAL IRLANDAIS

Au XIX^e siècle, l'Irlande avait été éprouvée par une émigration massive de plusieurs millions d'Irlandais en Amérique, mais aussi en Europe continentale dont la France ; une émigration accentuée par la «Grande Famine» qui avait fait en 1846-1848 dans l'île un million de morts.

Le sentiment national irlandais s'affirmera au début du XX^e siècle. En 1905, un parti indépendantiste, le «Sinn Féin» («Nous-mêmes»), est fondé, avec à ses côtés l'«Irish Republican Brotherhood», des syndicats irlandais se développent. En 1914, une loi de «Home Rule», prévoyant une autonomie interne pour l'Irlande, est votée ; le déclenchement de la Première Guerre mondiale empêchera sa mise en œuvre.

Le 24 avril 1916, alors que la conscription votée à Londres en janvier 1916 pour l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles soulève la crainte de son extension en Irlande, une milice républicaine, les «Irish Volunteers» – d'où naîtra plus tard l'«Irish Republican Army», l'I.R.A. –, déclencha une insurrection en vue de mettre en place une «République irlandaise». Limitée à Dublin, sa répression fera 400 victimes, les meneurs de l'insurrection sont exécutés, le sentiment anti-britannique se renforcera dans la population...

Pour autant, 200 000 volontaires irlandais participeront de la Première Guerre mondiale, répartis entre deux divisions de l'Armée britannique, la 36^e, où se retrouveront les «Unionistes» protestants, essentiellement d'Ulster, et la 16^e, celle des Républicains nationalistes, qui connaîtra son premier mort le 25 décembre 1915 ; elle sera décimée en mars 1918 à Ronssoy au nord-est de la

Somme, lors de l'offensive allemande dite «Kaiserschlacht».

Aux élections de décembre 1918, le Sinn Féin obtiendra 91% des sièges, sauf en Ulster où il sera minoritaire. L'insurrection nationale de lutte pour l'indépendance débutera le 21 janvier 1921, et se poursuivra jusqu'en juin 1922, faisant 750 morts parmi les nationalistes, 714 dans les forces britanniques, 750 chez les civils.

Un traité anglo-irlandais sera signé le 6 décembre 1921, prévoyant la naissance de l'«Etat libre d'Irlande» – qui prendra en 1937 le nom d'Eire – mais aussi... la séparation de l'Ulster restant britannique : cela conduira, jusqu'en 1923, à une guerre civile entre ceux qui acceptent le traité et ceux qui le refusent. Ce contexte historique marquera la vie intérieure et les relations extérieures de l'Eire – en premier lieu avec la Grande-Bretagne.

Formée par Eoin O'Duffy, ancien général de l'«Armée Républicaine irlandaise» (IRA), fondateur de l'«Association des Camarades de l'Armée», les «Chemises bleues» fascistes, admirateur de Mussolini et qui participera en 1934 à la conférence fasciste internationale de Montreux, la «Légion de Saint-Patrick», encadrera en Espagne 700 fascistes irlandais combattant aux côtés des troupes franquistes.

Face à eux, 250 Irlandais, connus comme la «Colonne Connolly», avec notamment à leur tête Frank Ryan, Michael O'Riordan, Bill Gannon..., rejoindront les Brigades internationales, et seront intégrés pour la plupart au bataillon américain «Abraham Lincoln» de la XV^e Brigade. Ils connaîtront leur baptême du feu le 26 décembre 1936 en se joignant à un bataillon français. Une fraternité de lutte côte-à-côte d'Irlandais et de Français, qui se concrétisera bientôt à nouveau, sur le sol de France.

La Deuxième Guerre mondiale ayant éclaté en septembre 1939, et ayant connu des développements dramatiques, avec la conquête nazie de la Pologne, des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark et de la Norvège, et en mai-juin 1940 de la France, Churchill, à peine nommé Premier ministre britannique, soucieux du danger représenté par les sous-marins allemands dans l'Atlantique, écrira au président américain Roosevelt le 11 juin 1940 : «Nous sommes très inquiets en ce qui concerne l'Irlande», et dans une autre lettre à Roosevelt, il écrira le 8 décembre 1940 : «Le gouvernement de Sa Majesté n'hésitera pas à emprunter les moyens les plus efficaces pour protéger l'Irlande, si une démarche de celle-ci l'exposait à une attaque de l'Allemagne...»

Cette crainte n'était pas sans fondement : parallèlement à l'éventuelle «Opération Seelowe» de débarquement en Grande-Bretagne, les stratèges nazis avaient étudié une «Opération Grün» en Irlande, escomptant un appui de l'«Irish Republican Army», l'IRA, dont le principal dirigeant, Sean Russel, se trouvait à Berlin pour obtenir des armes et explosifs.

Sous la direction d'Eamon de Valera, un des anciens leaders de la lutte d'indépendance face aux Britanniques, hostile au traité anglo-irlandais de 1921 de

partition de l'île et qui, devenu chef de l'Exécutif, avait en 1936 fait révoquer le statut de Chef de l'Etat du souverain britannique, remplacé par un président de la République élu, le gouvernement irlandais maintiendra entre 1939 et mai 1945 une neutralité qui n'est pas – jusqu'en 1945 – sans sympathie à l'égard du Reich : informé le 30 avril de la mort d'Hitler, de Valera, accompagné du ministre des Affaires étrangères, se rendra le 2 mai à la légation allemande à Dublin pour présenter ses condoléances à l'ambassadeur du Reich ; une démarche renouvelée le lendemain par le secrétaire du président de la République souffrant.

CONTRE LE FASCISME

60 000 Irlandais – dont 5 000 déserteurs de l'armée officielle de l'Eire – auront fait un autre choix, en s'engageant dans les forces alliées, tels les *Irish Guards* de l'Armée britannique, dont le 2^e bataillon, qui combattit en mai 1940 à Boulogne et Dunkerque, participera en juin 1944 au débarquement de Normandie, à la bataille de Caen avec le 3^e bataillon ; lequel franchira la Seine le 29 août en direction de la Belgique.

D'autres Irlandais et Irlandaises auront durant les années de l'Occupation participé au combat antinazi en France. Près de 2 000 Irlandais y vivaient à la veille de la Guerre, plus de la moitié vont, de la fin 1939 à la fin juin 1940, la quitter pour leur île natale ou l'Angleterre. La Légation irlandaise s'installera à Vichy, le recteur du Collège des Irlandais – qui restera inoccupé, le Père Vincent Travers, maintenant une présence à Paris.

Fin 1940, 7 à 800 d'entre eux continuent à résider en France. Certaines et certains s'engageront dans la Résistance à l'Occupant.

Katherine Anne MacCarty – «sœur Marie-Laurence» en religion – était une franciscaine irlandaise, née à Cork en décembre 1895, qui avait servi comme infirmière durant la Première Guerre mondiale et qui, en 1940, était infirmière à l'hôpital civil de Béthune. Elle fera évader des soldats britanniques et français blessés, elle entrera en contact avec la Résistance, avec le «Réseau du Musée de l'homme». Dénoncée, elle sera arrêtée à l'hôpital de Béthune en juin 1941. Condamnée à mort, sa peine commuée, elle connut divers camps allemands avant d'être envoyée en décembre 1944 au camp de concentration de Ravensbrück, d'où elle sera évacuée par la Croix-Rouge en avril 1945.

Janie McCarthy, originaire du Kerry, vivant et travaillant à Paris comme professeur d'anglais lorsque la guerre éclata, fut aussi active dans des réseaux d'évasion. Elle entra dès novembre 1940 dans le réseau «Saint-Jacques». Son appartement du 66 rue Sainte-Anne fut un refuge, elle eut souvent la tâche dangereuse d'accompagner des évadés dans le métro et continua à œuvrer dans des réseaux d'évasion jusqu'à la libération de Paris en août 1944, date à laquelle elle appartenait à quatre réseaux. Elle reçut en 1950 la croix de Chevalier de la Légion d'Honneur.

...MOUVEMENTS ET RESEAUX

Mary Elmes, née à Cork en 1908, fille d'un pharmacien, dont l'officine sera incendiée en 1920 par les Britanniques lors de la guerre d'indépendance irlandaise, et d'une mère militante féministe, fit de brillantes études, maîtrisant le français, obtenant en 1936 une bourse d'étude des relations internationales à Genève. La guerre civile ayant éclaté en Espagne, elle se portera en février 1937 volontaire dans une ambulance d'abord à Almería puis prendra la direction d'un hôpital à Alicante puis installera des hôpitaux pour enfants, dont elle accompagnera le repli en France, où elle se consacrera à la mise en place de cantines, d'écoles et structures sanitaires dans les camps du sud de la France en premier lieu celui de Rivesaltes, où des Juifs seront internés après les Républicains espagnols. Entre août et octobre 1942, avec ses collègues, elle sauvera de la Déportation 427 enfants juifs du camp, en les évacuant – certains dans le coffre de sa voiture – vers la villa Saint-Christophe à Canet-en-Roussillon, le Château de Larade près de Toulouse, vers des villages pyrénéens, parfois étapes vers l'exil-refuge en Suisse ou aux États-Unis. Après l'occupation de la zone Sud en novembre 1942, elle sera arrêtée en janvier 1943, emprisonnée à Toulouse puis transférée par la Gestapo à Fresnes, où elle sera détenue 6 mois.

Après-Guerre, elle restera en France, dans les Pyrénées-Orientales, et épousera un Français ; elle déclinera la Légion d'Honneur. Le 23 janvier 2013, 11 ans après sa mort le 9 mars 2002 à Perpignan, elle sera nommée «Juste parmi les Nations», seul(e) Irlandais(e) à avoir reçu ce titre.

Robert Armstrong, gardien du cimetière militaire britannique de Douai, appartenait au réseau «Saint-Jacques», spécialisé dans l'aide aux aviateurs alliés. Arrêté en novembre 1943, il fut interné dans différents camps avant d'arriver et d'être exécuté le 18 décembre 1944 à Waldheim.

Elisabeth «Lily» Hannigan, née à Dublin en 1919, était au début de la guerre gouvernante dans l'hôtel particulier d'une riche famille de Poigny-la-Forêt, près de Rambouillet. Liée à un groupe de Résistance de Saint-Germain-en-Laye, elle remplira des missions de liaison, notamment avec le père Kenneth Monaghan, de la mission irlandaise passionniste, à l'église parisienne Saint-Joseph avenue Hoche. En 1944, elle aidait au sauvetage et à l'exfiltration des survivants d'un équipage de bombardier canadien abattu dans la région.

D'autres Irlandais furent impliqués dans des activités de résistance, tel, au sein du mouvement «Voix du Nord», William O'Connor, né en 1893 à Dublin et vivant à Douai. Comme Robert Armstrong jardinier au cimetière militaire britannique, il servit durant la Première Guerre mondiale puis, ayant épousé une Française,

il s'installa en France. Entré en Résistance dès juillet 1940, il collecta des renseignements, servira de «courrier» et transportera et cachera des armes. Arrêté en septembre 1943, torturé, emprisonné dans plusieurs camps, il fut libéré en avril 1945.

Robert Vernon, de Dublin, opérateur radio du réseau «Alliance» à Marseille, fut arrêté en janvier 1943 et par la suite envoyé à Sonnenburg où il fut tué le 30 janvier 1945, aux côtés d'autres Résistants. Au moment de son exécution, le gouvernement irlandais avait tenté d'intervenir en sa faveur par le biais de sa légation à Berlin, mais cela ne parvint qu'à faire repousser l'exécution.

Résidant en France, l'un des Résistants irlandais en France les plus célèbres fut, agissant sous le pseudonyme de «Samson», l'écrivain Samuel Beckett. Obtenant une bourse de 3^e cycle et un poste de lecteur d'anglais à l'E.N.S. de la rue d'Ulm à Paris, il arriva en France en 1928. Il s'y fixa en 1937. Entré au réseau «Gloria SMH», Beckett échappera de peu à l'arrestation en août 1942 et, avec sa compagne Suzanne Deschevaux-Dumesnil, il se réfugia en zone sud, dans le petit village de Roussillon, apportant son aide à la Résistance du Vaucluse. Prix Nobel de littérature en 1969. Il reçut la Croix de Guerre et la médaille de la Résistance.



Mary Elmes Samuel Beckett Mary Herbert Père Monaghan Patricia O'Sullivan

Sam Murphy, de Belfast, rejoindra en octobre 1942 dans un groupe de maquisards «Veny» opérant sur une vaste zone couvrant les départements du Lot, du Tarn, de l'Ariège, des Basses et des Hautes-Pyrénées. Après la libération de la région, en 1944, il s'engagea pour poursuivre la lutte.

En 1943, un mineur irlandais du nom de Thomas Hayward fut envoyé en camp de travail à Vught pour avoir refusé de travailler pour les Allemands...

Au moment de la libération de Paris en août 1944, un Irlandais, John Pilkington, «homme de lettres», participa à plusieurs actions, avant l'arrivée des Alliés, lors de l'insurrection du 19 août 1944, au sein d'un groupe spontané constitué sous l'appellation de «Groupe mobile armé volontaire», il combattit Boulevard Clichy, Place Pigalle, Place Blanche...

AU S.O.E., DANS LES F.F.L.

Des Irlandais et des Irlandaises auront aussi participé aux opérations de la section F – c'est-à-dire France – du S.O.E., le service action et renseignement britannique dans les territoires occupés, telle Maureen Patricia O'Sullivan, née à Dublin en 1918, qui poursuivit ses études en Belgique et en France. Infirmière à Londres au début de la Guerre, parlant couram-

ment le Français, elle fut recrutée en 1941 comme interprète puis en juillet 1943 par la section F du S.O.E. Parachutée en France dans la région de Poitiers dans la nuit du 24 au 25 mars 1944, elle deviendra, sous les pseudonymes de «Paddy», «Josette», «Marie-Claire» et «Micheline», opératrice radio du réseau «Fireman» dans le Limousin, envoyant en six mois 332 messages à Londres ; elle formera aussi deux opérateurs locaux. Après la libération de Limoges le 20 août 1944, elle est décorée le 17 septembre de la Croix de Guerre par le colonel Rivière, commandant la R5.

Mary Katherine Herbert, interprète, entra au S.O.E. en 1942, et fut débarquée en France dans la nuit du 30 octobre 1942 d'une felouque sur la côte provençale entre Toulon et Marseille, elle deviendra, sous le pseudonyme de «Claudine», courrier et opératrice radio du réseau «Scientist», opérant de la Vendée aux Landes, avec des cellules à Bordeaux et Poitiers.

D'autres Irlandaises rejoignirent les Forces Françaises Libres, telle Mary Whelan, née en 1912, infirmière, qui s'engagea dans les FFL en 1941, fut envoyée au Levant. Après le débarquement de Provence, elle fut nommée adjudant à l'hôpital militaire de Marseille et fut démobilisée avec le grade de lieutenant en 1945.

Blanche Clarke-Bathturst, née en 1897 en Ulster, avait épousé en 1923 le lieutenant – et futur général – français Achille Dassonville. Elle rejoignit Londres en 1941 et intégra comme assistante sociale l'administration FFL...

Citons aussi Joanne Patricia Cloherty, née en 1917, Pauline Marie Cottin, la sœur infirmière Agnès Flanagan,

qui sera déportée à Ravensbrück...

Né en 1914 à Dublin, William Cunningham, entré à la Légion étrangère en 1933, ayant signé pour un nouvel engagement en 1938, était à Sidi-bel-Abbès au début de la guerre, au sein de la demi-brigade de Légion étrangère qui allait combattre en France. Évacué par Dunkerque, il se trouvait à Londres en juin 1940. Recruté par la suite dans la section F du SOE, entraîné au sabotage, il prit le pseudo de «Paul de Bono». En août 1943, il prit part à l'opération «Dressmaker» qui visait à saboter des tanneries à Graulhet et Mazamet et fut parachuté en France dans la nuit du 17 au 18 août. Il regagna l'Angleterre via l'Espagne et Gibraltar.

En décembre 1941, âgé de 38 ans, Nezam Diba avait rejoint les F.F.L. au Liban, il combattit au sein de la 1^{re} Division Française Libre, et au sein de la 13^e Demi-Brigade de la Légion Étrangère (DBLE).

Et jusqu'en lointaine Indochine, restée jusqu'à l'été 1945 sous le contrôle pétainiste de l'amiral Decoux puis japonais, des descendants de soldats de régiments irlandais de l'armée française, telle la famille O'Connel, participèrent activement à partir de 1942 à la Résistance, Patrick O'Connel reçut en 1945 la Croix de Guerre avec deux citations...

LA MONTÉE DES PÉRILS...

«Plus jamais ça !», la «Der des Der !»... Les peuples européens – et même du monde entier, car le Premier conflit mondial, officiellement achevé par la défaite en 1918 des Empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire Ottoman), s'était étendu au Proche-Orient, aux colonies allemandes d'Afrique et du Pacifique occidental – sont traumatisés par son bilan humain : 18,6 millions de morts (dont 8,9 millions de civils), plus de 21 millions de blessés militaires, dont beaucoup de mutilés¹. Ils aspirent à la Paix.

Deux mois après la signature par l'Allemagne, en Forêt de Rethondes le 11 novembre 1918, de la convention d'Armistice mettant provisoirement fin aux derniers combats de la Première Guerre mondiale², une «Conférence interalliée de la Paix» s'ouvrait le 18 janvier 1919, salle de l'Horloge au Quai d'Orsay, avec les délégués de 29 puissances, porteurs des espoirs de Paix des populations... et des intérêts particuliers de chaque pays.

Les travaux, qui dureront plusieurs mois, sans la participation des vaincus (Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie et Turquie) vont déboucher sur la création, le 28 avril 1919, de la Société des Nations, la S.D.N., ratifiée par 42 pays³; sans les États-Unis, malgré le rôle joué par leur Président, Woodrow Wilson⁴, dont les «14 points» – parmi lesquels le 10^e, le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» – ont largement inspiré les débats fondant l'Organisation.

La SDN, ancêtre de L'O.N.U., fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, aura comme elle la vocation de prévenir si possible les conflits entre États, à tout le moins d'en être le cadre de leur règlement.

LES TRAITÉS

La Conférence de la Paix va aussi déboucher sur la signature, de la mi-1919 à la mi-1920, des Traités de Paix avec les pays vaincus ou leurs héritiers : Traité de Versailles (28 juin 1919) avec l'Allemagne, Traité de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919) avec l'Autriche, Traité de Neuilly (27 novembre 1919) avec la Bulgarie, Traité de Trianon (4 juin 1920) avec la Hongrie, Traité de Sévres (10 août 1920) avec la Turquie.

Ces traités, mettant officiellement fin au conflit qui a ravagé l'Europe et pour une part le Monde, et censés assurer la Paix, vont de fait être à l'origine de nouveaux conflits et apparaître... pour ce qu'ils sont ; c'est-à-dire d'abord la prise en compte des rapports de force entre vaincus et vainqueurs, qui s'en partagent les dépouilles.

Ainsi le Traité de Versailles avec l'Allemagne et celui de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche ont permis la renaissance

et la naissance de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, et pour une part celle de la Yougoslavie, répondant aux aspirations des peuples slaves : polonais, tchèque, slovaque, croate, serbe, slovène... Mais les frontières délimitant ces nouveaux États ne règlent pas tous les problèmes ; et même vont en créer : ainsi plusieurs millions de germanophones sont inclus en Pologne (Poznanie, Haute-Silésie) et en Tchécoslovaquie (Sudètes), sans parler des territoires de Dantzig et Memel adjacents à la Prusse-Orientale, séparée du reste de l'Allemagne par le corridor polonais vers la Baltique.

Le Traité de Trianon avec la Hongrie va placer plusieurs millions de Hongrois en Roumanie (Transylvanie), en Tchécoslovaquie (Slovaquie) et en Yougoslavie (Voïvodine), celui de Sévres démembrer l'Empire Ottoman, partagé entre des pays sous mandat ou semi-indépendants sous tutelle de la France et de la Grande-Bretagne (Syrie, Liban, Irak, Palestine, Transjordanie, Égypte...), et une Turquie pour l'essentiel réduite à l'Anatolie et à la Thrace orientale, confrontée aux revendications nationales grecque (sur ses côtes occidentale et pontique), arménienne et kurde (en Anatolie orientale).

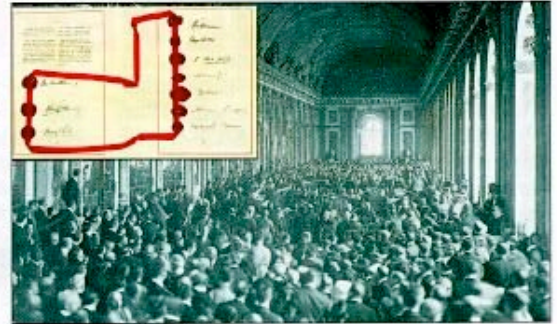
Le Traité de Versailles a aussi privé l'Allemagne de ses colonies : en Afrique, la France recevra le mandat de la SDN sur l'essentiel du Togo et du Cameroun, la Grande-Bretagne sur le reste du Togo et du Cameroun, sur le Tanganyika et le Sud-Ouest africain (confié à l'Afrique du Sud), la Belgique sur le Ruanda-Urundi. Dans le Pacifique, le Japon se voit confier le mandat sur les îles Carolines, Mariannes et Marshall, la Grande-Bretagne – qui en confie l'administration à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande – celui sur la Nouvelle-Guinée, Nauru et les Samoa.

L'un des Alliés, l'Italie, frustrée, n'aura reçu que des territoires limités : le Trentin (*Venezia tridentina*) et l'Istrie, des îles et enclaves (Zara/Zadar) sur la côte dalmate de la Yougoslavie.

La Conférence de la Paix, la création de la SDN et les Traités de Paix de 1919-1920 n'auront pas réglé tous les problèmes de nationalité⁵, créant même ceux des minorités au sein des États. Ni n'empêcheront plusieurs conflits d'éclater dès les années Vingt et de s'étendre durant les années Trente.

Ainsi éclata en 1919-1922 une meurtrière guerre gréco-turque, qui, au prix d'une épuration ethnique et des massacres afférents, permit aux Turcs de vider l'Anatolie et la Thrace orientale de l'essentiel de ses communautés grecque et arménienne⁶. L'issue de la guerre soviéto-polonaise de 1920-1921 plaça plusieurs millions de Biélorusses et d'Ukrainiens à l'intérieur de la Pologne...

Il y eut des conflits armés en Amérique latine (Guerre colombo-péruvienne de 1932-



Le Traité de Versailles

1933, Guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay de 1932 à 1935). En Asie, le Japon entama en 1931 la conquête de la Mandchourie, prélude à la Seconde Guerre sino-japonaise qui débutera en 1937.

Entretemps, le Japon s'était retiré de la SDN en mars 1933. Il sera suivi le 21 octobre 1933 par l'Allemagne où Hitler était arrivé au pouvoir le 30 janvier précédent, et le 11 décembre 1937 par l'Italie, Mussolini ayant lancé en 1935 ses troupes à l'assaut de l'Éthiopie, pays indépendant, membre de la SDN.

LA MENACE FASCISTE

Depuis son accession au pouvoir le 31 octobre 1922, au terme d'une campagne violente, meurtrière, contre ses opposants démocrates, socialistes, communistes, Mussolini, le *Duce*, a installé un régime liberticide, répressif, le «fascisme», et, avec des réminiscences de grandeur faisant référence à l'Empire romain, a multiplié les revendications territoriales à l'égard de ses voisins : sur la Corse, Nice, la Savoie, la Tunisie, toute la côte adriatique yougoslave, l'Albanie, les îles ioniennes grecques... Et a attaqué l'Éthiopie en 1935.

Il fera école en Allemagne où Hitler, ayant installé le Reich nazi depuis le début 1933 et ouvert les premiers camps de concentration pour les antifascistes, dénonçant le «diktat» du Traité de Versailles, qui a humilié l'Allemagne et affamé les Allemands, frappés par l'énormité des indemnités de guerre fixées par le traité, va remilitariser la Rhénanie en mars 1936, entreprendre un programme de réarmement et revendiquer l'annexion de l'Autriche (*Anschluss*, mars 1938), des Sudètes tchécoslovaques (octobre 1938), de Memel, Dantzig, de la Poznanie, d'Eupen et Malmédy, de l'Alsace-Lorraine...

Et il y aura Horthy en Hongrie, qui y a instauré un régime de type fasciste, et revendiqué des territoires yougoslaves, roumains, slovaques...

Des régimes autoritaires, «fascistoïdes» ultra-nationalistes vont arriver au pouvoir en Roumanie (1930), au Portugal (1932), en Bulgarie (1934), en Pologne (1935), en Grèce (1936), dans les Pays Baltes...

Et, à partir de juillet 1936, Hitler et Mussolini vont apporter une aide massive à Franco contre la République en Espagne.

Ainsi, dans l'entre-deux guerres, la lutte contre les menaces de guerre, pour la paix et contre le fascisme vont être des combats indissociables.

¹ La France déplorait 1 397 000 militaires et 300 000 civils tués, ainsi que 4 266 000 blessés militaires, pour une population de 39,6 millions d'habitants.

² L'Armistice de Rethondes signé par l'Allemagne le 11 novembre 1918 avait été précédé par l'Armistice signé le 24 septembre à Salonique par la Bulgarie, par l'Armistice signé à Moudros le 31 octobre par la Turquie et par l'Armistice signé le 3 novembre à la Villa Giusti, près de Padoue, par l'Autriche-Hongrie.

³ Le congrès américain, isolationniste, s'opposera à l'adhésion des États-Unis à la SDN.

⁴ Ainsi, promis durant la Guerre à des millions de Kurdes, l'État kurde – au territoire pétrolier réparti entre la Turquie, l'Irak et la Syrie – ne vit jamais le jour.

⁵ Sur la côte égéenne et en Thrace, des Turcs furent aussi victimes de massacres.

LE MOUVEMENT AMSTERDAM-PLEYEL

Le 27 mai 1932, dans le quotidien communiste français *l'Humanité*, Henri Barbusse, l'auteur du *Feu*, roman décrivant avec réalisme la Guerre mondiale en cours, qui lui valut le Prix Concourt 1916, cofondateur en novembre 1917 de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) et son premier président, et Romain Rolland, l'auteur du roman Jean-Christophe, Prix Nobel 1915 de Littérature, publient sous leur double signature un Appel : «*Pendant que la Conférence de désarmement battait son plein à Genève, le Japon s'est jeté sur le continent asiatique. Il a massacré à Chapeï une immense population innocente. Il a mis la main sur la Mandchourie¹. Grossièrement camouflée en république indépendante (...).*

«*En Europe... on s'arme fiévreusement (...), nous voyons, en même temps, la montée fantastique des budgets de guerre, les armements démesurés se multipliant dans tous les États... De toute évidence, c'est une nouvelle guerre mondiale qui nous menace (...).*

«*Nous sommes fermement résolus à tout tenter pour empêcher le crime international et nous disons que personne ne doit se tenir à l'écart des intérêts humains en jeu (...). Nous appelons tous les hommes, toutes les femmes, sans tenir compte de leur affiliation politique, et toutes les organisations ouvrières – culturelles, sociales et syndicales – et toutes les organisations, en masse ! Qu'elles s'unissent à nous dans un Congrès international de guerre contre la guerre (...).*

«*Ce congrès, qui aura lieu le 28 juillet à Genève, s'élargira, par la force des choses, en une manifestation internationale, démasquera tous les fauteurs de guerre et tous leurs auxiliaires de toute espèce. Évitez la honte de n'avoir pas compris la gravité de l'Heure, ou de l'avoir comprise trop tard...».*

Pour préparer ce «Congrès international contre la Guerre», Henri Barbusse et Romain Rolland rassemblent autour d'eux un Comité d'initiative prestigieux, avec les noms de Mme Sun Yat Sen (Soong Ch'ing-ling), veuve du fondateur de la République de Chine, Sen Katayama, leader du Parti communiste japonais, Albert Einstein, les écrivains Upton Sinclair, John Dos Passos, Heinrich Mann, Maxime Gorki, Theodor Dreyser, le graveur belge Frans Masereel, le peintre Paul Signac...

Le Congrès international, préparé par des comités nationaux, décentralisés tant que faire se peut sur le plan local pour élargir l'audience de l'événement, avec la volonté de diversifier la composition sociologique des délégations et de rassem-

bler au-delà de la mouvance communiste qui reste prépondérante.

Ainsi parmi les 527 délégués français qui vont se rendre au congrès – qui va se tenir non pas le 28 juillet à Genève mais



Henri Barbusse



Romain Rolland

s'ouvrir le 27 août à Amsterdam au Parc des Expositions automobiles, avec 2 200 délégués venus de 29 pays – l'on dénombre environ 200 délégués ouvriers syndiqués à la CGT «Unitaire» et 15 autres délégués par des syndicats CGT «Confédérés», ainsi qu'une quarantaine de paysans, 21 délégués socialistes, S.F.I.O., dont Georges Monnet et Camille Planche, députés², Louis Dumas, secrétaire de la Fédération internationale des Associations d'instituteurs, 15 coopérateurs, des délégués d'associations d'anciens combattants, de jeunes, de femmes, d'immigrés en France...

Le «Congrès mondial contre la guerre impérialiste», appellation officielle, fut ouvert par Henri Barbusse, accompagné de membres du Comité d'initiative, dont le leader nationaliste indien Vallabhbhai Patel, Sen Katayama, Tom Man, leader syndical britannique, Mme Wright, mère de deux des «9» de Scarborough³, Clara Zetkin, «la Grand-mère de la Révolution».

Les Soviétiques Maxime Gorki, écrivain, Elena Stassova, Présidente du Secours Rouge International, et Nicolaï Chvernik, premier secrétaire des syndicats soviétiques, dont l'entrée aux Pays-Bas fut interdite par le Gouvernement néerlandais, furent aussi élus au Prési-

² Député socialiste de l'Aisne, Georges Monnet sera blâmé le 7 septembre 1932 par la «Commission administrative et Politique» (C.A.P.) du Parti socialiste S.F.I.O. pour sa participation au «Comité de lutte contre la guerre et le fascisme» d'Henri Barbusse. Il participa en mars 1933, avec Paul Langevin, Gaston Bergery, Bernard Lecache, à la fondation de «Front commun contre le fascisme» et fut à nouveau blâmé pour cela. Camille Planche, député socialiste de l'Allier, fut blâmé par la C.A.P. du Parti Socialiste pour sa participation au congrès d'Amsterdam. Président de la Ligue des Combattants pacifistes. Il co-présida un «Comité d'action pour la paix en Espagne», préconisant une médiation, et fut «Munichois» en 1938. Il vota en juillet 1940 les pleins pouvoirs à Pétain. Écrivit des chroniques dans divers journaux sous l'Occupation. Exclu de la SFIO à la Libération.

³ En 1931, aux États-Unis, 9 jeunes afro-américains, âgés de 12 à 20 ans, furent accusés d'avoir violé deux femmes blanches dans un train traversant l'État de l'Alabama. À l'exception de Roy Wright, âgé de 12 ans, ils furent condamnés à mort par le tribunal de Scottsboro (ou Scottsborough). Une campagne internationale empêcha l'exécution et des procédures d'appel furent mises en œuvre, les peines furent pour sept d'entre eux transformées en 75 à 99 ans de prison. Le dernier détenu, condamné à mort Clarence Norris, fut libéré en 1976, les dernières annulations de peines, à titre posthume, eurent lieu en... 2013.

dium de 66 membres, incluant un ouvrier pour chaque usine de guerre (Krupp, Skoda, Schneider, Wickers et Kuhlmann); et au sein duquel la France fut représentée par Romain Rolland, Henri Barbusse, Marcel Cachin, la dirigeante féministe Gabrièle Duchêne, Adrien Langumier, dirigeant syndical CGTU, Djilali Chabila, Algérien, secrétaire général de l'Etoile Nord-Africaine, représentant les travailleurs coloniaux en France, l'écrivain Paul Vaillant-Couturier, représentant l'Internationale des écrivains révolutionnaires...

Le Congrès s'achèvera le 29 août par l'adoption d'un Manifeste appelant les travailleurs «à la lutte contre la Guerre impérialiste» et par l'élection d'un «Comité mondial contre la guerre et le fascisme» ayant son siège à Paris et comportant plus de cent membres, dont une vingtaine de Français; un comité international, ayant des comités nationaux

Dans le Comité français, il y aura deux socialistes, Georges Poupy, secrétaire de la section socialiste de Laroche-Migennes, et Augustin Hamon⁴, militant socialiste des Côtes-du-Nord, qui devint le seul socialiste membre du secrétariat du Comité⁵.

Au retour d'Amsterdam, un meeting de compte-rendu du «Congrès mondial» d'Amsterdam est organisé à Paris, le vendredi 2 septembre à 20h30 salle Bullier⁶ à Paris. Il s'ouvrira sous la présidence d'Henri Barbusse, avec à ses côtés Guy Jerram, alors secrétaire général de l'A.R.A.C., Gabrièle Duchêne, Bernard Lecache, Président de la L.I.C.A., Djilali Chabila, les syndicalistes CGTU Julien Racamond et Henri Raynaud, Camille Planche, le député radical-socialiste Gaston Bergery, Antoinette Gilles, de l'«Union Fraternelle des Femmes contre la misère et la Guerre».

Le meeting de compte-rendu rassembla plusieurs milliers d'auditeurs. Y prirent la parole Henri Barbusse, Marcel Cachin, Henri Raynaud, Julien Racamond, Guy-Jerram, André-Jacques Fonteny, Président de la «Fédération Nationale des Combattants Républicains», Gaston Bergery, le Japonais Sen Katayama, deux Américains, H.L. Dana, professeur à Harvard, et Samuel Stember, de l'«Armée du Bonus»⁷, et l'Allemand Willy Munzenberg, député communiste au Reichstag, qui va jouer un rôle important dans le mouvement mondial contre le fascisme.

⁴ À Amsterdam, Augustin Hamon est mandaté par la Fédération socialiste des Côtes-du-Nord et le syndicat unitaire de l'enseignement.

⁵ Georges Poupy fut envoyé en décembre 1932 à Shanghai au Congrès panasiatique contre la Guerre en remplacement d'Henri Barbusse empêché. Il sera exclu de la SFIO fin 1932. Il adhéra au Parti communiste en 1934.

⁶ La Salle Bullier, en haut du Boulevard Saint-Michel, était à la fois une salle de bals et lieu de réunions. Son emplacement est aujourd'hui occupé par le C.R.O.U.S. de Paris et des services rectoraux.

⁷ «Bonus Army»: rassemblement d'environ 20 000 vétérans américains de la Première Guerre mondiale qui manifestèrent pour demander le paiement de primes. Les manifestations furent réprimées.

¹ Entamée par des incidents dès 1931, la conquête de la Mandchourie par les Japonais fut achevée en février 1932. Ils y susciteront la proclamation de l'«Indépendance» le 1^{er} mars sous le nom de «Mandchouko», plaçant sur le trône impérial du nouvel «État» Pou-Yi, dernier empereur de Chine.

...LE DOSSIER : CONTRE LA GUERRE, CONTRE LE FASCISME

Des milliers de personnes ne purent rentrer dans la salle Bullier archi-comble et se massèrent devant l'entrée, dans les rues et boulevards environnants ; à partir de 21h15, ils seront violemment chargés – y compris à cheval, affrontements faisant de nombreux blessés – par les gardes municipaux, les gardes républicains et les gardes mobiles.

Dans les semaines qui vont suivre, des comptes-rendus des travaux du congrès d'Amsterdam et du meeting de Bullier vont être faits à travers la France, notamment par les délégués régionaux de retour d'Amsterdam, souvent des animateurs de quelques 500 comités locaux répartis sur tout le territoire.

LE CONGRÈS DE PLEYEL

Une nouvelle rencontre internationale va avoir lieu à Paris le 25 avril 1933, à l'initiative d'Henri Barbusse et dans un contexte fortement modifié depuis le congrès d'Amsterdam : depuis le 30 janvier Hitler a été nommé chancelier en Allemagne, le 27 février a eu lieu l'incendie du Reichstag, dès le lendemain, le Parti communiste allemand (KPD) a été virtuellement interdit, le 3 mars son secrétaire général, Ernst Thaelmann a été arrêté, le 22 mars a été ouvert à Dachau le premier camp de concentration pour les opposants...

23 personnalités antifascistes allemandes, américaines, belges, britanniques, françaises¹, indienne, italiennes et tchécoslovaque² examinent la situation ainsi créée par cette arrivée d'Hitler au pouvoir. À l'issue de leurs discussions, ils adoptent à l'unanimité une résolution constatant « que l'établissement du fascisme en Allemagne menace le mouvement ouvrier et l'émancipation des travailleurs dans le monde entier, qu'il encourage la bourgeoisie d'autres pays, aux prises avec la crise et le mouvement ouvrier, paysan et colonial, à recourir aux mêmes méthodes, et enfin, à accentuer considérablement les dangers de guerre impérialiste (...) » ;

« Reconnait dans le congrès antifasciste européen qui doit avoir lieu, en juin à Copenhague, un acte important dans la voie de l'organisation de la lutte antifasciste et appelle toutes les organisations ouvrières à y participer. »

« Salue l'effort sérieux et effectif du Mouvement d'Amsterdam pour réaliser le front unique de lutte contre la guerre et le fascisme et invite les organisations ouvrières et paysannes et tous les adversaires sincères de la guerre à y adhérer. »

« Souligne la nécessité urgente d'arracher la jeunesse à l'influence du fascisme et s'adresse à la jeunesse ouvrière, paysanne, scolaire et universitaire pour

qu'elle participe au Congrès mondial des Jeunes pour la lutte contre la guerre et le fascisme, convoqué à Paris pour le mois d'août 1933. »

Auparavant, Copenhague avait dû être abandonné, le Gouvernement danois ayant manifesté par des mesures restrictives sa volonté d'en réduire l'audience et la portée. Paris va être, du 4 au 6 juin 1933, le lieu de la tenue du « Congrès antifasciste européen » ; dans le contexte de l'aggravation de la répression nazie en Allemagne : le 9 mars 1933, le Bulgare Georges Dimitrov, dirigeant de l'Internationale communiste, a été arrêté en Allemagne. Il va être accusé par les nazis d'être l'un des instigateurs de l'incendie du Reichstag³. Le 26 avril 1933, Goering met en place la Gestapo, le 10 mai, les syndicats sont dissous...

Comme celui s'étant tenu à Amster-



Autodafé en Allemagne nazifiée

dam, le congrès antifasciste européen de Paris va être préparé en France, comme dans les autres pays où c'est possible, par des assises locales, départementales et régionales ; non sans difficultés, les refus de salles se multipliant. Ainsi les organisateurs du Congrès régional de Paris se verront-ils refuser la salle Bullier, Magic-City, la Mutualité, Japy, le Trocadéro ; la direction du Cirque d'Hiver précisera ; « Si c'est pour le Congrès communiste antifasciste, je ne peux vous donner la salle... ». Il fallut donc se replier sur une salle ouvrière de la Maison des syndicats 33 rue de la Grange-aux-Belles, où se rassemblèrent, les 27 et 28 mai 1933, 1032 délégués de la Région parisienne.

Quant au « Congrès antifasciste européen », il va, les manœuvres pour l'éloigner en banlieue ayant échoué, s'ouvrir le dimanche 4 juin 1933 Salle Pleyel, rue du Faubourg Saint-Honoré. Ses travaux se continueront le lundi 5 juin, avec une « Conférence européenne antifasciste des Jeunes », et sept conférences industrielles⁴, et se termineront le 6 juin.

3 277 délégués – dont un millier de Français – venus de quasiment tous les pays d'Europe – participèrent à ce congrès antifasciste européen, 3 011 hommes et 266 femmes. Sur le plan des appartenances – ou non appartenances – 1 801 étaient « sans parti », 1 153 « communistes », 199 « Deuxième internationale » (socialistes), 26 « anarchistes », 16 partis

divers, 11 partis républicains, 4 chrétiens.

Le congrès fut placé sous la présidence d'honneur de Ernst Thaelmann, Ernst Torgler et Georges Dimitrov, tous trois détenus dans les geôles nazies, Antonio Gramsci (communiste), Sandro Bertini (socialiste), Gino Liucetti (anarchiste), emprisonnés dans celles de Mussolini, et le Polonais Tarasciewicz.

Les 37 membres du Bureau du congrès, où siègent Gorki, Romain Rolland et Henri Barbusse, sont des personnalités politiques ou syndicales mais aussi des ouvriers et ouvrières industrielles ou agricoles, des intellectuels, de sensibilités politiques diverses, issues d'une quinzaine de Pays.

C'est un Français, le syndicaliste CGTU Julien Racamond qui, au nom du Bureau d'organisation, prononça le discours d'ouverture : « Il y a dans notre congrès, aux côtés de représentants des syndicats révolutionnaires et des partis révolutionnaires, de nombreux délégués d'organisations de front unique : pour la France, les comités d'Amis de l'URSS, les Comités d'Amsterdam, des associations d'anciens combattants, la « Ligue internationale des Femmes pour la Paix », la « Ligue anti-impérialiste », l'« Union fraternelle des Femmes », les coopératives, l'A.E.A.R., les groupes sportifs, etc. »

« Dans notre congrès sont encore représentés les syndicats des divers pays et tendances, diverses organisations social-démocrates. Enfin sont présents un certain nombre d'intellectuels... »

Le congrès va permettre de donner la parole aux délégations des pays sous régimes fascistes, d'Europe orientale, des Balkans, et en premier lieu aux Italiens et aux Allemands, qui rapportèrent la dureté de la répression nazie, avec l'exigence du congrès de libérer les emprisonnés. Thaelmann, Dimitrov...

Le 15 juin 1933, réunis rue Cadet dans une salle du Grand Orient, le « Comité Français de lutte contre le fascisme » issu du congrès d'Amsterdam en août 1932, et le Comité d'Organisation du « Congrès antifasciste européen » de Paris de juin 1933, décidèrent « d'unir organiquement leurs efforts et ne constituer qu'un seul réseau d'organisations en France : les « Comités de lutte contre la guerre et le fascisme ». C'est le nom qu'ils prirent le 20 août 1933, mais ils seront plus connus sous celui de « Comité Amsterdam-Pleyel ».

À la veille du Congrès d'Amsterdam en 1932, 219 comités d'initiative avaient été créés. En octobre 1936, après la victoire du Front Populaire, qu'avait rejoint le « Comité Amsterdam-Pleyel », celui-ci totalise 2 600 comités, avec 250 000 membres.

Le Mouvement Amsterdam-Pleyel – qui adhéra au « Rassemblement Populaire » (Front populaire) – prendra le nom de « Mouvement populaire « Paix et Liberté », sous la présidence d'honneur de Romain Rolland celle effective de Francis Jourdain.

Il sera fortement affecté par la disparition de celui qui en fut – avec Romain Rolland – l'âme et le fondateur, Henri Barbusse, décédé à Moscou le 30 août 1935.

¹ Outre Henri Barbusse, sont présents pour la France Gaston Bergery, Marcel Cachin, directeur de l'Humanité, Bernard Cazaubon, dirigeant de la fédération autonome des syndicats de fonctionnaires, Jacques Donio, alors député-maire communiste de Saint-Denis, Guy Jerram, secrétaire général de l'A.R.A.C., Henri Mallarte (socialiste), Georges Poupy (socialiste), un représentant de la CGTU.

² Parmi les participants A. Fenner Brockway, Président de l'Independent Labour Party (ILP) de Grande-Bretagne, G. Rosetti, président du Parti républicain italien, Paul-Henn Spaak, député du Parti Ouvrier de Belgique.

³ Dimitrov, ainsi que deux autres communistes bulgares, Vasil Taney et Blagol Popow, et le président du groupe parlementaire communiste allemand Ernst Torgler, vont être au centre du Procès à grand spectacle que les nazis vont organiser à Leipzig et qui tournera à leur confusion ; le 23 décembre 1933, Dimitrov et ses coaccusés bulgares seront acquittés.

⁴ Métaux, produits chimiques, transports, services public, manne, mineurs, textile.

LE COMITÉ MONDIAL DES FEMMES CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

266 femmes ont participé au Congrès européen antifasciste réuni à Paris du 4 au 6 juin 1933, désignées par les différentes structures nationales préparatoires ; pour ce qui concerne la France, par les conférences régionales. Ou désignées par les organisations féministes telles la «Ligue internationale des Femmes pour la Paix», l'«Union fraternelle des Femmes»...

Cette participation va être le point de départ de la mise en place au plan mondial d'un mouvement spécifiquement féminin contre la guerre et le fascisme, parallèle et lié au Mouvement mondial Amsterdam-Pleyel.

Ainsi, Gabrielle Duchêne, secrétaire générale de la section française de la «Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté» et membre de la «Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale» (fondée en 1927), participante aux congrès d'Amsterdam et de Pleyel, va constituer un «Comité d'initiative» d'une cinquantaine de femmes de 16 pays – dont Isabelle Blume (Belgique), Dimitrova (Bulgarie), la comtesse de Warwick (Grande-Bretagne), Henriette Roland-Holst (Pays-Bas), la Comtesse Karolyi (Hongrie), Elena Stassova (URSS) et, pour la France, notamment Gabrielle Duchêne, Luce Langevin, Lucie Prenant, Madeleine Rolland, Marguerite de Saint-Prix, Andrée Viollis, Léo Wanner... – afin de préparer un «Congrès International des Femmes contre la Guerre Inter-impérialiste et le Fascisme».



Gabrielle Duchêne

L'appel à sa tenue sera signé notamment par Madeleine Rolland (sœur de Romain Rolland), Andrée Viollis, Claire Charles-Geneaux, Hade Guest (Grande-Bretagne), Ella Wagner (Suède)...

Ce «Rassemblement mondial des femmes contre la Guerre et le fascisme» se tiendra à Paris du 4 au 6 août 1934 au Palais

de la Mutualité, avec la participation de 1500 déléguées venues, en premier lieu de France – plus de 600, dont 185 ouvrières, 140 ménagères, 35 fonctionnaires, 7 paysannes, des intellectuelles ... –, des autres pays européens (Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Espagne, Portugal, Espagne, Grèce, Irlande, Pologne, Suisse, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Italie) ; une place particulière étant faite à l'accueil de la délégation soviétique et des pays sous dictature fasciste : Allemagne, Autriche et Italie. Elle viennent aussi d'Amérique (États-Unis, Canada, Mexique, Cuba, Paraguay...), d'Asie (Chine, Japon, Inde, Indonésie, Indochine) et d'Australie.

Le «Rassemblement mondial des femmes contre la Guerre et le fascisme» issu du congrès de la Mutualité, qui adopta un «Manifeste aux femmes du Monde», publiera une revue mensuelle, «Femmes dans l'action mondiale», et s'engagera aux côtés du «Comité mondial» dans la solidarité avec les antifascistes allemands, avec les Républicains espagnols...

Sa section française (200 000 adhérentes) sera dissoute par le gouvernement français en octobre 1939, comme «organisation proche de la 3^e internationale»... À l'initiative de Gabrielle Duchêne, elle se réorganisera après la Seconde Guerre mondiale en donnant naissance à la Fédération démocratique internationale des Femmes (FDIF), qui existe toujours.

LE COMITÉ MONDIAL DES JEUNES CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Faisant suite au Congrès d'Amsterdam d'août 1932, le Comité d'organisation d'une seconde conférence internationale antifasciste, européenne, qui se tint à Paris, Salle Pleyel, du 4 au 7 juin 1933, avait mis en place à ses côtés une «Commission de la jeunesse antifasciste».

Ainsi, les travaux du congrès de Pleyel intégrèrent une «Conférence européenne des jeunes», qui s'ouvrit le lundi 5 juin avec 300 participants, ayant à son ordre du jour «la lutte des jeunes travailleurs contre le fascisme et l'offensive du capital. (Rapports des mouvements antifascistes des jeunes en Allemagne, Pologne et Italie), adoption d'une plateforme des jeunes contre le fascisme et la guerre. Election de la Conférence européenne des Jeunes auprès du comité antifasciste».

À son issue fut adopté un «Manifeste... à la jeunesse travailleuse d'Europe», élue une «Commission européenne des Jeunes» et, sur proposition de la délégation française, décidée la préparation d'un «Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme».

Il va se tenir en France, à Paris, les 22, 23 et 24 septembre 1933, au Palais de la Mutualité. Sa préparation va s'appuyer sur l'expérience acquise lors des congrès d'Amsterdam puis de Pleyel, la constitution de «comités d'initiative» dans les localités, les entreprises, rassemblant des adhésions individuelles et des sections locales d'organisations, telles, par exemple à Rouen, celles de la LDH, du Syndicat des instituteurs, de la «Ligue des femmes», de la Fidélité normande, de l'«Union française pour le suffrage des femmes», de la Jeune République, des partis et jeunesse socialistes et commu-

nistes, des syndicats CGT confédérés et unitaires...

Le congrès – 1 100 délégués de 34 pays – fut placé sous la Présidence d'honneur d'André Gide, d'Henri Barbusse – qui ouvrit les travaux, de Romain Rolland, Marcel Prenant, Paul Langevin et Francis Jourdain, et des emprisonnés en Allemagne : Thaelmann, Dimitrov, Torgler, Popov. Outre les délégués français prirent la parole des délégués de Tchécoslovaquie, d'URSS, d'Allemagne, de Cuba, de Lettonie, d'Espagne, d'Italie, des États-Unis, de Belgique, de Chine, des pays Balkaniques, d'Amérique latine... Le congrès s'acheva après avoir reçu à la tribune une délégation de soldats (français, danois, norvégiens et suédois) ; les délégués se rendant ensuite, acheminés par une centaine de taxis bénévoles, s'incliner à Rethondes.

Les deux Congrès mondiaux de Jeunes suivants, en 1936 et 1938, auront une dimension différente car, placés sous l'égide de l'«Union internationale des Associations pour la Société des Nations» (SDN), la lutte pour la paix y sera mise en avant par rapport à l'antifascisme, et leur spectre politique sera élargi.

C'est ainsi qu'après un congrès national tenu à Paris le 1^{er} août 1936, avec 400 délégués élisant la délégation française, s'ouvrit à Genève, le 31 août 1936, le «1^{er} Congrès Mondial de la Jeunesse pour la Paix», avec la participation de 700 délégués de 36 pays. Lors des travaux, qui s'achevèrent le 6 septembre, furent remarquées les interventions de René Cassin, de Kossarev, secrétaire général du Komsomol soviétique, du Français Raymond Guyot, secrétaire général de l'Internationale Communiste des Jeunes (ICJ / KIM). Un secrétariat international fut

mis en place sous la direction de la Britannique Betty Shield-Collins, y participa le Français André Hoschiller (Carrel).

Le «Second congrès mondial de la Jeunesse» se déroula au Vassar college, à Poughkeepie (New-York) du 16 au 23 août 1938, ses travaux étant ouverts par Mme Eleanor Roosevelt, épouse du Président américain. Y participèrent 500 délégués de 54 pays ; la délégation française de 12 organisations de jeunes (CLAJ, JLR, J.C., Jeunes démocrates populaires...) comprenait notamment Maurice Choury, Danielle Casanova, Leroy-Wattiaux, Léo Figuières...

À huit semaines des «Accords de Munich», le «Pacte de Vassar» condamna «toute guerre d'agression contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale ou administrative d'un État»...

LE COMITÉ MONDIAL DES ÉTUDIANTS CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Après le Congrès mondial des Jeunes à Paris s'était tenue le 25 septembre 1933 une «Conférence internationale des Étudiants», préparatoire à un «Congrès mondial des Étudiants», animé par André Hoschiller, Victor Katz (alias André Victor), sera chargé d'organiser. Il se tiendra à Bruxelles du 29 au 31 décembre 1934, avec 400 participants, venus de tous les pays d'Europe, d'Amérique latine... La France fut représentée par l'Union Fédérale des Étudiants (U.F.E.), les Étudiants communistes (Pierre Hervé, futur membre du CNR), les Étudiants socialistes (Léon Boutbien), l'A.E.M.N.A (étudiants maghrébins)...

Il donnera naissance au «Comité – ou Rassemblement – des Étudiants contre la Guerre et le Fascisme».

LE COMITE DE VIGILANCE DES INTELLECTUELS ANTIFASCISTES (C.V.I.A.)

Le 6 février 1934, à l'appel d'un certain nombre de ligues d'extrême-droite – l'«Action Française», de Charles Maurras et Maurice Pujo, les «Jeunesses Patriotes» de Pierre Taittinger, la «Solidarité française» du parfumeur François Coty, le «Francisme» de Marcel Bucard – et des «Croix de feu» du colonel de la Rocque, de l'«Union Nationale des Combattants» (UNC), ainsi que d'une «Fédération des contribuables», environ 30 000 manifestants, «chauffés» par le scandale de l'escroc Stavisky, dans lequel quelques parlementaires sont compromis, par les articles incendiaires des hebdomadaires d'extrême-droite *Gringoire*, *Candide* ou *Je suis partout*, qui diffusent à eux trois un million d'exemplaires, ainsi que par les discours en janvier de Philippe Henriot à la tribune de la Chambre des députés, appelant à «balayer la République», vont se rassembler à Paris, Place de la Concorde, à l'occasion de la présentation par Edouard Daladier de son nouveau gouvernement.

Le soir d'une journée de tensions, des autobus sont incendiés, des milliers de manifestants, dont beaucoup sont armés de morceaux de fonte, de billes d'acier, certains d'armes à feu, se concentrent Place de la Concorde, essayant de passer la Seine vers le Palais-Bourbon. Les affrontements seront violents, y compris par armes à feu, et feront 20 morts – dont 14 par balle – et 657 blessés parmi les manifestants, les «forces de l'ordre» auront 1 tué (garde républicain) et 1664 blessés. Mais, le coup d'Etat visant à renverser la République a échoué. Pour autant, l'alerte aura été chaude...

Elle va avoir des conséquences politiques. Immédiates : à partir du 7 février, 450 manifestations antifascistes auront lieu dans 356 villes de France.

À Paris, le 9 février, celle organisée à l'initiative du Parti communiste Place de la République, et qui va se déployer dans l'Est parisien, va être durement réprimée, le Gouverneur Tardieu – Daladier a renoncé le 7 février après l'émeute – ayant manifestement le souci «d'équilibrer» la répression ; elle fera 9 morts.

Lors de la manifestation du 9 février, les militants socialistes avaient été consignés par leurs dirigeants dans les sièges des sections, mais les échos des affrontements avaient conduit un certain nombre d'entre eux – notamment des jeunesses socialistes – à rejoindre les manifestants communistes.

Cela va s'amplifier le 12 février : plusieurs millions de travailleurs entrent en grève à l'appel des deux CGT, «Confédérée» et «Unitaire». Les partis communiste et socialiste ont appelé à manifester dans deux cortèges différents : poussés par l'aspiration des militants, ils vont fusionner Cours de Vincennes au cri d'«unité d'action». Un Pacte d'unité d'action sera signé le 27 juillet 1934 entre les deux partis. Le Front populaire s'amorce...

Au lendemain des événements du 6 au 12 février, François Walter, un auditeur à la Cour des Comptes, collaborateur depuis 1932 de la revue «Europe», dirigée par Jean Guéhenno et proche de Romain Rolland, à qui il livre, sous le pseudonyme de «Pierre Gérôme», des chroniques attaquant les idéologies fascistes et bellicistes, a pris contact avec de nombreux intellectuels et syndicalistes enseignants, notamment du SNI-CGT, pour leur suggérer une expression

AUX TRAVAILLEURS

Unis, par-dessus toute divergence, devant le spectacle des émeutes fascistes de Paris et de la résistance populaire qui seule leur a fait face, nous venons déclarer à tous les travailleurs, nos camarades, notre résolution de lutter avec eux pour sauver contre une dictature fasciste ce que le peuple a conquis de droits et de libertés publiques.

Nous sommes prêts à tout sacrifier pour empêcher que la France ne soit soumise à un régime d'oppression et de misère bellicieuses.

Nous flétrissons l'ignoble corruption qu'ont étalée les scandales récents.

Nous lutterons contre la corruption ; nous lutterons aussi contre l'imposture.

Nous ne laisserons pas invoquer la vertu par les corrompus et les corrupteurs.

La colère que soulève les scandales de l'argent, nous ne la laisserons pas détourner par les banques, les trusts, les marchands de canons, contre la République qui est le peuple travaillant, souffrant, pensant et agissant pour son émancipation.

Nous ne laisserons pas l'oligarchie financière exploiter comme en Allemagne le mécontentement des foules gênées ou ruinées par elle.

Camarades, sous couleur de révolution nationale, on nous prépare un nouveau Moyen Âge. Nous, nous n'avons pas à conserver le monde présent, nous avons à le transformer, à délivrer l'Etat de la tutelle du grand capital – en liaison intime avec les travailleurs.

Notre premier acte sera de former un comité de vigilance qui se tiendra à la disposition des organisations ouvrières.

Que ceux qui souscrivent à nos idées se fassent connaître.

LE BUREAU PROVISOIRE :

Alain, *Ecrivain*, Paul Langevin, *Professeur au Collège de France*, Paul Rivet, *Professeur au Muséum*.



Alain

Paul Langevin

Paul Rivet

coordonnée de condamnation des menaces de fascisme et de guerre et pour appeler à la lutte.

Cette initiative ayant reçu un accueil favorable, celle-ci va se concrétiser le 3 mars 1934 avec la création du «Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes» (C.V.I.A.) dont Paul Rivet, âgé de 58 ans, un des fondateurs en 1926 de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris, et directeur depuis 1928 du Musée d'ethnologie du Trocadéro, de sensibilité socialiste, va accepter la Présidence. A ses côtés comme vice-présidents le philosophe Alain (Emile-Auguste Chartier), âgé de 66 ans, proche du radicalisme, investi dans la lutte pour la Paix, et Paul Langevin (62 ans), philosophe des sciences, docteur en Sciences physiques, directeur de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle de la ville

de Paris, professeur au Collège de France, proche des communistes. Pierre Gérôme assurant le secrétariat général.

Le 5 mars, le CVIA publie son appel fondateur «Aux travailleurs», auquel vont répondre d'ici la fin 1934 plus de 6 000 professeurs, instituteurs, artistes, écrivains, journalistes, scientifiques, médecins. Parmi lesquels Aragon, Colette Audry, Victor Basch, Albert Bayet, Marc Bloch, Jean-Richard Bloch, André Breton, Jean Bruhat, Georges Canguilhem, Jean Cassou, André Chamson, Jean-Louis Crémieux, André Delmas, François Delaisi, Robert Desnos (après 1936), Eluard, André Gide, Pierre George, René Gosse, Jean Guéhenno, Jules Isaac, Frédéric Joliot-Curie, Georges Lapiere, Jean Lescuré, André Malraux, Paul Nizan, Jean Perrin, André Philip, Robert Schnerb, Jacques Soustelle, Henri Wallon, André Wurmser...

18 mois après son lancement, le CVIA enregistrait 8 532 membres. 200 sections du CVIA étaient formées en province, jusqu'en Algérie (Marcel Bataillon, professeur à la faculté des lettres d'Alger), en Belgique (Paul Brien, Président, Régine Karlin, Lucien Ofinger, Marcel Lefranc, Albert Wolf...). Le CVIA organise des conférences, édite des affiches et brochures, entame la publication d'un Bulletin bimensuel, «Vigilance», dont le n°1 paraît le 28 avril 1934.

Ce succès initial du CVIA va être relativisé, compromis par les différences de conception en son sein, qui vont s'approfondir en divisions. Comme les initiateurs des différentes structures ayant donné naissance ou étant liées au Mouvement Amsterdam-Pleyel, ceux du C.V.I.A. ont associé étroitement dans leur action pacifisme et antifascisme.

Or, l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, son expansionnisme territorial, celui de l'Italie fasciste en Ethiopie et celui du Japon en Chine, la Guerre qui débutera en Espagne en 1936, l'évolution de la politique soviétique vers une intégration dans un système de sécurité collective à dimension militaire vont dissocier peu à peu ce lien entre ces deux dimensions.

La signature en mai 1935 du pacte franco-soviétique conduit l'URSS à être favorable à la politique de défense nationale de la France et le Parti communiste jusque-là hostile à s'y rallier ; ce qui lui vaut les critiques de la part des pacifistes traditionnels, hostiles à la politique des blocs et au réarmement. Les désaccords deviendront évidents lors du Congrès national du C.V.I.A. en novembre 1935, au moment de l'agression italienne en Ethiopie, le rapport d'André Wurmser n'excluant pas une lutte armée contre le fascisme. En 1936, Paul Rivet quitte la présidence.

Le C.V.I.A. étant dominé par les pacifistes intégraux qui, avec Alain, approuveront les Accords de Munich, une forte minorité, autour de Paul Langevin et avec les communistes, le quittera et fondera l'«**Union des intellectuels français pour la justice, la liberté et la paix**» (UDIF), avec Victor Basch, Albert Bayet, Irène Joliot-Curie, Jean Perrin, Elsa Triolet, Jacques Soustelle, Jacques Solomon, Valentin Feldmann, Andrée Violis, Edith Thomas...

Le C.V.I.A. ne survivra pas à la Guerre...

PORTUGAL : LE SPECTRE D'UN SINISTRE PASSÉ

Dans trois ans, le 25 avril 2024, le Portugal commémorera le 50^e anniversaire de la chute de la plus vieille dictature fasciste du monde, quelques semaines avant que ne s'écroule celle plus contemporaine des colonels grecs, 8 mois avant la mort de Franco. Cinquante ans après la «Révolution des œillets», des nostalgiques de Salazar s'agitent... Un parti d'extrême-droite voit en ce début 2021 son audience électorale s'élargir dans d'inquiétantes proportions...

«Grândola vila morena
«Terra da fraternidade
«O povo é quem mais ordena
«Dentro de ti, ó cidade...»¹

Lorsque le 25 avril 1974, à 00h20, la station catholique de Lisbonne «Radio Renascença» entame la diffusion de cette chanson – interdite – de José Afonso, «Grândola Vila Morena», elle donne le signal de la mise en mouvement à 00h30 à Lisbonne de troupes de l'École Pratique de l'Administration militaire, bientôt suivies à 1h par celles de l'École Pratique de Cavalerie de Santarém : ce que l'histoire retiendra sous le nom de «Révolution des Œillets» commence...

Le soulèvement, ainsi déclenché par le «Mouvement des Forces Armées»², va s'étendre dès ses premières heures aux autres casernes de Lisbonne ainsi que dans celles d'autres villes du pays ; en premier lieu de la seconde, Porto.

À 16h30, au pouvoir depuis le 27 septembre 1968, lorsqu'il succéda à Antonio de Oliveira Salazar, le fondateur en 1933 du régime dit de l'«Estado Novo», victime d'un AVC³, le dictateur Marcelo Caetano, réfugié – et assiégé – au Quartel do Carmo, siège de la «Garde Nationale Républicaine» (GNR)⁴ fait sa reddition au général Spínola⁵ ; avant d'être immédiatement conduit à l'aéroport de Portela⁶ et de partir – via Madère – en exil au Brésil.

Ainsi s'écroulait l'un des deux – avec l'Espagne franquiste voisine⁷ – régimes pérennisant jusque dans ce dernier quart du 20^e siècle le fascisme de l'entre-deux guerres.

L'«ESTADO NOVO»

Antonio de Oliveira Salazar, Président du Conseil portugais depuis le 5 juillet 1932, s'était fait attribuer en 1933 les pleins pouvoirs par une réforme constitutionnelle instaurant ce qu'il appela l'«Estado Novo», dont la devise «Dieu, autorité, travail, famille, patrie» connaitra – en tout ou partie – des répliques ulté-

rieures en Europe ; jusqu'en France entre 1940 et 1944... Mettant en avant le mot d'ordre «tout pour la nation, rien contre la nation»,

Au lendemain du référendum constitutionnel de 1933, mettant en place l'«Estado Novo», est créée la «Policia de Vigilancia e defesa do Estado» (P.V.D.E.)⁸, s'inspirant de la police politique fasciste italienne, l'OVRA. Vont s'ouvrir des camps de détention pour les opposants – communistes, socialistes, syndicalistes, démocrates républicains, chrétiens progressistes... – tels en 1936 celui de Tarrafal⁹ aux îles du Cap-Vert, la forteresse de Peniche, la prison de haute-sécurité de Caxias¹⁰.

L'installation de l'«Union nationale» (União Nacional)¹¹, fondée le 30 juillet



1930, comme parti unique, la fondation de la Mocidade Portuguesa (Jeunesse portugaise), à l'adhésion obligatoire à partir de 10 ans avec un uniforme – chemise verte, jupe ou short marron – avec une ceinture portant le sigle «S» de... Salazar, la création en 1936 de la «Legião portuguesa» («Légion portugaise»), milice analogue aux chemises noires fascistes et aux S.A. hitlériennes, sont les bases d'un régime corporatiste fasciste.

Tous les partis politiques sont dissous, en premier lieu le Parti communiste portugais fondé, le 6 mars 1921 mais aussi le Centre catholique, de même que les syndicats libres au profit d'un «syndicat national» unique mis en place en 1934 ; bien sûr, les grèves sont interdites...

Outre sur la P.V.D.E., qui va exercer sur la société une violence préventive systématique destinée à terroriser les opposants, actifs ou potentiels, à dissuader toute opposition, le régime va s'appuyer sur l'église, avec laquelle est signé en 1940 un concordat, et sur l'Armée, dont la fidélité ne sera ébranlée qu'à la fin des années 1960 dans le contexte des conflits coloniaux en Afrique.

Salazar apportera à partir de juillet 1936 son aide aux insurgés franquistes contre la République espagnole, organisant l'enrôlement de 6 000 à 8 000 «volontaires» portugais – les «Viriatos» – dans les unités franquistes : Légion étrangère («Tercio»), milices phalangistes, requetes... Le 17 mars 1939, il signera avec Franco un pacte d'amitié et de non-agression deviendra le 29 juillet 1940 le «Pacte ibérique».

Durant la Seconde Guerre mondiale, les sympathies de Salazar et Franco iront aux puissances de l'Axe, auxquelles le dictateur espagnol était de plus particulièrement redevable. Mais, la prudence – qui grandira quand les offensives militaires du Reich nazi et de l'Italie fasciste marqueront le pas sur le front Est et en Libye et plus encore quand les revers s'accumuleront – commandera aux deux dictateurs le choix de la «neutralité» et de la «non-belligérance».

De plus, la situation stratégique excentrée du Portugal, ses colonies d'Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau), ses liens historiques avec l'Angleterre avec laquelle la lie un traité d'alliance datant de... 1386, sa dépendance économique à l'égard des Britanniques et des États-Unis, vont conduire Salazar à concéder aux Britanniques à partir d'octobre 1943 la possibilité d'installer une base aérienne à Lajes, aux Açores ; où en 1944 l'U.S. Air Force installera aussi une petite base.

En contrepartie, les Alliés seront peu regardants sur la nature fascisante du

¹ La «Grândola, ville brune
«Terra de la fraternité
«Seul le peuple ordonne
«En ton sein, O cité...»

² Movimento das Forças Armadas (MFA), prolongeant le «mouvement des capitaines», formé par des militaires ayant servi lors des guerres coloniales en Angola, Mozambique et Guinée-Bissau.

³ Il décèdera le 27 juillet 1970.

⁴ Guardia Nacional Republicana (GNR). Force de sécurité et de police militarisée.

⁵ Antonio de Spínola (1910-1996). Militaire, il fut en 1941 sur le front de Leningrad, où la division espagnole Azul combattant aux côtés de la Wehrmacht comprenait des volontaires portugais. Gouverneur colonial de la Guinée-Bissau en 1968, en 1972, de retour au Portugal, il déclina le poste de ministre de l'Outremer et est nommé chef-adjoint de l'état-major général des armées portugaises en 1974. Rallié au M.F.A., il recevra la reddition de Marcelo Caetano le 25 avril.

⁶ Depuis 2016, aéroport Humberto Delgado, du nom d'un général antifasciste, assassiné par la PIDE le 13 février 1965.

⁷ Le régime franquiste en crise entrera en agonie qui ira en s'accroissant à partir de la thrombose veineuse qui hospitalisa Franco en juillet 1974 ; le caudillo décèdera le 20 novembre 1975.

Entre le 21 avril 1967, date d'un coup d'Etat effectué par des colonels, et le 23 juillet 1974, date de sa chute, la Grèce connut aussi un régime de dictature fasciste meurtrière.

⁸ En 1945, elle deviendra jusqu'en 1974 la Policia internacional e de Defesa do Estado (P.I.D.E.). Puis, après l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano, la Direcção-Geral de Segurança (Direction générale de la Sécurité - D.G.S.).

La D.G.S. nouera des relations étroites avec le S.D.E.C.E français. Le Portugal sera le siège d'une officine de renseignement et d'action liée à la DGS, mais aussi à la C.I.A., «Aginter-Press», fondée en 1965 par le français Yves Guérin-Sérac, ancien des Guerres de Corée,

d'Indochine et d'Algérie, ayant rejoint l'OAS avant de se réfugier au Portugal, où il sera instructeur pour la «Légion portugaise» et les unités contre-insurrectionnelles de l'Armée portugaise. Guérin-Sérac restera au Portugal jusqu'à la «Révolution des Œillets», gagnant alors l'Espagne franquiste. Aginter-Press aura notamment été mise en cause dans l'assassinat de l'opposant portugais Humberto Delgado, dans l'aide aux groupes terroristes fascistes italiens, elle aurait servi aussi de relais à des transferts de fonds vers des officines syndicales (CFT) et politiques (SAC) violentes en France.

⁹ À sa fermeture partielle en 1954, 340 hommes y avaient accompli un total de deux mille ans, onze mois et cinq jours de détention... Trente-deux y étaient décédés, dont, en 1942, le secrétaire général du Parti communiste, Bento Gonçalves.

¹⁰ Elle abrite depuis avril 2017 le Musée National de la Résistance et de la Liberté.

¹¹ En 1970, l'União Nacional transformera son nom en Acção Nacional Popular.

Régime Salazar ou son silence à l'égard de l'extermination des Juifs portugais des territoires occupés par le Reich ; avec lequel le Portugal maintiendra des relations économiques – notamment en lui vendant jusqu'en 1944 du tungstène (Wolfram), matériau stratégique – et diplomatiques ; envoyant même le 4 mai 1945, à l'annonce de la mort d'Hitler, un message de condoléances à Berlin, faisant mettre les drapeaux en berne et décrétant une demi-journée de deuil... !

La disparition des régimes fascistes européens et asiatiques en 1945 – à l'exception notable de l'Espagne franquiste voisine – ne va guère faire évoluer celui du Portugal, en dehors de l'abandon du «salut romain» le bras tendu, du changement de nom de la PIDE en DGS, sans en modifier les méthodes et la finalité.

D'autant plus que la «Guerre froide» qui se développe avec l'URSS à partir de 1946 ne va guère inciter les Américains et les autres Gouvernements occidentaux à faire pression sur un allié contre le communisme : ainsi, le Portugal de Salazar va être en 1949, avec les États-Unis, La Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'un des 12 membres fondateurs de l'OTAN, l'alliance militaire censée défendre le «Monde libre»...

Le Régime salazariste ne s'effondrera qu'un quart de siècle plus tard, après la mort de Salazar le 27 juillet 1970 après avoir, suite à un accident vasculaire cérébral survenu en 1968, dû renoncer au pouvoir, que Marcel Caetano perpétuera jusqu'au 25 avril 1974.

Cet effondrement sera la conséquence du développement du mouvement social et politique de la société civile mais aussi et surtout de la décennie de guerre que le Portugal a menée en Afrique, où combattront près de 150 000 militaires métropolitains, qui auront plus de 8 000 morts et près de 20 000 blessés, handicapés, mutilés.

En 1951-1952, le Régime Salazar avait transformé les colonies portugaises d'Afrique en «Provinces d'outre-mer» (*Provincias ultramarinas*). Cette transformation n'avait guère changé le sort des populations africaines, soumises à diverses formes de travail forcé, et n'enrayera pas l'aspiration à la liberté et à la fin du colonialisme qui, après avoir touché les colonies britanniques puis françaises d'Afrique noire, a recueilli un écho grandissant dans les colonies portugaises¹².

Le 3 janvier 1961 avait eu lieu en Angola, dans la Région de Baixa de Cassanje une première révolte d'ouvriers cotonniers pour de meilleures conditions de travail et de rémunération : la répression par l'armée de l'Air portugaise, utilisant des bombes au napalm, fera 400 morts africains...

En Guinée-Bissau, les premiers affrontements de la lutte d'indépendance commencèrent en janvier 1963 par l'attaque d'un Q.G. militaire portugais au sud de la capitale Bissau, au Mozambique, ils éclatèrent en septembre 1964 dans la province de Cabo Delgado.

Commencèrent trois guerres coloniales qui dureront jusqu'au printemps 1974, opposant à l'armée portugaise principalement en Angola le «*Movimento Popular de Libertação de Angola*» (MPLA), en Guinée-Bissau le «*Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde*» (P.A.I.G.C.), au Mozambique le «*Frente de Libertação de Moçambique*» (Frelimo)¹³.

La Révolution des Œillets du 25 avril 1974 va mettre un terme aux trois conflits, dramatiques sur le plan humain – des centaines de milliers de victimes civiles africaines, des dizaines de milliers de victimes militaires – et coûteux sur le plan économique. Le 10 décembre 1974, la Guinée-Bissau proclame son indépendance, le Mozambique fera de même le 25 juin 1975, l'Angola le 11 novembre suivant. De 700 000 à 1 million de «pieds-noirs» portugais et supplétiifs africains de l'Armée portugaise, accompagnés de leurs familles, se replieront au Portugal.

ESPÉRANCES DÉÇUES...

Les semaines, les mois qui ont suivi le «25 avril» ont vu rapidement s'affronter deux orientations, celle du général Antonio de Spínola, ancien gouverneur militaire de la Guinée-Bissau, placé le 15 mai 1974 à la Présidence de la République par le Mouvement des Forces Armées (M.F.A) représentant une option dite «modérée», opposée à l'indépendance immédiate des colonies, aux options progressistes de la majorité des membres de la direction du M.F.A., alors favorable à cette indépendance, à des réformes sociales, à une réforme agraire, à des nationalisations...

Spínola en appellera le 10 septembre 1974 «à la majorité silencieuse» face aux «extrémistes», et démissionnera de la Présidence de la République le 30 septembre suivant. Après l'échec d'un coup d'Etat de droite des «parachutistes de Tancos» le 11 mars 1975, il s'exilera au Brésil d'où il apportera son appui à l'*Exército de Libertação de Portugal* (ELP - Armée de Libération du Portugal), créée le 6 janvier 1975 à Madrid par Augustine Barbieri Cardoso, ex-directeur adjoint de la PIDE/DGS et qui exécutera plusieurs attentats, notamment contre des sièges locaux du Parti communiste portugais.

Depuis le Brésil, Spínola dirigera plus directement le *Movimento Democrático de Libertação de Portugal* (Mouvement démocratique pour la libération du Por-

tugal MDLP), formellement constitué le 5 mai 1975, sur le plan opérationnel basé à Madrid et lié à l'Église catholique. Il sera impliqué dans la tentative – avortée – de soulèvement du 21 novembre 1975.

L'année 1976 marquera l'éloignement du Portugal des aspirations transformatrices voire révolutionnaires de la Révolution des Œillets, malgré l'adoption le 2 avril de la Constitution qui se propose encore d'établir une démocratie socialiste. Mais l'accession à la Présidence de la République du général Ramalho Eanes et celle du leader du Parti socialiste (PS), Mario Soares, à la tête d'un Gouvernement PS-PSD (centre-droit), vont initier le processus d'intégration du Portugal à l'Union européenne ; laquelle sera effective le 1^{er} janvier 1986.

Cette évolution sera la résultante de plusieurs facteurs : tels la réalité sociologique du Portugal, avec une ruralité plus importante que la classe ouvrière urbaine, le poids de l'église catholique, la crise qui s'approfondit du modèle des pays socialistes, etc. ; sans négliger le rôle de l'OTAN dont le Portugal est membre, et celui de l'ambassadeur des États-Unis à Lisbonne du 9 décembre 1974 au 5 février 1978, Franck Carlucci, précédemment en poste comme secrétaire d'Ambassade à Léopoldville, où il fut soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat en 1961 de Patrice Lumumba et qui, après son départ de Lisbonne en 1978, sera nommé directeur adjoint... de la C.I.A. par Jimmy Carter puis, en 1987, secrétaire à la Défense par Ronald Reagan.

De la fin des années 1980 à celle de la première décennie du 21^e siècle, le Portugal connaîtra à la tête du pays des alternances gauche (sans participation communiste) – droite répétées, des alliances PS-centristes, centriste-droite (PP)..., des plans d'austérité, tel celui de 2011 contrepartie de l'appel à l'aide européenne (avec des dénationalisations élargies, un plafonnement des aides sociales, la baisse des salaires de la fonction publique, des augmentations d'impôts...).

Une situation qui, se pérennisant, va, associée aussi à des préoccupations sécuritaires, susciter dans une partie de la population – notamment la moins politisée – une nostalgie de l'époque lors de laquelle le «bacalhau» – la morue, aliment de base des couches populaires – n'était pas cher, celle de... Salazar.

LA NOSTALGIE

Début avril 1999, le quotidien portugais *Público* écrivait – sous le titre «Au secours, Salazar revient» – «L'intéressante coïncidence entre le vingt-cinquième anniversaire de la «Révolution des Œillets» et la fin de ce siècle a donné naissance ces dernières semaines, à un phé-

¹² Outre l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau, le Portugal a, au lendemain de la Guerre, deux autres colonies en Afrique : les îles du Cap-Vert (indépendance le 5 juillet 1975) et les îles Sao-Tomé et Príncipe (indépendance le 12 juillet 1975). Par ailleurs, il a des possessions sur la côte occidentale de l'Inde : les territoires de Dadra et Nagar Haveli, qui seront le 2 août 1954 libérés de la tutelle coloniale par leur population insurgée,

et les trois territoires de Goa, Daman et Diu, annexés par l'Inde qui les a militairement envahis les 18 et 19 décembre 1961. Le Portugal aura eu aussi un territoire colonial proche de Hong Kong, à Macao, qui sera restitué à la Chine le 20 décembre 1999, et un autre dans l'archipel indonésien à Timor-Est (Timor-Leste), qui fut envahi et annexé par l'Indonésie en 1975-1976, n'accédant à l'indépendance totale sous contrôle de l'ONU qu'en

2002.

¹³ Outre les trois principaux mouvements de libération (MPLA, PAIGC, Frelimo), il faut mentionner d'autres mouvements leur étant rivaux, parfois instrumentalisés par le Pouvoir colonial et dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest : en Angola le FNLA et l'Unita, au Mozambique, le Coremo.



«Une» en septembre 2019 de l'hebdomadaire Visao : «Salazar, fascination, passion et haine».

nomène particulièrement pervers et surprenant : la tentative de réhabilitation du personnage détestable qu'a été le dictateur réactionnaire Antonio de Oliveira Salazar... »

Le 26 mars 2007, les téléspectateurs portugais étaient appelés par la chaîne publique RTP à élire, par le biais d'appels téléphoniques, «le plus grand Portugais» ; parmi les 10 finalistes, Alvaro Cunhal, le charismatique dirigeant du Parti communiste portugais depuis le milieu des années trente et son secrétaire général de 1961 à 1992, emprisonné 15 ans – dont 8 en isolement – entre 1937 et 1960, évadé de la forteresse-bagne de Peniche le 3 janvier 1960, et... celui qui est le responsable de son emprisonnement, et de celui de bien des milliers d'autres de démocrates portugais..., des tortures qu'ils auront subies, des morts qui durant près de quatre décennies se compteront par centaines dans les lieux d'incarcération, Antonio de Oliveira Salazar, le fondateur de l'Estado Novo !

Près de 100 historiens portugais dénonceront cette émission que l'un d'entre eux, Fernando Rosas, ancien prisonnier politique sous la dictature, qualifiera de «mascarade» ; laquelle prendra sa place dans l'offensive révisionniste visant à réhabiliter Salazar. 160 000 personnes auront manifesté un choix : Salazar aura recueilli celui de... 41% d'entre eux, devant Alvaro Cunhal : 19% et Aristide Sousa Mendès¹⁴ : 13% ; Vasco de Gama étant relégué à la 10^e place...

¹⁴ Consul du Portugal à Bordeaux en juin 1940, il fournira – à l'encontre des instructions du gouvernement salazariste – des laissez-passer à travers l'Espagne à destination du Portugal à une trentaine de milliers de Juifs fuyant les nazis. Mort le 3 avril 1954 dans l'indigence, il fut déclaré «Juste».

¹⁵ Le maire Lourenço aura eu une autre idée, produire une cuvée de vin rouge «Salazar» de l'A.O.C. Dao ; dans une démarche uniquement de marketing commercial se défendit-il alors. Ce que dénonça le «Bloc de gauche» de la commune : «C'est tout simplement une tentative de blanchir l'Histoire».

Une vingtaine d'années plus tard, cette nostalgie d'une partie de la société portugaise se manifeste encore, le débat se cristallisant autour d'un projet de Musée Salazar dans la commune de Santa Comba Dao où il est enterré et où, sur le mur de sa maison natale, est apposée une plaque «Aqui nasceu em 18-4-1889, Dr Oliveira Salazar. Um senhor que governou e nada roubou» («Ici est né Monsieur Salazar, un homme qui a gouverné et n'a rien volé»). «Oubliés» la PIDE et les dizaines de milliers de victimes du régime salazariste... !

Déjà en 2007, Joao Lourenço, le maire de droite de la commune avait évoqué l'idée d'un musée Salazar mais avait dû l'abandonner¹⁵.

Le Projet sera repris une douzaine d'années plus tard par le maire socialiste de Santa Comba Dao, Leonel Gouveia, le présentant comme «un centre interprétatif de l'État nouveau», à installer dans une ancienne école située dans une ancienne école située à côté de l'ancienne maison du dictateur et du cimetière recelant sa sépulture.

Plusieurs historiens ont manifesté leur opposition à ce projet pouvant se transformer en tourisme de mémoire pour nostalgiques du régime fasciste. De même, la section de Santa Comba Dao de l'«Union des Résistants Antifascistes Portugais» (URAP)¹⁶ s'opposera au projet, que le Parlement portugais, en votant le 12 septembre 2019 – avec l'abstention des partis de droite PSD et CDS – une résolution communiste, condamnera comme constituant «une offense à la mémoire des victimes de la dictature».

Le 13 février 2021, le maire Leonel Gouveia a de nouveau déclaré que la création du «Centre d'interprétation de l'Estado Novo» se poursuivra... Ce que dénoncent notamment 240 anciens prisonniers politiques, l'URAP...

Le projet de musée Salazar n'est pas la seule initiative tendant à perpétuer la mémoire du dictateur. Ainsi, une marque de vin, *Terras de Salazar*, avait été approuvée en 2011 par l'Institut national des Appellations, la marque *Salazar-O Obreiro da Patria*, enregistrée, gère un site tout à la gloire du régime salazariste.

L'EXTRÊME-DROITE POLITIQUE

Créé en janvier 1977, deux ans seulement après la Révolution des Œillets, par le général Kaulza de Oliveira de Arriaga, ancien secrétaire d'État de l'Armée de l'Air du régime salazariste entre 1953 et 1955, commandant en chef de 1969 à 1974 des troupes terrestres portugaises au Mozambique pendant la Guerre coloniale, le

Movimento Independente para a Reconstrução Nacional / Partido da Direita Portuguesa (MIRN/PDP) fut le premier parti politique d'extrême-droite – enregistré le 27 juillet 1979 – à participer, en octobre 1980 à des élections législatives, en coalition avec deux partis de droite, le *Frente Nacional*¹⁷ et le *Partido da Democracia Cristã* (PDC), scission extrémiste du Parti Chrétien Social-Démocrate (PCSD).

Le faible résultat obtenue par la coalition – 0,4% des voix – conduira en premier le *Frente Nacional*, dirigé par le journaliste Manuel Maria Murias, directeur de l'hebdomadaire d'extrême-droite *A Rua*, à se dissoudre au lendemain du scrutin. Puis le MIRN/PDP interrompra ses activités à partir de juin 1984, et *in fine* se dissoudra officiellement en 1997. Le PDC participera encore aux diverses élections législatives et européennes de 1983 à 1989, ne dépassant pas 0,72% des voix ; il se dissoudra à son tour le 20 août 2004. Pour près de deux décennies, l'extrême-droite accolée à la droite extrême sera confinée dans la marginalité électorale.

Pour autant, elle ne sera pas totalement absente de la scène politique, marquant souvent sa présence de manière violente.

Ainsi nait en 1985 dans le faubourg lisboète d'Amadora le *Movimento de Acção Nacional* (M.A.N.), rejetant la démocratie libérale, anticommuniste, défendant la «race portugaise», contre l'immigration et le métissage, se liant au mouvement des skinheads se développant au Portugal. Sa violence va conduire à l'assassinat en 1989 de José Carvalho, responsable d'une formation trotskyste (P.S.R.), par un membre du M.A.N., Pedrito Grilo, qui sera condamné à 12 ans de prison, de laquelle il s'évadera au bout de 4 mois d'incarcération. Bien que déjà dissout au moment du procès, le M.A.N. sera condamné pour idéologie fasciste par la Cour constitutionnelle¹⁸.

Plusieurs autres groupes d'extrême-droite, fascistes ou néo-nazis vont être créés dans les années qui vont suivre : *Aliança Nacional, Nova Ordem Social* (Nouvel Ordre social), *Partido Nova Democracia* (PND), *Lisboa nossa, Portugueses Primeiro* («Portugais d'abord»)... Ils vont cependant se heurter à un obstacle constitutionnel : à savoir la nécessité de masquer leurs options fascistes en édulcorant leur discours, et celle, pour pouvoir se faire enregistrer comme parti politique, de recueillir 5 000 signatures d'électeurs...

Cette disposition va conduire Antonio da Cruz Rodrigues, figure des catholiques traditionalistes salazaristes et fondateur

¹⁶ L'U.R.A.P. a été fondée le 30 avril 1976 par des antifascistes ayant créé pendant la dictature la «Commission de secours pour les Prisonniers politiques». L'URAP est membre de la Fédération Internationale des Résistants (F.I.R.).

¹⁷ Ne pas confondre avec le mouvement néonazi homonyme créé en 2004 sous la direction de Mario Machado, l'un des condamnés pour le meurtre d'Alcino Monteiro, qui sera à nouveau condamné en octobre 2008 à 4 ans et 10 mois de prison, puis le 17 août 2010 dans une autre affaire à 7 ans et 2 mois de prison. Le *Frente Nacional 2^e* mouture sera dissous en 2008.

Machado animera désormais jusqu'en 2014 au sein du PRD/PNR la faction «Hammerskin Portugal» (HP), déclinaison portugaise d'un groupe de skinheads néonazis né à Dallas (Texas) à la fin des années 1980, et sera fondateur plus récemment du *Novo Ordem social*. Les HP portugais se sont signalés notamment par des agressions contre des immigrés et des homosexuels, par des profanations de cimetières juifs...

¹⁸ En 1997, 11 skinheads et anciens membres du M.A.N. seront condamnés à des peines de 14 à 17 ans pour avoir assassiné lors d'une ratonnade dans la nuit du 10 juin 1995 Alcino Monteiro, un ouvrier originaire du Cap-Vert.

en 1995 de l'*Aliança nacional*, recevant l'appui de José Luis Paulo Henrique, l'ancien dirigeant du M.A.N., à mettre en œuvre une stratégie d'entrisme dans des formations politiques reconnues mais en grande perte d'audience et faiblesse de recrutement.

La cible de l'O.P.A. va être la formation de l'ancien Président de la République de juillet 1976 à mars 1986, Ramalho Eanes, le *Partido Renovador Democrático* (PRD), fondé en 1985 et qui a perdu sa représentation parlementaire. Le PRD ainsi infiltré va être réorganisé en 2000, adoptant le nouveau nom de *Partido Nacional Renovador* (PNR), et le symbole de la Flamme rouge et bleu ; lequel n'est pas sans rappeler celles du Front National français ou des néo-fascistes italiens. Les dirigeants nationalistes salazaristes venus du PRD vont être écartés au profit de néo-fascistes avérés, «modernes», avec José Pinto Coelho pour leader à partir de juin 2005, maîtrisant les nouveaux moyens de communication, l'internet, développant un langage populiste et médiatisant des initiatives anti-immigrés l'insérant dans les pratiques de l'extrême-droite européenne.

Pour autant, jusqu'à la fin de la dernière décennie, l'audience électorale du PNR restera confidentielle (0,09% aux législatives de 2002, 0,31% à celles de 2011, à 50% à celles de 2015, 0,33% à celles de 2019).

Bien qu'affichant un populisme plus modéré, le *Parti Nova Democracia*, fondé par Manuel Monteiro, l'ancien leader du Parti de droite historique, le CDS, l'un des piliers avec le PSD et le PS des coalitions gouvernementales depuis 1980, ne fera guère mieux : 0,21% aux législatives de 2011...

En juillet 2020, le PNR changea son nom en «*Ergue-Te*» («Lève-Toi»), une volonté de modifier l'image d'un parti, dont les slogans «Travail et Nation» et «Le Portugal aux Portugais» peuvent avoir un écho au-delà des crânes rasés fascistes. Une volonté de lisser l'image de l'extrême-droite, à l'instar de formations homologues en France, Italie, Autriche, Pays-Bas, etc., le complet veston et le costume tailleur remplaçant le blouson de cuir frappé de l'aigle à la Svastika...

«CHEGA !»

«*Chega*», que l'on peut traduire par «Assez !» ou «Ça suffit !», est le nom d'une formation politique dont le score conséquent de son candidat à l'élection présidentielle portugaise du 24 janvier 2021, le plaçant – avec 11,9% des voix – en 3^e position derrière le président sortant conservateur (60,7%) et une candidate issue du Parti socialiste (12,97%), mais devant le candidat du Parti communiste portugais soutenu par les Verts (4,32%) et la candidate du «Bloc de Gauche»

(3,9%), installe l'extrême-droite jusqu'à marginalisée dans le paysage politique national.

Et ce alors que, lors des législatives tenues seulement 15 mois plus tôt, le 6 octobre 2019, le parti «*Chega*» – formé le 9 avril précédent – n'avait recueilli que 1,29% des voix, faisant toutefois élire député à Lisbonne son leader, André Ventura.

Journaliste dans une chaîne privée de



Marine Le Pen : «Je suis au Portugal pour soutenir notre ami et allié André Ventura, candidat à la présidentielle portugaise qui aura lieu le 24 janvier [2021] prochain !».

télévision, commentateur sportif et de faits divers, docteur en droit, André Ventura (38 ans) a d'abord milité au sein du Parti Social-Démocrate (PSD) de centre-droit avant de fonder «*Chega*», dont la première prestation électorale, au sein de la coalition «*Basta*»¹⁹ qu'il conduira lors de l'élection européenne de mai 2019, sera décevante : 1,49%.

C'est aux Açores, archipel portugais autonome au milieu de l'Atlantique, que *Chega* va enregistrer lors des législatives régionales du 25 octobre 2020 un score qui, bien que limité, le fait sortir de la marginalité : 5,06% des voix et 2 élus, qui appuyant une coalition formée par les partis centriste et de droite (PSD, CDS et PPMonarchiste), vont permettre de constituer une majorité et remplacer à la tête du Gouvernement régional le socialiste Vasco Cordeiro par José-Manuel Bolieiro (PSD).

Au soir du scrutin présidentiel de janvier 2021, André Ventura a fait des offres de service en s'adressant au Président conservateur réélu Marcelo Rebelo de Sousa : «*Il n'y aura pas de gouvernement au Portugal sans Chega*». L'exemple des Açores suscite des craintes...

Le contexte de la percée de *Chega* au Portugal n'est pas sans rappeler des situations connues dans d'autres pays, y compris la France, avec notamment le rôle – et la responsabilité – des médias²⁰, qui ont mis en avant Ventura et ses propositions dans le débat public, lequel a ainsi souvent été centré autour d'elles – et la tentation, dans les formations de droite classique, en crise, de trouver des accommodements avec un parti qui désormais compte ; à tout le moins de reprendre à leur compte certaines de ses pro-

positions, d'autant plus que la stratégie de *Chega* est d'«adoucir» ses propositions les plus conflictuelles... Et il y en a !

Qu'on en juge : *Chega* par la bouche d'André Ventura propose de démanteler l'École publique et de supprimer le ministère de l'Éducation nationale, se prononce contre l'avortement, avec la proposition annexe d'ablation des ovaires aux femmes s'étant faites avorter, pour la privatisation du système de santé, de la sécurité sociale, pour libéraliser les expulsions de logement, le Code du travail, pour la peine de mort et la détention à vie, pour l'illégalité du mariage homosexuel, pour la fermeture de frontières. Il développe un discours anti-immigrés, un discours raciste violemment hostile aux noirs, aux Roms, avec la suggestion d'interner ces derniers dans des camps pendant la pandémie de covid-19, en affirmant que leur hygiène de vie pourrait être vecteur de maladies.

Une de ses collègues parlementaires, Joacine Katar Moreira, originaire de Guinée-Bissau, ayant déposé en janvier 2020 un texte proposant l'élaboration d'une liste du patrimoine culturel que le Portugal devrait restituer à ses anciennes colonies, André Ventura commentera sur sa page Facebook : «*Je propose que la députée Joacine soit elle-même rendue à son pays d'origine. Ce serait mieux pour tout le monde*».

L'EURO-EXTRÊME-DROITE

Chega – bien que n'ayant pas de député européen (1,49% aux Elections européennes de 2019 – à rejoint le parti de l'«Euro-extrême-droite «Identité et Démocratie»²¹, y retrouvant notamment la *Lega* italienne, l'*AFD* allemande, le *Vlaams Belang* belge, les *Vrais Finlandais*, le *F.P.Ö* autrichien, le Parti Populaire Danois et le... «Rassemblement national» de Marine Le Pen.

La percée électorale récente de *Chega* au Portugal n'est pas isolée en Europe. Ainsi, fondé en 2012, le «Parti populaire conservateur d'Estonie» (EKKRE) obtint 17,8% aux législatives de 2019 et entra au Gouvernement. Fondée en mars 2013, l'*Alternative für Deutschland* (AfD) a obtenu, en 2017, 12,6% des voix, entrant au Bundestag. De l'autre côté du Rio Guaidana, en Espagne andalouse voisine du Portugal, le parti «*Vox*», créé en décembre 2013, obtient régionalement 10,96% des voix en décembre 2018, avant d'en obtenir nationalement 10,26% en avril 2019 puis 15,09% en novembre suivant. Le parti tchèque *Svoboda a přímá demokracie* («Liberté et Démocratie directe»), fondé en mai 2015 a obtenu 10,64% des voix et 20 députés aux législatives de 2017 et 9,24% des voix aux Européennes de 2019...

¹⁹ «Assez !», Avec le *Partido Popular Monárquico* (monarchiste), le *Partido Cidadania* (Citoyens) et *Democracia Cristã* (Démocratie chrétienne)

²⁰ Ventura et son mouvement *Chega* n'ont pas été les seuls à bénéficier de l'attention complaisante des médias. Ainsi Mario Machado, le leader des *Hammerskins* et fondateur du *Nova Ordem social*, condamné à

12 ans de prison pour incitations à la haine raciale et au meurtre, déclarations homophobes, etc., peine en partie purgée en prison de haute sécurité, était invité le 3 janvier 2019 dans l'émission matinale très suivie «*Vous à la Télé*» – de la chaîne privée TVI – sur le thème «*Avons-nous besoin d'un nouveau Salazar* ! Pour se défendre, la chaîne évoquera la liberté d'expression ; ce qui ne

fera pas taire les protestations du syndicat des journalistes, de nombreux intellectuels et éditorialistes, de S.O.S racisme, de l'U.R.A.P... !

²¹ Le «Parti Identité et Démocratie» a aussi parmi ses membres des partis populistes et d'extrême-droite de Bulgarie, d'Estonie, de Grèce, de Pologne, de République Tchèque, du Royaume-Uni, de Slovaquie.

NOS DEUILS

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts

à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger POUX (Aveyron)

Fils de cheminot, Roger Poux, coprésident départemental de l'ANACR de l'Aveyron, qui nous a quittés à l'âge de 96 ans le 15 novembre 2020, était né le 13 novembre 1924 à Rabastens (Tarn). Orphelin de père alors qu'il n'a pas quatre ans, il est reconnu Pupille de la Nation le 5 juin 1930. Il interrompra ses études en 2^e année du cours complémentaire, et entra en apprentissage de serrurier mécanicien aux ateliers Lauzeral Frères à Gaillac (Tarn). En 1943, il est embauché à la SNCF à Toulouse (Haute-Garonne). À la fin 1943, il entre en contact à Gaillac avec la Résistance, intégrant le groupe Carra (du nom de son chef Carassus), avec lequel il participera à diverses actions début 1944, dont la libération de 23 détenus politiques de la prison de Gaillac, de fait la «baraque 21» du camp d'internement de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn) situé à une quinzaine de km de là et qui en compte 20. Il adhère à la Jeunesse communiste clandestine en 1944. En août de cette année, il participe à la libération de Gaillac. Puis il poursuivra le combat avec la 4 207^e Cie FTPF ; engagé volontaire, incorporé dans le 158^e R.I., il combatta sur le front de l'Atlantique dans les poches de La Rochelle et de Royan. À sa libération de l'armée, il réintégra la SNCF en octobre 1945, à l'entretien Reynal de Toulouse, et sera muté ensuite à Capdenac. D'abord ouvrier professionnel, il sera nommé chef d'équipe en 1950. Militant politique, militant syndical à la CGT, dans les années 1960, secrétaire du syndicat, secrétaire de l'Union locale CGT de Capdenac jusqu'en 1985, secrétaire adjoint de 1977 à 1980, délégué du personnel, conseiller prud'homal. Il aura effectué toute sa carrière professionnelle à la SNCF. En 1995, il créa la section des retraités cheminots de Villefranche-de-Rouergue (Aveyron) et en devint le secrétaire jusqu'en 2000. Soucieux de la transmission de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance, il adhéra à l'ANACR et à l'ANACR, à laquelle il sera attaché jusqu'à ses derniers instants. Lorsque le comité départemental ANACR de l'Aveyron fut confronté à des problèmes internes, il eut un rôle décisif dans leur dépassement, en en devenant en septembre 2004 président. Roger Poux fut de tous ses combats, il présida l'association pour l'installation d'une maison départementale de la Résistance, de la Déportation et de la citoyenneté à Aubin, qui vit le jour en 2006, il anima dans le département la lutte pour l'adoption officielle de la Journée de la Résistance et participa à sa première célébration officielle devant la Préfecture. Roger Poux, élu membre du Conseil national de l'ANACR lors de son congrès de Limoges en 2006, en demanda en 2017, au congrès de Dax, l'honorariat.

André FILLÈRE (Essonne)

Disparu le 6 novembre 2020, André Fillère était né le 5 mai 1936 à Paris. Son engagement de jeunesse s'inscrivit dans la lutte contre la Guerre en Algérie où il fit comme tant d'autres son service militaire. À son retour en France, il adhère en 1960 à l'Association Républicaine des Anciens Combattants... (ARAC), militant pour la Paix en Algérie. Celle-ci obtenue, il continue à s'investir au sein de l'ARAC – dont il deviendra vice-président national – dans le combat pour la paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour la défense des idéaux républicains et des valeurs démocratiques, idéaux et valeurs

qu'exprima dans la clandestinité le Programme du Conseil National de la Résistance, ce qui le conduisit à aussi adhérer, comme «Ami de la Résistance», à l'ANACR. André Fillère, qui deviendra président de la Mutuelle de l'ARAC, se consacra aussi à la défense des droits matériels et moraux des Anciens Combattants – dans le cadre du droit à réparation – et de leurs ayant-droits, devenant un spécialiste dans le domaine des pensions, des problèmes du Budget de la Nation concernant le Monde Combattant. Ce qui se traduisit par une attention et participation soutenues aux instances officielles se préoccupant de ces questions telles les commissions parlementaires, la Commission Nationale de la Carte du Combattant et l'ONACVIG, dont il était membre du Conseil d'Administration. André Fillère fut vice-président de l'UFAC, il était Président de l'UDAC de l'Essonne. Il était Officier de la Légion d'honneur et de l'Ordre National du Mérite, titulaire de la Carte du Combattant, du Titre de Reconnaissance de la Nation.

François CHARROL (Bouches-du-Rhône)

Né le 25 janvier 1925 dans la Drôme, François Charrol fut le premier à être sur les lieux du massacre de l'zon-la-Bruisse Croix de Guerre avec étoile d'argent. Il était Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Grand invalide de la Résistance (Médaille des Blessés), Officier des Palmes académiques.

Marcel MOUROUX, Robert MARIEN (Indre)

Né le 11 novembre 1923, Marcel Mouroux, décédé à l'aube de ses 97 ans, a été de tous les combats pour lutter contre l'injustice et les inégalités, le racisme et la xénophobie. Il n'a que 16 ans lorsqu'avec d'autres jeunes communistes, il va porter de la nourriture et des vêtements aux réfugiés espagnols ayant fui le régime de Franco et regroupés au Parc Hidien à Châteauroux. En janvier 1941, il est arrêté avec une quinzaine d'autres jeunes par la police pétainiste pour avoir distribué des tracts à Déols, dénonçant le régime dit de Vichy. Il connaîtra la prison à 17 ans. Libéré, il est appelé le 3 juillet 1943 aux Chantiers de Jeunesse à Montmarault dans l'Allier et, en août, il est affecté dans une aciérie au service des Allemands. Ne voulant pas travailler pour l'armement du III^e Reich, il s'évade et, recherché par la police, il est hébergé par une famille de Républicains espagnols. De là, il entre au maquis FTP basé à Scoury, près du Blanc où il reste jusqu'au 6 juin 1944. Ce maquis rejoint celui de Chabenet pour former la compagnie 2202. De juillet à septembre, il participe à de nombreuses actions de la Résistance : embuscades, barrages de routes, coupures de rails sur la ligne Paris-Toulouse, sabotage de pylônes électriques... Le 10 septembre, il est à Châteauroux pour la Libération de l'Indre. Le 1^{er} octobre, il s'engage «pour la durée de la Guerre». Membre du Comité directeur de l'ANACR de l'Indre, il était particulièrement soucieux de la transmission de la mémoire

Décédé le 25 septembre à l'âge de 96 ans, Robert Marien, engagé volontaire au sein du maquis de Neuvy-Saint-Sépulcre tors de la Seconde Guerre Mondiale, était revenu, après avoir fait carrière dans la gendarmerie nationale, vivre sa retraite dans sa commune d'origine, pour laquelle il se dévoua aux affaires municipales pendant plus de quinze ans. Ayant perdu un frère tors d'un combat en 1944, il fut un membre actif

du comité départemental de l'ANACR et prit la présidence du comité de Neuvy-Saint-Sépulcre jusqu'en 2013. Il continua toujours de transmettre le devoir de mémoire auprès des collégiens dans le cadre du CNRD. Il était aussi engagé auprès de l'Association d'Aide à domicile en milieu rural (ADMR).

René PAGET (Isère)

Né le 25 mai 1924 à Pontcharra (Isère), René Paget avait en 1939, ayant obtenu le C.E.P. à la fin de sa scolarité, commencé à travailler à la ferme familiale avec sa mère et son frère, son père étant mobilisé. En 1942, entré en contact avec des Résistants, il participe à la distribution dans la commune de tracts et journaux clandestins. Approché par des responsables de la Résistance, il rejoindra le maquis du Glézin, installé en février 1944 dans le massif de Belledonne et qui, avec le bataillon de Pontcharra, formera le 2^e bataillon du secteur 1 des FTPF ; dont César Terrier alias «Seyssel», capitaine de réserve, prendra le commandement en juin 1944. Après avoir dans un premier temps collecté vivres et argent pour les maquisards, puis participé au sabotage de lignes de chemin de fer, il prend part à l'attaque d'un train blindé. Il terminera la guerre au 2^e bataillon FTP puis au 11^e Bataillon de Chasseurs Alpins lors de la campagne de Maurienne jusqu'à Briançon, et sera démobilisé en mars 1945. De retour à la vie civile, il sera ouvrier papetier puis agent de maîtrise aux Papeteries de Moulin-Vieux à Pontcharra, prenant sa retraite en mai 1981. Délégué du personnel, délégué syndical, membre du Comité d'entreprise, conseiller municipal de 1952 à 1958 et de 1974 à 1980, il s'investira aussi dans le «passage de mémoire», notamment avec élèves des classes primaires, collèges et lycées du Haut-Grésivaudan, participant, en coopération avec des municipalités, à des cérémonies commémoratives officielle et à d'autres plus intimes devant les stèles de fusillés locaux, organisant des expositions et forums, participant à la rédaction de la brochure de l'ANACR du Haut-Grésivaudan «Paroles de Résistants»... Il était titulaire des Croix de CVR et du Combattant, de la médaille de Reconnaissance de la Nation.

L'ANACR de l'Isère a déploré aussi la disparition le 26 décembre 2020 à l'âge de 96 ans de Raymond SAVOYAT, entré dès l'âge de 18 ans en 1943 en Résistance au sein du 4^e bataillon FTPF, avec lequel il participera à la libération de la Tour-du-Pin, de Bourgoin et Lyon. Engagé dans l'Armée américaine sous les ordres de Patton, il participa à l'évacuation du camp de Buchenwald.

Raymond VERGNE (Corrèze)

Né le 11 janvier 1923 à Bonnefond, il est appelé au printemps 1943 au «Chantier de Jeunesse» de Chatel-Guyon. Ayant obtenu comme paysan un sursis jusqu'à l'automne afin de pouvoir participer aux travaux des champs, il rejoindra le 3 novembre 1943 le... maquis ; en l'occurrence le camp FTP de Chadebec, qui s'est créé fin 1942, début 1943, avec les premiers réfractaires au S.T.O. Comme d'autres, il partira vers Montbrison pour libérer Lyon, puis, par Saint-Amand et Limoges, reviendra à Brive où il sera démobilisé en septembre 1944. Il fut maire de Bonnefond de 1953 à 2001, élu en 2007 Président du comité local ANACR de Bugeat, puis il en deviendra le Président d'honneur.

Mon Grand-père Marcel ZEDIN, qui avait 22 ans en 1940, malheureusement décédé, a fait partie de la Résistance. Il fut emprisonné à plusieurs reprises dans divers lieux de détention, en France (Pithiviers, Villabé), en Allemagne, en Tchécoslovaquie (Prague)... Qui pourrait me donner des renseignements à caractère historique sur son parcours ?

Contacteur Delphine ZEDIN
3, rue de la Caspienne. 92160-ANTONY
Tél : 06 59 04 09 85
E-mail : missgegette@hotmail.fr

J'anime un petit groupe de personnes qui cherchent à définir précisément le tracé de la ligne de démarcation dans le département de l'Allier. Je suis confronté à une énigme concernant le monument érigé le 8 avril 1945 à Moulins. Qui pourrait m'éclairer ?

Contacteur Joël TALON
27 avenue général-Leclerc
03000-MOULINS
Tél : 06 03 61 56 61.
E-mail : talon.joel03@gmail.com

Je recherche des informations sur ma mère Ruth (Malou)KNEPPEL née le 6 octobre 1913, responsable du comité des Femmes Françaises de Villeneuve-sur-Lot (1943-45) FFI No. 184619, ordre du jour 10/1144 secteur 3 - No. 86 responsable a No. 60 commandement de 35 Brig. Langer FTP. Secteur régional

Contacteur Michele HUPPERT
(née KNEPPEL)
MELBOURNE (Australie)
Tél Port : 610 402 139 653
E-mail : paulhup@mira.net

Nous sommes l'association «Les Anciens de Saint Marc» et, afin de retracer l'histoire du lieu, nous cherchons des précisions sur les Résistants anciens élèves de l'externat Saint-Joseph (Jésuites) à Lyon, en particulier Jean PONCET mais aussi sur Gilbert DRU, François GARBIT, Roger RADISSON et Tom MOREL.

Contacteur Françoise RAYNAUD
18 rue de Tourvielle. 69005-LYON
Tél : 06 62 04 76 76.
E-mail : raynaud101@free.fr

Pour une amie Russe, j'essaie (en vain jusqu'ici) d'obtenir de plus amples informations sur son père, Edik PETACOV CHOUKOUR, Matricule 76.319 Camp St Antoine Né 5.5.1920 BEDICARLA Date enr. 7/06/1944 Carte d'Imm. 16380 Franc-Tireurs & Partisans Français.

Contacteur Pierre DHANENS
H. Frère-Orbanlaan 239 B
B-9000 Gent BELGIQUE
Tél : +32 48 682 195.
E-mail : modhim@hotmail.be

Je recherche des informations concernant mon oncle Jean Bernard REDONNET membre des FFI, tué le 28 août 1944 à Ormy-le-Davien.

Contacteur Philippe REDONNET
46 rue de la Gare
Tél : 06 79 68 20 16.
E-mail : vasp1@hotmail.fr

Je recherche toute documentation et archives relatives à l'enlèvement de la statue du général Lafayette, «opération commando» réalisée au Puy-en-Velay par la Résistance locale dans la nuit du 22/23 décembre 1943, statue monumentale transportée clandestinement du jardin Henri-Vinay par camion jusqu'à un hameau des environs du Puy, où elle resta

cachée dans une ferme jusqu'à libération du Puy ; motif de l'opération : soustraire la statue en bronze à la fonte décidée par autorités allemandes d'Occupation en vue de la construction canons... Mon grand-père et mon père (René et Maurice FEUILLET) ont participé à la logistique de l'opération (René FEUILLET, entreprise de scierie, a prêté son camion pour le transport, et son fils, Maurice a été le chauffeur du camion).

Contacteur Guy FEUILLET
lieudit Montpeyroux, 17
43810-SAINT-PIERRE-DUCHAMP
Tél : 04 71 58 41 0*
E-mail : guy.feuillet1@orange.fr

Je suis à la recherche d'un exemplaire de la publication de Jean-Claude le Guézic : «POUR LA France», pour une amie dont le grand-père appartenait aussi au réseau de Jean TASSEL, du côté de Lannion.

Je sais qu'il a été publié en 2010 mais ne suis pas sûre d'en trouver encore. Etant donné le confinement, les librairies sont fermées, je ne peux donc pas me renseigner. Qui pourrait me dire comment faire et où m'adresser, même si le livre est d'occasion ?

Merci d'avance pour le renseignement.
Contacteur Noëlle LE NEPVOU. 22520-BINIC
Tél : 06 23 37 12 91
E-mail : noellelenepvou@yahoo.fr

Je m'appelle Gabriel Carof et suis lycéen. J'ai découvert que mon arrière-arrière-grand père, Francis LEZORAY, qui tenait un garage réquisitionné par les Allemands à Guingamp durant la guerre, figurait dans le «Livre d'or de la France Combattante et Résistante» publié en 1948. Cependant, à part quelques histoires familiales dont la véracité n'est pas avérée, je n'ai pas moyen de savoir pour quelles raisons il figure dans ce livre.

J'ai exploré nombre de pistes, contacté de nombreux organismes, mon ancêtre, n'a pas laissé d'indices... Il me reste donc une dernière solution pour tenter de percer ce mystère à jour : interroger des Résistants/ témoins de cette époque.

Y a-t'il donc un témoin des événements de l'époque pouvant me donner des renseignements ? Comment le contacter, qui aurait une idée pour m'aider dans mes recherches ? D'avance merci.

Contacteur Gabriel CAROF
19 rue Jean Métairie. 22000-SAINT-BRIEUC
Tél : 06 95 30 06 55
E-mail : gabriel.carof29@gmail.com

Je souhaite avoir des informations concernant mon grand-père maternel Jean GREMAUD, né à Versailles. Je sais seulement qu'il fut Résistant – sous le pseudonyme de «Bernard» – durant la Seconde Guerre mondiale en Dordogne, plus précisément dans la forêt de la Double pendant 2 ou 3 ans, notamment pour refuser le S.T.O. Il a été inhumé à Bergerac, plusieurs Anciens combattants étaient présent à ses obsèques. J'aimerais en savoir plus sur cette période, sur lui dans cette période.

Contacteur Florian VALADE
7 lotissement du Fronton - 40390-BIAUDOS
Tél : 06 32 35 34 62
E-mail : valadeflorian21@gmail.com

Mon père, Maurice SALAÜN («Robert»), Résistant depuis le début de l'Occupation dans l'Organisation Spéciale (O.S.) du Parti communiste, aura aussi apporté son aide aux réseaux (telle la *Ligne Comète*) d'exfiltration de Résistants belges, d'aviateurs alliés (Américains, Canadiens, Anglais...) abattus en Belgique ou en France. Résistant F.F.I. au nord de Paris (Clichy-sous-Bois ?) à la Libération, il reçut après guerre la «Medal of Freedom» des Etats-Unis, des distinctions belge et du Commonwealth, un Diplôme «Honneur et Patrie» signé d'André Dewarhin («Passy»). Je désire en savoir plus sur son parcours résistant. Qui peut m'aider ? D'avance Merci.

Contacteur Françoise SALAÜN
155, rue de la Fontaine
29800-SAINT-URBAIN
Tél : 06 22 32 37 74
E-mail : salaunfrançoise35@orange.fr

SOUSCRIPTION NATIONALE

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale Elle a hélas entraîné – et continue à entraîner – la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté notre vie personnelle et collective.

Ainsi, en a-t'il été de la vie associative dans la période de confinement total, de restrictions de déplacement, de limitation de réunions. Cela a conduit à la décision obligée de reporter à octobre 2021 le congrès de l'ANACR prévu initialement à octobre 2020. Il en a été de même pour nombre de comités locaux et départementaux de l'ANACR qui n'ont pu se réunir, sauf parfois dans des conditions très restreintes, tout en assurant la représentation aux cérémonies (27 mai, 8 mai, 18 juin, Libération de Paris et des départements, cérémonie Fabien, cérémonie «Affiche Rouge»...).

Cela a retardé – et retarde – la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission – avec les abonnements au *Journal de la Résistance* – à la Direction nationale de l'ANACR, qui de ce fait – elle ne reçoit aucune subvention – est confrontée à des difficultés financières inhérentes.

C'est pourquoi est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR, ainsi que personnellement par plusieurs camarades, que nous remercions tous chaleureusement :

Comité départemental de l'Aisne : 100 € ; Comité régional d'Alsace : 100 € ; Comité départemental de l'Ariège : 200 € ; Comité départemental de l'Aude : 200 € ; Comité départemental de Corse-du-Sud : 150 € ; Comité départemental des Côtes-d'Armor : 1 000 € ; Comité départemental de la Creuse : 50 € ; Comité local de Fursac (Creuse) : 50 € ; Comité local de Montignac (Dordogne) : 200 € ; Annie Pez (Drôme) : 150 € ; Comité départemental de la Finistère : 300 € ; Comité local de Barjac (Gard) : 500 € ; Comité départemental du Gers : 300 € ; Comité départemental des Landes : 400 € ; Comité départemental du Loir-et-Cher : 500 € ; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne) : 100 € ; Comité départemental de Lozère : 200 € ; Francis Chevalier (Nord) : 70 € ; Comité départemental du Pas-de-Calais : 100 € ; Comité départemental des Hautes-Pyrénées : 1 000 € ; Comité départemental de Haute-Saône : 150 € ; Comité départemental de Savoie : 500 € ; Comité départemental de Haute-Savoie : 1 000 € ; Janine Mottet (Seine-Maritime) : 100 € ; Comité du Tarn : 300 € ; Comité départemental du Vaucluse : 200 € ; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84) : 200 € ; Comité local de Bollène (84) : 200 € ; Comité départemental de Haute-Vienne : 200 € ; J.V. (Essonne) : 150 € ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 100 € ; Libération Nationale PTT : 200 €. **Total : 8 970 €**

LES LIVRES

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES DES JUSTES

Portraits de 30 héros parmi les nations
Par Dominique LORMIER

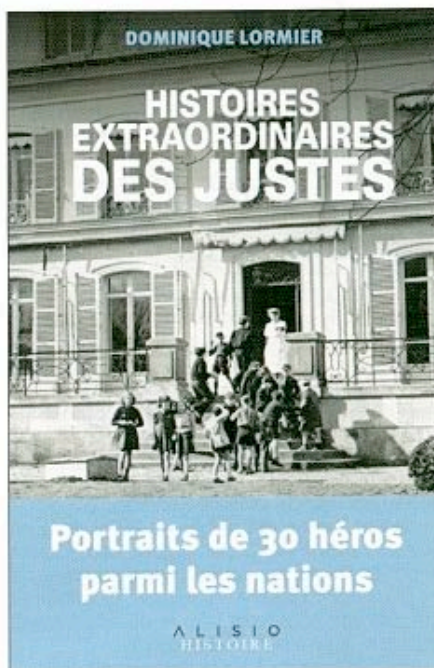
«Yad Vashem», est un nom associé à la fois à un espace mémorial physique consacré à la mémoire de la Shoah, dont la construction sur le versant ouest du mont Herz à Jérusalem a été décidée en 1953 par un vote de la Knesseth, le Parlement israélien, et qui abrite aujourd'hui un musée, une bibliothèque, un centre d'archives, un centre de recherches, et à une distinction – le titre de «Juste parmi les Nations» – décernée par l'Etat d'Israël, dont les représentants diplomatiques sont fréquemment impliqués dans les cérémonies de sa remise aux hommes et aux femmes – ou à leurs descendants – qui, souvent au péril de leur vie, ont sauvé des personnes ou familles juives des persécutions racistes et de l'extermination par les nazis et leurs complices fascistes.

Au 1^{er} janvier 2020, 27 712 «Justes parmi les Nations» de 46 pays avaient été ainsi honorées par une décision de la «Commission d'hommage» présidée par un juge de la Cour suprême d'Israël, créée en 1963, dont 4 099 en France. Ces distinctions, Ô combien méritées, ne résument pas à elles seules l'ampleur de la solidarité du peuple français, qui permit de sauver les 3% des Juifs français ou étrangers présents sur le sol de France pendant les années noires du régime pétainiste et de l'Occupation nazie.

Cette réalité, avec aussi le fait que la solidarité avec d'autres victimes de persécutions racistes par les nazis, tels les Tziganes, n'est pas prise en compte par l'Institut Yad Vashem dans l'attribution des distinctions, ainsi que sa proximité avec un Etat étranger, avait conduit au dépôt en 1992 d'une proposition de loi prévoyant, parallèlement à la mise en place d'une Journée Nationale commémorative, la création d'un titre de «Juste de France», décerné par une commission nationale créée à cet effet. Ce projet de titre de «Juste de France» fut abandonné pour éviter la confusion avec celui de «Juste parmi les Nations».

Le texte de la proposition initiale ne fut pas inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale, mais fut suivi d'un décret du 3 février 1993 du Président Mitterrand instituant une journée nationale commémorative des victimes de persécutions racistes et antisémites de «l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français». Une modification du libellé intervint ultérieurement dans la loi du 10 juillet 2000 : «Journée Nationale à la mémoire des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux «Justes» de France», instituée le 16 juillet.

L'ouvrage de Dominique Lormier n'est pas une étude globalisante sur l'ensemble des «Justes parmi les Nations», ni même seulement sur ceux de France, mais, par les trois douzaines d'exemples choisis de «Justes» de 13 pays (Allemagne - Belgique - Chine - France - Italie - Japon - Pologne - Portugal - Roumanie - Russie - Suède - Suisse - Yougoslavie), il en montre la diversité



nationale et sociologique qu'unifient un souci humaniste partagé et les risques souvent mortels encourus.

Parmi eux des «Justes» déjà connus comme tels – Mgr Saliège, alors archevêque de Toulouse, Aristide de Sousa Mendès, consul général du Portugal à Bordeaux, ainsi qu'Oskar Schindler, dont la biographie complète a suscité des controverses – ou ayant acquis par ailleurs la notoriété, tel le champion cycliste italien Gino Bartali.

Est aussi rappelé le rôle de diplomates tel Ho Feng Shen, consul général de Chine à Vienne après l'Anschluss, Chiune Sugihara, vice-consul du Japon à Kaunas, alors capitale de la Lituanie, Per Anger, secrétaire d'Ambassade de Suède et Carl Lutz, consul de Suisse, à Budapest, qui délivrèrent des visas et donnèrent leur protection à plusieurs milliers de Juifs fuyant l'arrivée des nazis en Autriche en 1938 et en 1939 en Pologne, au pouvoir en Hongrie en 1944.

Près d'une vingtaine de «Justes» français(e)s – sont aussi présentés : paysans, dont les fermes furent des refuges chaleureux, secrétaire, infirmière, des ecclésiastiques tels les pasteurs Trocmé et Westphal, les pères Pierre Bockel, Jean Fleury, Marie-Benoit...

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES DES JUSTES, PORTRAITS DE 30 HÉROS PARMIS LES NATIONS, par Dominique Lormier. 205 pages, ALISIO HISTOIRE, EDITIONS LEDUC. PARIS, mars 2021. 19,90 € TTC.

PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR
Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPIZI
11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460 - PORT
Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)
E-mail : contact@stratilux.fr - site : http://www.stratilux.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n^o de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

75^E ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €, PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 € (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Charles SANCET
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incofoto
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60